



HAL
open science

Economie mondialisée (vol. 1) Eléments contextuels et questions ouvertes

Olivier Boissin

► **To cite this version:**

Olivier Boissin. Economie mondialisée (vol. 1) Eléments contextuels et questions ouvertes. 2021. hal-03459463v1

HAL Id: hal-03459463

<https://hal.science/hal-03459463v1>

Submitted on 1 Dec 2021 (v1), last revised 15 Jun 2022 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Economie mondialisée (vol. 1)
Eléments contextuels et questions ouvertes

Olivier Boissin
Manuel de cours



Abraham Stock (1700) / Scène de marchands.

2021

* * *



Economie mondialisée (vol. 1)

Eléments contextuels et questions ouvertes

Boissin Olivier.

Sommaire :

Ces manuels ont pour objectif une compréhension des dynamiques de la mondialisation et une invitation à l'esprit critique. L'ensemble repose sur trois volumes :

- Le premier est une introduction sur la mondialisation économique. Son objectif est d'identifier le bilan actuel de la mondialisation.
- Le deuxième volume expose les méthodes et les outils relatifs aux dynamiques d'internationalisation des firmes.
- Le troisième est une invitation à la réflexivité et à l'esprit critique sur les marches possibles des mondes à venir.

Volume 1 : Economie mondialisée : éléments contextuels et questions ouvertes.

Introduction : un monde en profonde recomposition	p. 06
Chapitre 1. Mondialisation économique : une dynamique de développements et d'inégalités.	p. 08
Chapitre 2. Rôles et enjeux des institutions économiques internationales.	p. 34
Chapitre 3. Quel bilan retirer de la mondialisation ?	p. 57
Chapitre 4. L'international, c'est aussi l'interculturalité.	p. 76
Chapitre 5. Afrique, pensées d'ailleurs.	p. 88
Annexe	p. 116
Lexique	p. 122
Bibliographie	p. 126

Volume II : Economie mondialisée : outils et méthodes

Introduction : l'importance pour l'entreprise de disposer des boites à outils

- Chapitre 1. Les modes d'implantation possibles à l'international.
- Chapitre 2. Conduire une offre à l'international.
- Chapitre 3. Partenariat technologique : un jeu positif ou à somme nulle ?
- Chapitre 4. La gestion des risques à l'international.

Volume III : Economie mondialisée : capitalisme : quel monde à venir ?

Introduction : éloge de l'esprit critique.

- Chapitre 1. Capitalisme quel est ton modèle ?
- Chapitre 2. Marché, quel est ton périmètre, ton caddie ?
- Chapitre 3. Un capitalisme unique ou pluriel ?
- Chapitre 4. Biens publics, les bijoux de la république ?
- Chapitre 5. Capitalisme régulé, peut-être aussi t'applaudir ?

* * *

Table des acronymes

ACV	Analyse du cycle de vie
AIE	Agence Internationale de l'Energie
AO	Appel d'Offre
BATX	Baidu – Alibaba – Tencen – Xiaomi (les GAFAs chinois)
BPI	Banque Publique d'Investissement
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BRICS	Pays émergents (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud)
BU	Business Unit (un département d'activités au sein de la firme)
CDC	Cahier des charges
ESS	Economie Sociale et Solidaire
E.U.	Etats-Unis
ESS	Economie Sociale et Solidaire
FMI	Fonds Monétaire International
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
GAFAs	Google Apple Facebook Amazon (gafam Microsoft)
GIEC	Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat
IA	Intelligence artificielle
1AA	Industrie Agro-Alimentaire
IDE	Investissement Direct Etranger
FMN	Firme Multi Nationale
4.0	(Industrie 4.0/entrepris du futur) Automation et connectivité croissante de l'industrie et de l'économie
LCC	Low Cost Country (pays à faible coûts. Par ex les BRICS sont souvent désignés comme des LCC)
M	Million (Me d'euro) / (MUSD = million d'USD)
MM	Milliard (MMe = milliard d'euros)
MP	Matière première
NPI	Nouveaux pays industriels (historiquement la Corée du sud, Singapour, Taiwan, Hong-Kong)
ODM	Original Design Manufacturer (ODM – cf lexicque)
OEM	Original Equipment Manufacturer (équipementier industriel produisant pour un donneur d'ordres)
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)
ORD	Organe de Règlement des différends (OMC)
PECO	Pays de l'Europe Centrale et Orientale
PMA	Pays les moins avancés (Madagascar, Bangladesh, Comores, Soudan, ...)
PMI	Petite et moyenne industrie
PPTE	pays pauvres très endettés
PTCE	Pole Territorial de Coopération Economique (une des structures de l'ESS)
PVD	Pays en voie de développement
PIB	Produit Intérieur Brut (somme des valeurs ajoutées brutes)
RD	Recherche et Développement
RECP	Partenariat économique régional intégral (Accord de libre-échange asiatique 2020)
SCIC	Société Coopérative d'Intérêt Collectif (une des structures de l'ESS)
SCOP	Société Coopérative de Production (une des structures de l'ESS)
TTP	Traité Transpacifique (accord de libre-échange zone Asie dénoncé en 2017 par l'administration Trump)
UE	Union Européenne
UEM	Union Economique et Monétaire (pays de la zone monétaire Euro)
USD	Monnaie américaine, le dollar.

* * *

Volume 1 : Economie mondialisée

« *Eléments contextuel et questions ouvertes* »

Introduction

Chapitre 1. Mondialisation économique : une dynamique de développement et d'inégalités

Chapitre 2. Rôle et enjeux des institutions économiques internationales

Chapitre 3. Quel bilan tirer de la mondialisation ?

Chapitre 4. L'international c'est aussi l'interculturalité.

Chapitre 5. Afrique, pensées d'ailleurs.

Conclusion

Acquis d'apprentissages

Annexes

Glossaire

Bibliographie.

* * *

Sur le pont Alexandre-III à Paris un marchand cuit des marrons en leur évitant de charbonner, les présente dans un cornet à double soufflet — un pour les marrons, un autre pour les épluchures, et offre en plus un rince-doigts. Par son calme et son goût démodé de la perfection, il défait à lui seul la sinistre économie mondiale.

Un assassin blanc comme neige, Christian Bobin, (Gallimard 2011)

Introduction méthodologique

1-Objectif : ce manuel a pour objet de présenter les logiques de la globalisation des firmes et des marchés ainsi que les institutions régulant le commerce international. Sur le plan de la méthode, il est une invitation aux questions plus qu'à l'apport de réponses stabilisées. L'avenir reste à écrire.

Face aux questions ouvertes, l'objectif vise une familiarisation avec la construction de raisonnements synthétiques et robustes sur le plan de leurs argumentaires. Quelle est la question posée ? Puis se trouve ensuite la phase de collecte des données, de l'analyse et de la décision.

2-Ce manuel représente la trame écrite du cours. Il est complémentaire au manuel « *Economie mondialisée Vol. 2* » qui traite plus précisément des outils et des méthodes opérationnelles dans le déploiement des activités de l'entreprise à l'international.

3- Se trouvent en fin de chapitre des questions ouvertes et des pistes de lectures. Ce sont ces questions les plus importantes. Exercez-vous à la construction personnelle de réponses possibles, là seront vos meilleurs apprentissages. Ce manuel peut vous aider à cela ainsi que les autres sources mentionnées, la toile, les reportages, etc. Aux côtés des recommandations bibliographiques, complétez vos réflexions par des grandeurs statistiques dont les sources sont mentionnées en fin d'ouvrage (bibliographie / source statistique).

4- Face aux contraintes de temps, ce manuel a été rédigé en trois vitesses de lecture :

Lecture en « V » : Lecture des tableaux statistiques, cartographies et interrogations libres par les photos
Police en taille 12 : Eléments d'explication et points importants
Notes en bas de page : Approfondissements et pistes de lecture.

5-D'une empreinte carbone dans sa version numérique déjà fortement élevée, ne pas l'imprimer.

6- Règle de diffusion et déclarations d'intérêts : ce manuel est sans but lucratif, peut être diffusé mais reste en l'état un draft de par les imperfections présentes. Enfin, je ne travaille et ne conseille pas, ne possède pas de parts, ne reçoit pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de ce manuel et ne déclare aucune autre affiliation que mon poste d'universitaire. Par ailleurs, les photographies mentionnées dans ce document me sont personnelles ou sinon libres de droit et sous licence *Creative Commons* NC de réutilisation autorisée. L'auteur s'engage à ne vouloir retirer aucun but commercial de ces photos. Enfin, les propos émis n'engagent que lui et non point l'institution d'appartenance Grenoble-INP ou encore le laboratoire de recherche CREG-Université Grenoble-Alpes.

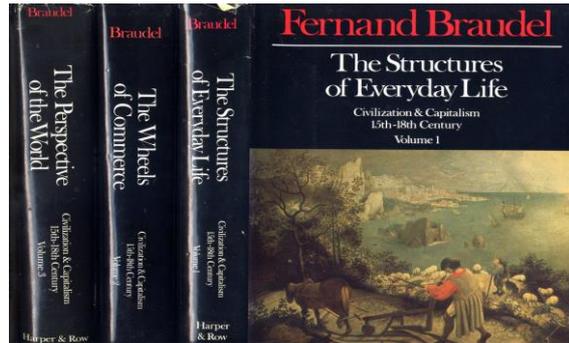
7- Problème de motivation ? Comme à son habitude, je formule l'hypothèse que vos fréquences d'horloge et vos capacités de travail sont formidables. Et n'ayant qu'un attrait relatif pour les situations tièdes, je résume vos comportements en deux choix possibles.

Choix 1 : peu de motivation sur cet enseignement, votre agenda est full, le manuel est chronophage, la neige est tombée, les cerisiers sont en fleurs, etc. Résultat : vous travaillez à minima, vous ne lisez que le résumé du manuel, quelques regards sur quelques photos, au final vous n'aurez qu'une connaissance désolante de cet enseignement. Objectif raté.

Choix 2 : vous travaillez, vous lisez, vous regardez la toile, vous vous rappelez qu'il y a 24h dans une journée, vous développez une exigence vis-à-vis de la connaissance, vous analysez les photos, propos et statistiques avec esprit critique, pari réussi. Vous comprendrez alors mieux la marche du monde, celui que vous allez écrire, avec votre talent.

En réalité ce choix n°2 provient de votre motivation. Pas de la difficulté de la discipline, ici ont été simplifiés au maximum les raisonnements. Si le problème émane d'un manque de motivation, je vous suggère une piste : vous trouvez un référent qui vous parle, qui vous invite à cette exigence de connaissance, de travail, d'avancées, bonne nouvelle, beaucoup sont présents.

Par exemple :



Ou Fernand Braudel
("Civilisation matérielle, Economie et capitalisme" 1979).



Richard Stallman.

Trouvez le vôtre. Mais il est possible qu'il vous dise « *Identifiez ce qui a du sens pour vous et travaillez* ».

* * *

Chapitre 1

Mondialisation économique : Dynamique de développements mais aussi d'inégalités.

L'économie n'est pas un jeu à somme nulle. Nous pouvons restructurer la mondialisation au bénéfice de tous.

In « Un autre monde : contre le fanatisme du marché », Joseph Stiglitz.



L. Van Leyden, La partie d'échecs (1508, Musée de Berlin)

Sommaire du chapitre

Introduction

1. Un capitalisme financier mondial
2. Une mondialisation heureuse ?
3. Trois grandes vagues d'internationalisation

Conclusion

- A- Concepts abordés
- B- Acquis d'apprentissages
- C- Questions de prolongement
- D- Eléments bibliographiques

Objectif du chapitre : une introduction aux dynamiques de la mondialisation, de ses enjeux, portées et limites en matière de développements économique, de soutenabilité et de répartitions des richesses.

* * *

Introduction



Turgis

Départ de Christophe Colomb du port de Palos en Espagne.
Puis la découverte du nouveau monde en suivra. 1492.

De longue date, notre monde se trouve placé sous le signe d'une libéralisation des échanges. S'il nous fallait replacer cela dans une longue période, d'après de nombreux historiens de l'économie, depuis cinq siècles environ. 1492 en serait une date symbolique possible. Et dans sa version contemporaine, depuis les années d'après-guerre : 1945-1975, celle des trente glorieuses.

Puis tout cela va s'intensifier après 1980 jusqu'en 2015. Depuis, les dynamiques du commerce international sont stables puis se contracteront même légèrement ou plus significativement sous la période Covid 2020-2021 pour reprendre ensuite à plein régime.

La région indo-asiatique attire dorénavant toutes les attentions au regard des données en jeu : démographique, géopolitique, commerciale, financière, le tout dans un contexte d'urgence de transitions à conduire.

Sur longue période, quels sont les principaux apports et limites de cette mondialisation ? C'est là l'objet de ce volume 1 : dresser une synthèse sur la question et conduire cela à la lumière du rôle des institutions internationales dans l'organisation des relations entre les nations.

* * *

1-Un capitalisme financier mondial

A travers quelques dates clés, l'histoire témoigne de cela. Depuis quarante ans, nous assistons à une intensification d'un capitalisme financier mondialisé. Les résultats sont multiples mais sans équivoque : un développement économique sans précédent, des inégalités dans la répartition des richesses et une non soutenabilité sur le plan environnemental.

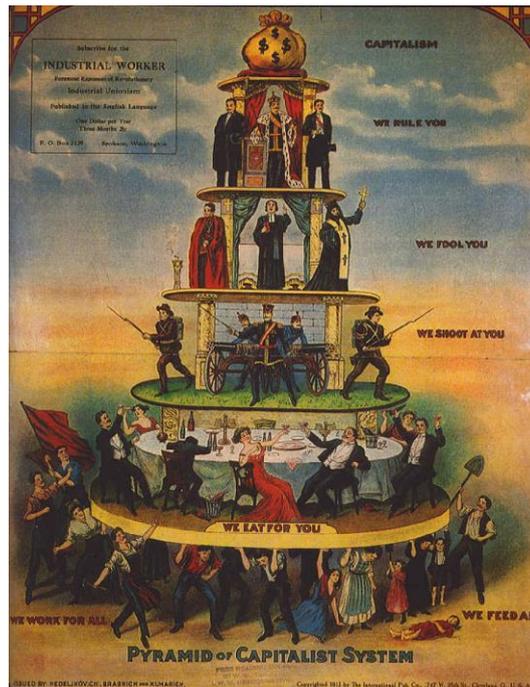
1980 sera la décennie fondatrice du capitalisme contemporain : un profond mouvement de dérégulation en Occident sous les années dites « Thatcher-Reagan », mais également en Eurasie avec la fin du bloc soviétique et de la Chine maoïste. 1989-1991 signe en effet une nouvelle gouvernance mondiale, ce qui ne signifie nullement la fin des régimes placés sous des partis communistes, mais l'extension d'une régulation capitaliste à une échelle mondiale. Le constat est ainsi à une hybridation des nations sous partis politiques démocrates, républicains, nationalistes ou communistes et des modèles économiques d'obédience capitalistes. Des Etats-Unis à la Chine, une mosaïque de systèmes différenciés.

1994 est également une date importante dans ce dispositif : celle des accords de Marrakech mettant fin aux accords du Gatt (1947) au profit d'un approfondissement du commerce international : la création de l'OMC le 1^{er} janvier 1995. Objectif : accompagner le libéralisme, le promouvoir en réduisant les obstacles aux échanges internationaux. Le monde est ainsi devenu un vaste « village global » partageant un mixte de modèles capitalistes : soit d'inscription néo-libérale (pensons aux pays anglo-saxons), soit néo-keynésien (l'Europe en tête) ou encore d'Etat central (en particulier la Chine et la Russie).

Hormis pour la Corée du nord, une des rares nations conservant le principe de la fermeture et d'un régime placé sous une hyper collectivisation. Cette nation représente finalement l'exception confirmant la règle. Le monde est ainsi une mosaïque de pays appartenant à l'OMC, dotés de marchés financiers et commerçant à l'échelle mondiale. Interdépendance.

Puis en 1999 l'assemblée de l'OMC va se réunir à Seattle, de nouveau un éloge du libéralisme. Ce dernier génère il est vrai du développement économique, on parle de PIB et de PIB par habitant, des indicateurs ne cessant d'augmenter sur la quasi-totalité des pays membres de l'Organisation.

En marge des tapis rouges, des protestations fustigent toutefois les dérives d'un capitalisme d'inégalités. Nos modèles actuels génèrent en effet un développement soutenu de la richesse mondiale, mais dans le même temps s'accompagnent d'une croissance des inégalités dans la répartition de ces richesses entre individus. Le tout dans une dynamique de croissance non soutenable au regard des travaux notamment du GIEC.



Certaines nations optent pour une gouvernance politique placée sous parti communiste (Chine, Russie, Vietnam, ...) mais avec la présence un système économique d'ordre capitaliste. Au XXI^e siècle, ainsi est la situation hormis en Corée du nord ou de quelques autres rares pays.

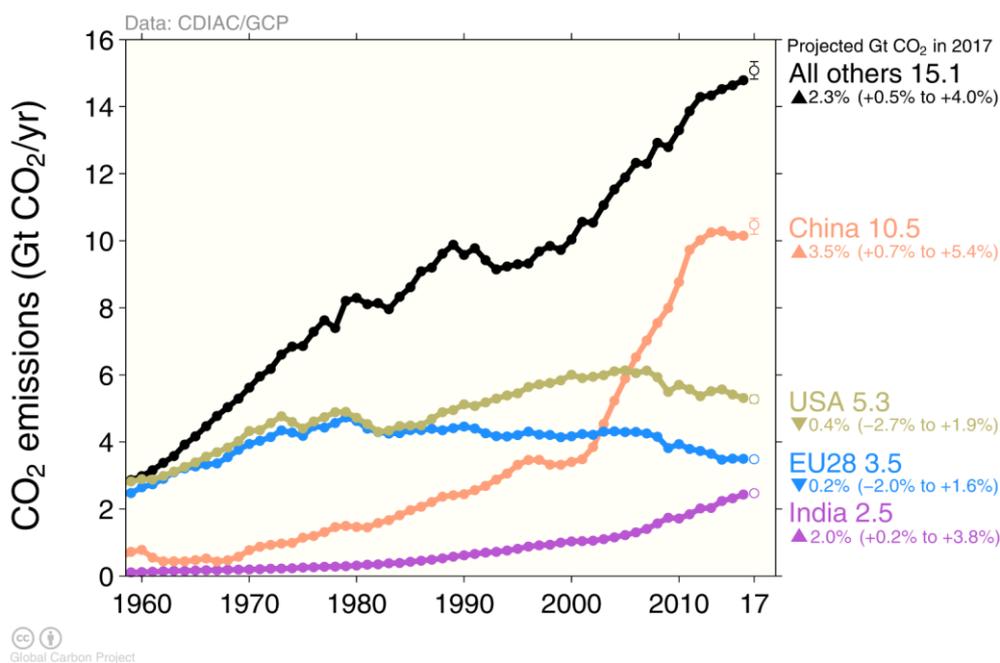
Puis rentrons dans le XXI^e siècle, avec la quatrième conférence de l'OMC qui se tiendra à Doha, c'était en 2001. Durant ce cycle, en discours officiel s'affiche toujours la même ligne directrice : pour une mondialisation heureuse déclinée en vingt domaines : agriculture, industrie et services, propriété intellectuelle et industrielle, réduire les obstacles au commerce mondial, etc.

Puis sur l'autre versant, côté rue, ce sera celui de la dénonciation des inégalités toujours croissantes. Sur le fonds, le programme de l'OMC se polarise principalement sur l'abaissement des barrières protectionnistes. Les racines en sont la théorie des avantages comparatifs initialement développée par l'économiste britannique D. Ricardo. Il s'agissait de temps certes anciens (1817¹), mais cette théorie n'aura jamais connue un tel engouement que de nos jours.

En ce début de XXI^e siècle, l'économie chinoise est par ailleurs rentrée sur le damier. Elle frappait à la porte du Gatt depuis longtemps, le Japon résistant notamment à sa rentrée, mais depuis 2001 elle deviendra le nouveau membre de l'OMC. Ce détail n'en est pas un, elle va bouleverser la plupart des règles du jeu de l'économie mondiale. A partir de 2002, elle va ainsi inonder le monde de ses produits sur la base de subventions à l'exportation et d'une fine politique de protectionnisme national. Mais aussi et non sans lien, elle va témoigner d'une explosion de ses émissions carbone qui ne vont cesser de s'intensifier jusqu'à nos jours. Les dégradations environnementales s'enregistrent de 1980 à aujourd'hui à une échelle jusqu'ici jamais connue. Décennie 2020 : la situation est dorénavant critique.

Emission mondiale de CO2 (giga tonnes)

¹ D. Ricardo « *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* », ouvrage fondateur de la théorie du commerce international. Toujours de nos jours.



Source : Carbon Dioxide Information Analysis Center / Global Carbon Project (2019)

Mais rembobinons un peu le film : 2008, une des grandes crises va déferler, celle des *subprimes*. La seule capable de rivaliser avec celle des années 1930 et 2020. Crise des Subprimes, ce vent puissant de destructions économiques et sociales ne trouve sa source ni en Chine ni en Russie, ni en Europe ou en Afrique, ni en Océanie ou en Amérique latine, mais aux Etats-Unis. Et uniquement là. Elle est la crise symptomatique des dérives de notre capitalisme financier mondialisé. Et depuis lors, sur le fond rien n'a globalement changé, les éléments se sont simplement intensifiés. Les populations pauvres vivent dans une situation de précarité² et les coupables de la crise restent quant à eux toujours en situation de profit. Le propos est binaire mais loin d'être infondé. *Goldman Sachs* en maître, et Lloyd Blankfein en figure emblématique. Son successeur David Solomon n'étant pas non plus issu du mouvement de l'économie sociale et solidaire, l'historique banque d'affaire devrait continuer d'entretenir ces trajectoires d'inégalités.

Goldman Sachs, il s'agit en effet de la banque généralement considérée comme la plus influente mondialement. Un réseau de personnalités hautement placées dans la plupart des grandes institutions économiques et de politique des pays. Hormis en Chine. Telle la banque Rothschild, JP Morgan Chase et autre HSBC, ces banques systèmes ne sont guère au service de l'économie réelle, mais avant tout sont des experts en ingénierie financière et en optimisation fiscale. Il s'agit d'exploiter les gisements de profits mais de ne pas contribuer au financement des biens publics. Parfois la pratique est même davantage condamnable, avec la présence de fraudes financières et la conduite d'activités de lobbying à odeur de soufre. Cela ne date pas d'aujourd'hui, il en a toujours été ainsi.

Historiquement, s'il nous fallait en retenir une année symbolique, HSBC et les guerres de l'Opium en 1839 en représente un marqueur possible. La *Hong-Kong and Shanghai Banking Corporation* va ainsi décider du financement du trafic des drogues dures et une obligation des nations de se

² Cf. les rapports de l'Organisation Internationale du Travail / BIT sur la question. Rapports disponibles en ligne.

soumettre au lucratif marché jouant au profit de la couronne britannique. L'Empire chinois et plus largement l'Extrême-Orient en seront notamment les victimes.

Ou encore côté Outre-Atlantique, JP Morgan et les pratiques de l'esclavage. Cette banque n'exigeait-elle pas en effet en garantie des prêts octroyés un nombre de têtes d'esclaves ?



Les esclaves ramasseurs de coton (E.U.) 1852

De nos jours, au service de ces grandes banques d'affaires de multiples sociétés écrans offshore ont été développées. Environ 140 sociétés écrans pour la seule banque Rothschild paraît-il³. Va-t-elle dépasser Goldman Sachs, JP Morgan Chase, Morgan Stanley ou autres UBS adeptes des sulfureuses pratiques ? En Europe, la Suisse et le Luxembourg en terre d'exil.



« Je fais le travail de Dieu ». La célèbre phrase de Lloyd Blankfein (ex CEO Goldman Sachs).
Nous voilà donc rassurés.

Du côté de l'économie mondiale, les décennies 2000-2020 vont intensifier l'accroissement des inégalités dans la répartition des richesses. Les statistiques en la matière sont sans appel.

Puis avec la décennie 2020, nous rentrons dans une globalisation économique principalement articulée autour d'un G2 en tension : Chine / Etats-Unis. S'intensifient les prémises d'une possible nouvelle guerre froide, mais imbriquée économiquement et géopolitiquement. Joe Biden et Xi Jinping en figure de proue et l'Europe comme bien souvent inscrite aux abonnés

³ Pour les détails sur cette question, Cf les enquêtes de *Cash investigation* « Panama Papers » « Casse du siècle », reportage d'Elise Lucet sur les banques Société Générale et Rothschild notamment (France 2, 5 avril 2016). Ces pratiques pour les moins opaques se retrouvent plus largement dans la plupart des grandes banques, mais aussi parfois dans le secteur mutualiste tel le Crédit Mutuel. En Europe, cela passe en général via leurs filiales Suisse, Luxembourgeoise ou de Monaco.

absents des grandes bifurcations de la géopolitique.

Le temps de la Chine superpuissance dominante va se dessiner d'année en année à partir de 1993, et surtout depuis la crise des subprimes. En dernier symbole OBOR « *One Belt One Road* », les nouvelles routes de la soie. La formulation est pour la presse, la réalité est quelque peu distincte, à la soie se substitue principalement de nouvelles routes du charbon. La course au Moyen-Orient et à l'Afrique, l'eldorado des matières premières passe par une stratégie d'extension des positions par une stratégie d'encercllement. Un jeu de Go cher à l'Asie et non pas d'échec mais sur la base d'une intensification d'un capitalisme thermo-fossile. Le charbon n'est pas mort, car peu coûteux et loin d'être rare, là est le drame énergétique des années à venir. Et l'Inde ne devrait pas démentir non plus.

Ni l'Indonésie, ni l'Iran, ni l'Egypte, ni le Bangladesh, ni le Nigeria, etc. C'est-à-dire l'essentiel de la population mondiale.

Concernant la crise Covid, son origine ne sera pas cette fois les Etats-Unis comme avec la crise de 1929 ou de 2008 mais la Chine. Un brin délicieux, sur la base d'une communication de perlimpinpin le régime Xi se présentera alors tel le sauveur du monde. Rien de bien surprenant toutefois, en pays totalitaire la propagande est langage normé de la communication. Sous le signe du virus, le bouleversement géoéconomique et géopolitique engendré fera prendre conscience au monde le danger d'un degré de dépendance à une seule nation. De surcroit lorsqu'il s'agit d'un pays aux objectifs politiques d'une limpidité toute relative, ceux de « *La solution chinoise* ». Au final, que signifie cela dans l'esprit de Xi Jinping ? Au regard des informations fuitées rien de bien réjouissant pour les démocraties, mais sur le fond et en précision, sans doute seul lui le sait.

En ce début de décennie 2020, voilà ainsi dressée à grands traits une lecture de la géoéconomie mondiale. Ce n'est là qu'une esquisse de fresque historique, de surcroit teintée d'éléments subjectifs, développez donc votre propre analyse et sans omettre qu'après la parenthèse D. Trump, la mandature de J. Biden ouvre bien des horizons plus optimistes.



2021 est la prise de fonction de la nouvelle administration J. Biden. En première annonce, sur le plan de la politique économique le président va mentionner un plan de 1.900 MM USD, puis le compléter deux mois après par 2.500 MM USD. Les tensions au sein du Congrès vont toutefois l'amener à revoir le montant de l'annonce vis-à-vis des 4.400 milliards d'USD annonçaient. Un vaste plan n'en demeure pas moins impulsé sur les infrastructures publiques de la nation et sur le financement de la transition écologique.

2- Une mondialisation heureuse ?

Que faut-il retenir de ces évolutions ? Des capitalismes générateurs d'une mondialisation heureuse ? A somme positive pour la plupart des parties ? Economiquement, écologiquement, socialement ? c'est-à-dire inscrite en développement durable ? Ces questions sont complexes et ne peuvent malheureusement se réduire à des réponses tranchées. Elles restent donc à travailler, à

préciser, à quantifier. Bonne nouvelle, de nombreuses sources statistiques sont présentes, et puis quelques grandes signatures d'économistes, de climatologues et de politologues ne seront pas de trop non plus ...⁴

Retour aux grands acteurs.

L'empire du milieu épouserait-il le monde et ses institutions de type l'OMC pour mieux se jouer des règles internationales ? Le droit de la concurrence est-il respecté sans déséquilibres majeurs entre les membres des pays signataires ? idem pour le droit de la propriété intellectuelle ? Une contribution des grands groupes privés au financement des biens publics des pays est-elle présente ? Derrière les sourires de façade, les P. Lamy et autres R. Azevedo n'ont-ils pas quittés la scène usés par tant de négociations déséquilibrées ?

Par le biais d'accords multilatéraux, l'OMC va tenter pourtant d'y remédier. Ne pas tout mélanger, ne pas « jeter le bébé avec l'eau du bain » mais les rapports de forces inégaux sont bien présents sur la période 1980-2021. Loin du « *For People* », c'est « *Le monde selon Amazon* » qui prévaut, de la Finance systémique, des « *Big Pharma* », des énergies fossiles et de l'*Agrobusiness* qui domine les instances. Là est l'un des grands constats de la mondialisation sur les quatre dernières décennies. Sur le plan des capitalisations, le monde n'est pas horizontalisé mais au contraire de plus en plus oligopolistique, dominé par quelques grands acteurs témoignant de rendements croissants et développant des gouvernances à dominante actionnariale.

Le monde du « *Big Pharma* » : *For People* ?

Recherche publique, Start-up *Bio-Tech* et *Big Pharma* : les trois mondes



Par « *Big Pharma* » sont désignés les géants de l'industrie pharmaceutique mondiale qui bien souvent profitent de la recherche publique et des subventions des Etats à des fins de valorisation privées. Pensons notamment aux groupes

⁴ Par exemple, Attali, J., « *Une brève histoire de l'avenir* », Ed. Poche, 2010 ; Alvaredo, F., Chancel, F., Piketty, T. Saez, E., Zucman, G., « *Rapport sur les inégalités mondiales* », Seuil, 2018 ; Chevallier, JM, Geoffron, P., « *Les nouveaux défis de l'énergie : climat, économie, géopolitique* » Economica, 2017 ; Cohen, D., « *Il faut dire que le monde a changé* », Albin Michel, 2018 ; Durant, R., « *La désorganisation du monde* », Ed Bord de l'eau, 2013 ; Foucher, M. *L'Europe, un dessein, un destin*, MarieB. Éditeur, 2018 ; Fumey, G., Gratalou, C., Boucheron, P. "L'atlas global : 60 cartes inédites", Les Arènes Ed. 2014 ; Fressoz, J.B., « *L'apocalypse joyeuse* », Seuil, 2012 ; GIEC « *Changements climatiques : les éléments scientifiques* », 2021 ; Maziem, J., Plihon, D., Petit, P., « *L'économie mondiale en 2030 : ruptures et continuités* » Economica, 2013 ; Jouzel, J., Larrouturou, P., « *Pour éviter le chaos climatique et financier : une solution scandaleusement simple* », Odile Jacob, 2017 ; Saez, E., Zucman, G., *Le triomphe de l'injustice*, Paris, Le Seuil, 2020 ; Stiglitz, J., *The great divide*, trad. française : *La Grande fracture*, 2017. Paris, « Étude », Le livre de Poche ; Strauss-Khan, D., « *L'être, l'avoir et le pouvoir dans la crise* », Slate, 7 avril 2020.

Johnson & Johnson, GSK, Pfizer, AbbVie, Merck, Roche, Novartis, Bayer, Teva, Sanofi, Purdue Pharma, etc ou les stratégies peuvent souvent s'énoncer clairement :

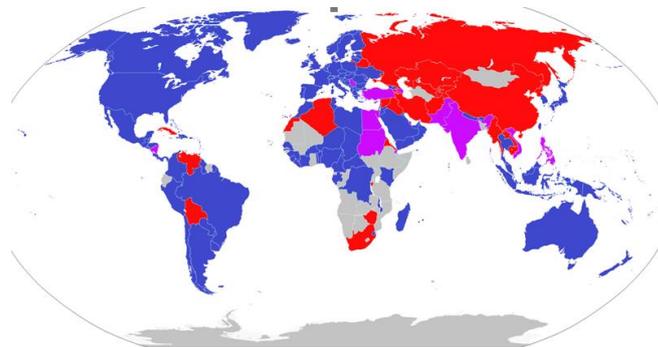
- 1-laisser les laboratoires de recherche publique développer les avancées scientifiques (notamment en matière de recherche fondamentale).
- 2-par des effets d'incubation, laisser les jeunes pousses en bio-tech naître en porosité de ces laboratoires afin de développer et valoriser cette recherche à travers des innovations et dépôt de brevets.
- 3-Un fois identifié ces jeunes pousses et start-up, les acquérir par croissance externe, puis développer leurs innovations en vue de la mise sur le marché des nouvelles molécules et autres produits de santé.

Même si des efforts de recherche et surtout de développement sont conduit de manière conséquente par ces géants pharmaceutiques, les tarifications des médicaments s'affichent au final très éloignées du coût complet de développement, de la conduite du processus de l'autorisation sur mise sur marché (AMM), de la fabrication et de la commercialisation des molécules ou autres produits de santé. Par ailleurs, ces tarifications sont discriminées selon les territoires sans aucune justification crédible. C'est les jeux de lobbying qui expliquent principalement les offres tarifaires adoptées, le plus souvent en prix de monopole et non pas dans une approche orientée en bien public au profit du plus grand nombre.

La crise Covid ne va pas échapper⁵ à ce processus, avec des vaccins au coût de revient unitaire inférieur à 1 USD pour les principaux groupes pharmaceutiques, mais vendus à des prix très élevés aux Etats ou aux officines de pharmacie. Le tout avec des pratiques opaques visant à garder l'information privée sur les rationalités développées par ces « Big Pharma » ainsi que sur les subventions publiques collectées. Au regard de ces fonctionnements, une question se pose alors : ces groupes ne devraient-ils pas être contrôlés par l'administration publique ? L'Occident n'a-t-il pas à apprendre de la Chine sur la question ? Cette nation veille en effet avec soin à contrôler leurs géants pharmaceutiques de type *China National Pharmaceutical Group Corporation* ou encore *SinoPharm* afin qu'ils œuvrent prioritairement pour les intérêts de l'Etat et de la population et non pas pour des rationalités principalement actionnariales.

Coté G2, la guerre commerciale et technologique des deux super puissances est dorénavant ouverte et ne devrait que s'intensifier durant la décennie 2020. De même que le rideau de fer numérique est déjà abaissé du côté de la Chine comme de la Russie. Un monde imbriqué mais faussement en coopération, engagé dans un rival concert en quête de suprématie géopolitique et géoéconomique. Et l'environnement dans tout cela ? Quant aux formes de capitalisme entre le néo-libéral et celui de l'Etat Central, l'un sera-t-il dominant ? Nous l'avons compris, bien des questions sont ouvertes.

Un monde économique sous tension de deux blocs géopolitiques.



⁵ Un nouveau modèle s'annonce toutefois de plus en plus fréquent : les start-up développent en grande partie elle-même leur propre innovation sans passer par un rachat par les géants du secteur, mais davantage par des collaborations pour le développement. BioN-Tech dans le cadre du vaccin contre la Covid illustre ce type de nouvelle rationalité développées par les entreprises du Bio-Tech. Ici avec des partenariats noués avec Fosun et Pfizer.

- USA, European Union and allies
- Russia, China and allies
- Countries that have aligned with both sides

Le monde s'affiche inégal, mais faut-il glisser les gendarmes du capitalisme pour autant ? Ces institutions internationales encore toutes imprégnées de l'idéologie libérale issue de la Grande-Bretagne au début du XIX siècle sont-elles vouées à l'échec ?

Le triptyque FMI, Banque mondiale et OMC sont les symboles d'une mondialisation à marche forcée. Mais dans le même temps, ces institutions représentent des lieux de coordination internationale. Ne sont-elles pas accusées trop rapidement d'être les responsables d'un système libéral non soutenable ? Sont-elles responsables d'une répartition inégale des richesses en faveur des plus riches ?

D'une simplicité biblique, l'objectif est ici d'éclairer ces questions. Les portées et les limites de ce libéralisme trouvent nombre de ses racines dans le couple M. Thatcher et D. Reagan, c'était au tournant des années 1980.



1980 : la décennie fondatrice du capitalisme financier actuel
(Photo à la Maison Blanche - 1982)

En réponse au rapport sur les limites de la croissance publié par le Club de Rome début 1970, R. Reagan répliquera en 1983 « *Il n'y a pas de limite à la croissance, car il n'y a pas de limite à l'intelligence humaine, à son imagination et à ses prodiges* ».

Quelle est votre analyse ? Avec quel argumentaire et sur la base de quelques données statistiques pertinentes.

A l'origine de l'hyper-capitalisme actuel⁶ l'on trouve une extension des zones commerciales de l'Europe à l'Asie par les grands marchands. Le commerce des étoffes, le commerce des épices durant le Moyen-Age⁷. Puis après la découverte du nouveau monde, la mise en place du

⁶ Par « hyper » nous désignons une domination des impacts négatifs sur les effets positifs en matière de bien-être collectif. Par exemple, dans le cadre de l'hyper capitalisme pensons aux destructions de ressources rares, des externalités négatives telle la pollution, des instabilités et spéculations de toutes sortes, des inégalités dans la répartition des richesses, etc. L'hyper-capitalisme conduit à un monde non durable.

⁷ Il est généralement admis par les historiens que c'est entre le XI^e et le XIII^e siècle que le commerce va connaître un nouvel élan après une longue période de stagnation datée depuis la fin de l'empire Romain. Cela passe par la croissance des villes et des foires en Europe et par la mise en place des routes maritimes pour relier l'Asie (la Syrie, l'Egypte, avec le commerce avec l'Inde), puis les routes de la soie par le nord de l'Himalaya. De puissantes compagnies commerciales naissent alors et vont tisser un maillage de voies commerciales préfigurant la mondialisation moderne. Sur ces questions, Fernand Braudel représente l'une des plus solides références historiques.

commerce triangulaire : l'espace méditerranéen se déplace alors de l'Europe à l'Afrique et aux Amériques. Le monde entier devient relié. Bien qu'il nous faudrait commencer par ces jeux de commerce par voies maritimes et terrestres, évinçons toutefois les XV^e - XVIII^e siècle pour rejoindre d'un pas trop rapide la période de l'après-guerre : 1947. Il s'agissait d'une réunion au Mont Pèlerin, en tout honneur la Suisse donc. En cette période de nouvelle renaissance va se réunir ici une poignée d'intellectuels partageant une approche critique sur la place de l'Etat dans le fonctionnement de l'économie. Car la puissance publique est identifiée comme contraire aux libertés individuelles, elle est estimée opposée à l'efficacité économique. Plutôt que de promouvoir des réglementations et du protectionnisme, il faut selon ces intellectuels instituer le primat d'un libre marché étendu au plus grand nombre. Un libre marché du travail, des biens et des services, de la monnaie et de la finance. F. Von Hayek, M. Friedman, L. Von Mises, M. Allais en seront les ambassadeurs intellectuels. Les penseurs de la justification théorique opposés à une place trop importante de l'Etat souverain.

S'agit-il d'un simple postulat, d'une démarche idéologique, ou au contraire d'une démarche scientifique empiriquement éprouvée? Analysez avec soin la question, peut-être au côté d'Ayn Rand qui va représenter une des figures centrales de l'analyse.



Ayn Rand (1905-1982)

Libertarienne avant l'heure, A. Rand va proner l'éthique d'un égoïsme créateur. Il est vrai que cette intellectuelle avait connu les douces joies du bolchévisme sous Lénine. Philosophe, essayiste, romancière, elle va influencer nombre d'économistes influents tel F. Hayek, G. Reisman, M. Friedman, A. Greenspan (futur gouverneur de la FED sous la présidence B. Clinton). Ces personnes vont théoriser les propos sur son versant économique en avançant la priorité du libéralisme et de la stabilité des prix. C'est-à-dire un strict contrôle de la masse monétaire, ce qui nécessite une discipline budgétaire sans faille : une réduction des dépenses sociales et autres dépenses estimées non efficaces. Et cela au profit des seuls comportements rationnels privés. De là est née le néo-libéralisme, avec en terre d'élection l'école dite des "*Chicago Boys*"⁸. En cette décennie 2020, guère d'éléments ont changé en la question

Concernant les vertus du libéralisme économique, cette thèse va puiser ses racines dans les écrits de la fin XVIII^e - début XIX^e siècle des économistes classiques A. Smith⁹ et D. Ricardo. Selon ces pères fondateurs, il faut proner l'abaissement des barrières douanières au profit d'une

⁸ R. Reagan, M. Thatcher, A. Greenspan, J. Major, D. Cameron, D. Trump, outre pour ce dernier l'attrait du repli protectionniste, en seront parmi d'autres les incarnations politiques. Le général Pinochet aussi. Le capitalisme n'a pas d'odeurs, cela est aussi sa force. A son autre extrême, cet éloge du libéralisme dans les pensées comme dans les actes trouvera un écho auprès de J. Wallerstein, le fondateur de Wikipedia. Les individus dans une démarche d'intelligence collective.

⁹ Ne pas omettre qu'Adam Smith est certes un économiste libéral mais avant tout un philosophe et que ses premiers travaux vont traiter des sentiments moraux des individus. Nous avons parfois une analyse simpliste des apports majeurs de ce penseur sur l'analyse des rapports humains. Pour une analyse des apports d'A. Smith et D. Ricardo, le lecteur peut se reporter au chapitre 1 du manuel « *Dix questions d'économie-clés* », Ed. Campus Ouvert, 2021 (disponible sur votre intranet).

mondialisation économique. Pour un capitalisme global donc, en opposition avec l'idée d'un protectionnisme des pays¹⁰. Cette approche libérale a pour but d'amener la croissance économique au plus grand nombre par des effets de ruissellement. Selon cette théorie, cela se traduit par un accroissement des profits notamment par l'innovation et la réduction des coûts des facteurs de production (les inputs de production tels les matières premières et les salaires principalement). Si un travailleur coûte moins cher à l'étranger, le substituer également au travailleur résident, puis ensuite importer le bien réalisé. Par exemple les denrées pour nourrir les salariés. Les agents achèteront ainsi moins chers les paniers de biens et services et un bien-être collectif de la société devrait en résulter. Empiriquement, cela est surtout validé pour les détenteurs des moyens de production. C'est-à-dire pour les propriétaires du capital et non pas pour les salariés qui se retrouvent le plus souvent précarisés par des luttes incessantes de jeux concurrentiels. Les exploités dirait K. Marx, c'est-à-dire ceux vendant leur force de travail pour un salaire faible, sinon de misère. De la fileuse en Caroline du Sud au livreur d'Amazon tout droit sorti d'un film de Ken Loach.



La fileuse (1908) – Caroline du sud.

En réduisant les coûts de production, parfois jusqu'à la mise en place de méthodes dignes d'un esclavagisme industriel, les détenteurs du capital augmentent leurs parts de marchés et accroissent leurs profits. S'il n'est pas régulé, ainsi est la dérive du capitalisme. Et le tout sans une prise en compte des coûts environnementaux.

Plus généralement, du côté des pro-OMC le commerce international permet d'accroître le niveau de vie des pays les plus pauvres. Une réduction de la pauvreté mondiale. Cela vient notamment de la diffusion des innovations. Les défenseurs de cette thèse soulignent notamment la réduction significative de la pauvreté dans des pays tels que la Chine depuis les années 1980, le Vietnam, l'Inde, l'Éthiopie, ...

Ces nations se sont en effet progressivement intégrées à l'économie mondiale et ont enregistré de substantiels développements économiques. Sur le plan des faits, cela est exact : il y a une forte augmentation des richesses des nations, en particulier depuis le début du XX^e siècle.

¹⁰ Rappelons que les « mesures protectionnistes consistent essentiellement à freiner les importations (barrières douanières, normes contraignantes, freins administratifs...), encourager les exportations (subventions diverses, incitations fiscales, dévaluation monétaire, dumping comme le « protectionnisme offensif »), privilégier les entreprises nationales dans les appels d'offres de marchés publics, ou empêcher les investisseurs étrangers de prendre le contrôle d'entreprises nationales » (source : Wikipédia 2016)

La mise en place de barrières entravant le commerce international conduit à l'inverse à un appauvrissement des nations, ces dernières ne pouvant bénéficier des avantages comparatifs respectifs. Ainsi, l'instauration en juillet 2018 par la présidence D. Trump de 25% de droits de douane sur un large spectre de produits étrangers va conduire la Chine à un alignement sur le même taux et déclencher une guerre commerciale préjudiciable à l'ensemble des parties.

Les perdants en seront alors l'ensemble des parties. Les Etats-Unis par le non bénéfice retiré de biens et services attractifs ; la Chine au regard de la structure excédentaire de sa balance commerciale, c'est-à-dire de sa dépendance au commerce mondial. En conséquence, dans un tel cadre conflictuel, il devient difficile pour les entreprises chinoises d'exporter leurs excédents commerciaux (hormis en les bradant) et plus largement leur chômage dans le reste du monde. Face à ce problème, l'intensification de la stratégie des nouvelles routes de la soie est alors une des solutions retenues par Pékin.

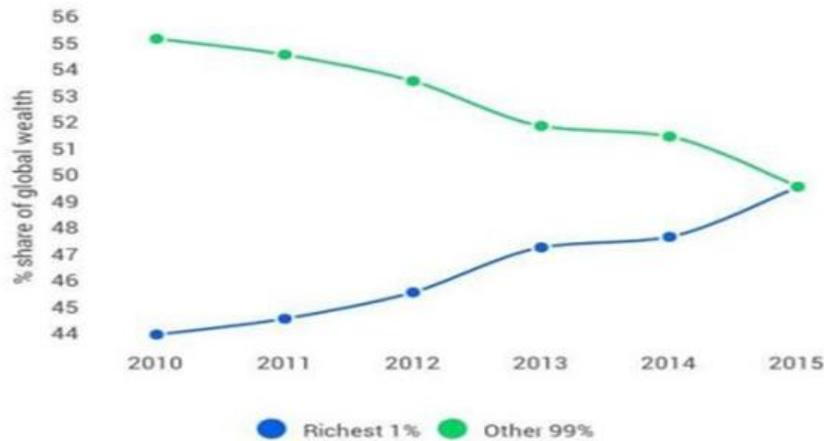


Exposition « Art africain » Fondation Louis Vuitton / W. Kentridge (2015)
Montage vidéo traitant des relations entre l'Afrique du sud sous l'apartheid et la Chine populaire.

Inversement, aux yeux de ses détracteurs, la mondialisation accroît les inégalités mondiales, exploite la population des pays en développement et provoque des bouleversements socio-économiques et écologiques majeurs.

Cela est également exact. Et depuis les années 1990 tout va très vite en la matière. Les modèles de capitalisme contemporain s'accompagnent de développements économiques sur longue période, mais ne sont pas soutenables sur le plan environnemental comme nous le savons. Ces modèles conduisent par ailleurs depuis la décennie 1980 à des accroissements d'inégalités en matière de répartition des richesses au sein des populations.

**Partage des richesses mondiales entre les plus riches
et le reste de la population mondiale (2010-2015).**



Source : Oxfam international

Selon le rapport Oxfam (2019), les 26 plus grandes fortunes mondiales détiennent davantage de richesses que les 3.8 milliards d'individus les plus pauvres de la planète (soit 50% de la population mondiale). La donnée est sans doute exagérée toutefois car cela dépend des actifs comptabilisés dans le patrimoine mondial : y-a-t-il ou non prise en compte des parts d'entreprises non cotées, du patrimoine immobilier, des obligations, etc. Selon T. Piketty dans son ouvrage « *Le capital* » qui adopte une méthodologie sans doute plus proche de la réalité, la moitié la plus pauvre de la planète détiendrait environ 5% du patrimoine mondial.

Pour nous résumer, nous enregistrons d'un côté une croissance des richesses mondiales et de l'autre un accroissement des inégalités entre les individus, le tout dans un modèle non soutenable. Ainsi se trouve synthétisées les trois tendances majeures de notre système économique mondial contemporain.

Sur le plan académique, les fondements de la théorie économique standard néo-libérale ne semblent pas en reste dans cet état de fait. D'un prisme théorique reposant sur des fondements souvent bien discutables, ils légitiment des comportements plus ou moins cohérents tant du côté des producteurs que des consommateurs¹¹. Sans doute les économistes portent en cela de lourdes responsabilités au regard des destructions environnementales enregistrées en particulier depuis la décennie 1970.



Grand amphithéâtre de la Sorbonne.

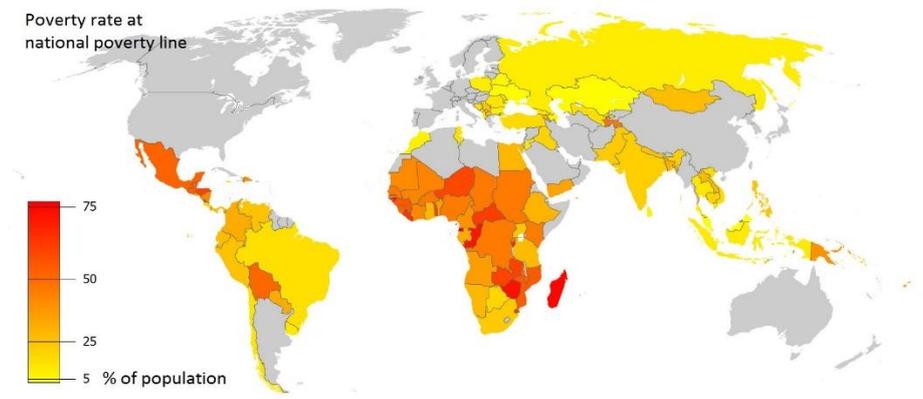
¹¹ Cf « *Homo-oeconomicus : l'erreur de la science économique* », Ed. Bod, 2021 (Disponible sur votre intranet).

La pensée dominante prévalant au sein des universités n'est pas neutre sur la manière de concevoir la société et de la faire fonctionner. En France et en science économique, il s'agit de la section n°5 du CNU¹² privilégiant un académisme standard reposant sur des fondements théoriques néo-libéraux pensés en silo et hérités de la fin du XIX^e siècle.

Alors en tant qu'étudiants sachez garder esprit critique en commençant par le présent écrit. Afin de porter un regard plus objectif sur ces questions complexes, le recours aux statistiques issues de sources fiables¹³ reste sans doute la plus robuste des méthodes. Même si les données brutes n'existent pas en soi et sont souvent porteuses d'une grille d'analyse théorique sous-jacente.

En matière de développement, plusieurs indicateurs existent tels les indicateurs de richesses : le PIB/habitant, ou encore les indicateurs synthétiques socio-économiques de pauvreté IDH – IPH (Indice de développement humain / indice de pauvreté humaine). Et sans omettre les indicateurs d'empreintes écologiques.

Que nous apprennent-ils ?¹⁴



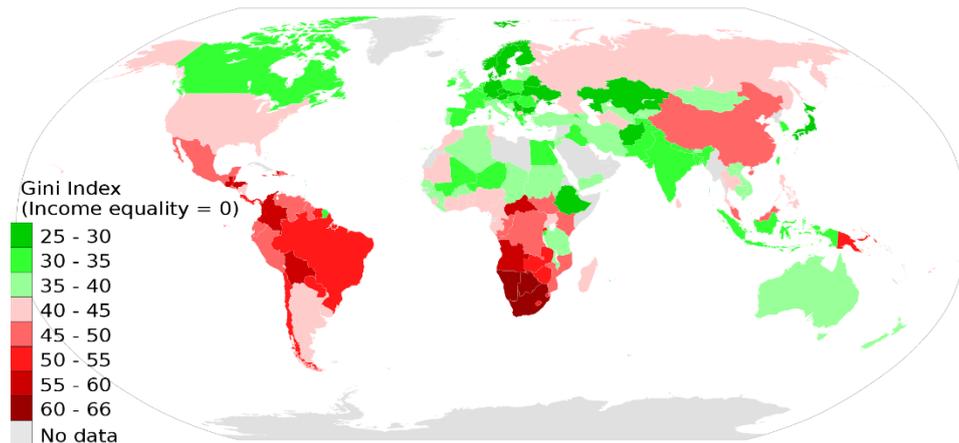
Source : Banque Mondiale (2014)
IPH (Indicateur synthétique socio-économique de pauvreté)

La présence d'une extrême variété des situations. Retenons que le coefficient de Gini est fort utile pour avoir une identification du degré d'égalité dans la répartition des richesses.

¹² CNU : *Conseil National des Universités*. Notamment dans le champ des sciences sociales, l'avancée des connaissances ne nécessite-t-elle pas un dialogue entre les disciplines, sinon un enchâssement ?

¹³ Sur le plan international, les données du groupe Banque mondiale par exemple, sur le plan national les statistiques de l'INSEE, sur le plan de l'écologie les statistiques de l'ADEME, etc. Vous trouverez en fin de manuel quelques principales sources statistiques possibles afin d'étayer vos analyses.

¹⁴ Pour une analyse de la question « *Développement économique : de quoi parle-t-on ?* », Ed. Bod, 2021 (disponible sur votre intranet).



Source : Banque mondiale

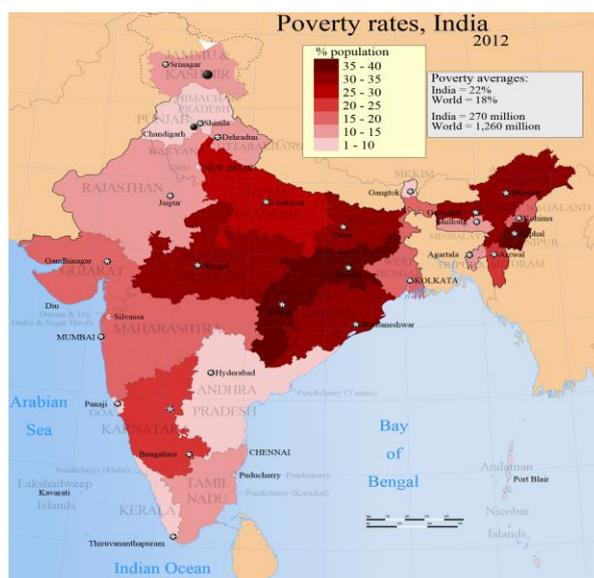
Indicateur de Gini (0=égalitaire et 1=inégalitaire)

Les inégalités les plus fortes dans des pays Africains et d'Amérique latine notamment.

Mais de tout cela, nous ne pouvons en conclure que c'est la mondialisation qui est à l'origine des discriminations constatées à l'échelle internationale. Notamment, quels sont les pouvoirs politiques en place ? Quels sont les choix de politique économique opérés par les gouvernements ? L'économie n'est pas responsable de l'ensemble des résultats enregistrés.

Par ailleurs, la pauvreté n'est pas une notion homogène à une nation mais se traduit par des variations souvent importantes et croissantes au sein d'un même territoire. Et cela aussi bien pour les pays développés que pour les pays émergents. Pensons par exemple aux Etats-Unis, à la Chine, à l'Inde, au Mexique, au Brésil, ...

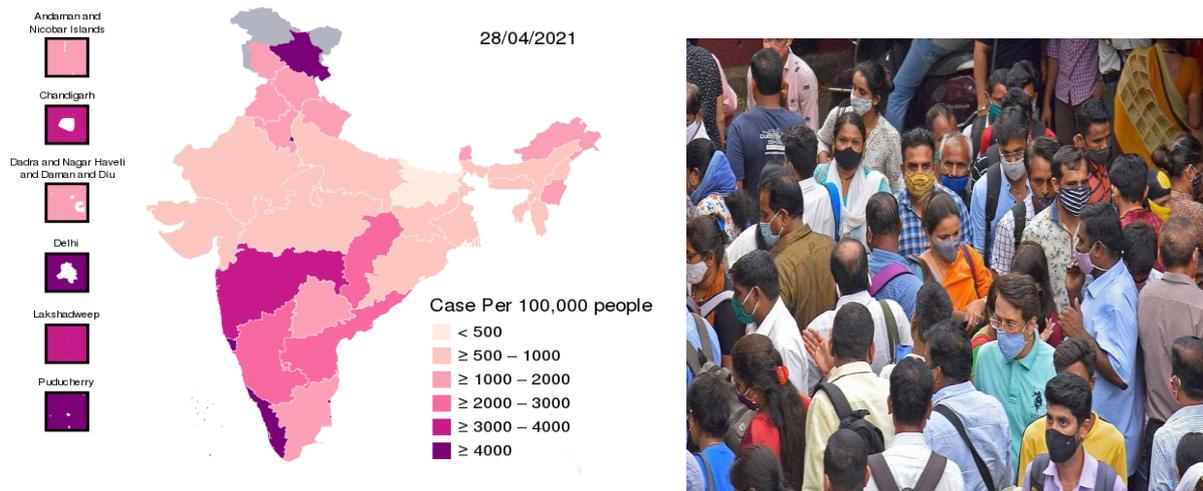
Inégalité de richesse au sein de la nation : l'exemple de l'Inde



Source: Reserve Bank of India (2013)

***L'Inde en 2021 sera frappée de plein fouet par la crise Covid.
Une anarchie fonctionnelle à son paroxysme en découlera
Et une explosion du taux de pauvreté*.***

Source : O. Boissin, « *Chine, masque, dettes et CAC 40 : les leçons de la crise Covid* », 2021.
(disponible sur votre intranet)



Cas de Covid par millions d'habitant

Source : *Wikimédia Commons* – Shanze1 (avril 2021)

Inde, 2021 : l'année sera sous le signe d'une désorganisation non connue à une telle ampleur depuis de longue date suite à la gestion bien contestable de la pandémie par le gouvernement N. Modi. Il va en découler un drame sanitaire majeur, avec quelques 3000 morts journaliers et une désorganisation massive des infrastructures notamment de santé face à l'ampleur des cas de contamination à gérer.

Ce sera également une chute sans précédent de l'économie du pays, avec une récession de plus de 20 points de contraction du PIB, une explosion du taux de chômage et de la pauvreté dans un pays où l'immense majorité de la population est constituée de travailleurs indépendants, et à très faible pouvoir d'achat. De 2019 à 2021, le taux de pauvreté va ainsi passer d'environ 20 à 50% de la population, le tout dans un pays comptant près d'1,4 milliard habitants.

* Le taux de pauvreté mesure la proportion d'individus dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté, c'est-à-dire à la moitié du revenu médian de la population totale.

Comment décrypter tant de discours contradictoires ?

Comme nous l'apprennent les historiens¹⁵, la mondialisation n'est pas un fait récent. Ce qui est nouveau c'est son intensification et son basculement dans le capitalisme financier à partir de la décennie 1980. Une triade Etats-Unis / Europe / Japon concentrait alors l'essentiel des flux de commerce et de capitaux, mais les cartes se sont redistribuées rapidement suite à l'arrivée des grands émergents dans les dynamiques de mondialisation, de 1990 à nos jours, avec notamment la

¹⁵ Se reporter notamment aux écrits de F. Braudel, E. Wallerstein et D. Landes (Cf bibliographie).

Chine qui s'est réveillée.

Cette dernière est dorénavant la deuxième puissance mondiale en matière de PIB depuis le début du XXI^e (16 000 Milliards USD en 2021), et devrait selon forte probabilité ravir la première place mondiale aux Etats Unis durant la décennie 2030. Trois formes distinctes de capitalisme s'affrontent ainsi : le premier est d'origine anglo-saxon, le second keynésien est le troisième d'Etat central. L'un dominera-t-il ?

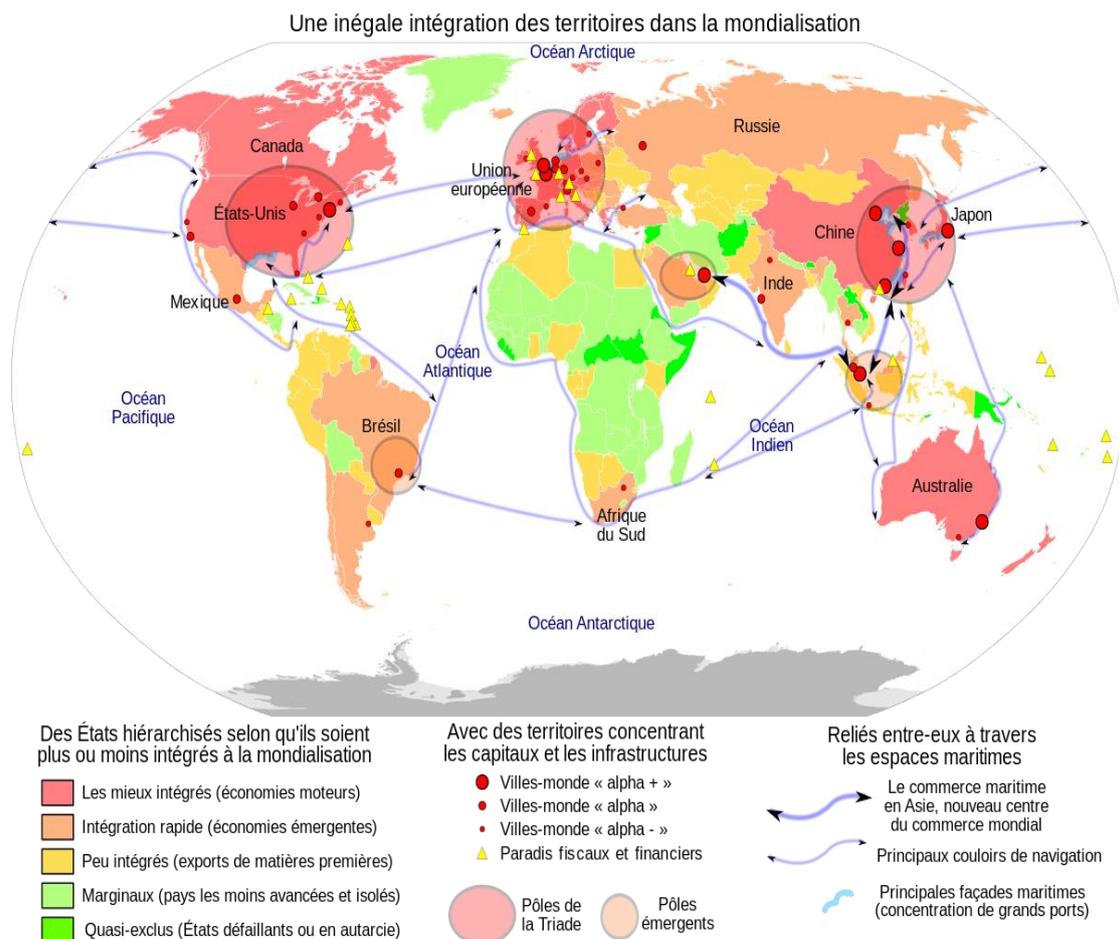
La dynamique du capitalisme

F. Braudel (1985)

« Si on la compare aux économies du reste du monde, l'économie européenne semble avoir dû son développement plus avancé à la supériorité de ses instruments et de ses institutions : les Bourses et les diverses formes du crédit. Mais, sans exception aucune, tous les mécanismes et artifices de l'échange se retrouvent en dehors de l'Europe, développés et utilisés à des degrés divers, et l'on peut y discerner une hiérarchie : à l'étage presque supérieur, le Japon ; peut-être l'Inde, et l'Islam ; sûrement l'Inde, avec son réseau de crédit développé par ses marchands banyans, sa pratique des prêts d'argent aux entreprises hasardeuses, ses assurances maritimes ; à l'étage au-dessous, habituée à vivre sur elle-même, la Chine ; et finalement, juste au-dessous d'elle, des milliers d'économies encore primitives.

Le fait d'établir un classement entre les économies du monde n'est pas sans signification. Je garderai à l'esprit cette hiérarchie dans le chapitre suivant, quand je tenterai d'évaluer les positions occupées par l'économie de marché et le capitalisme. En effet, cette mise en ordre à la verticale permettra à l'analyse de porter ses fruits. Au-dessus de la masse énorme de la vie matérielle de tous les jours, l'économie de marché a tendu ses filets et maintenu en vie ses divers réseaux. Et ce fut, d'habitude, au-dessus de l'économie de marché proprement dite, qu'a prospéré le capitalisme. On pourrait dire que l'économie du monde entier est visible sur une vraie carte en relief ».

(In Chapitre 1 « *Vie matérielle et vie économique* », p12)



(Source : <https://commons.wikimedia.org/wiki/User:Lvcvlvs> 2015)

3. Bref retour dans l'histoire : trois grandes vagues d'internationalisation

(i) Historiquement, la première vague des grandes ouvertures économiques s'étend de 1870 au début de la première guerre mondiale. Mais que cela ne masque les travaux d'historiens qui convergent pour dater la naissance du capitalisme moderne au début du XV^e siècle.

Elle a été permise par les innovations dans le secteur notamment des moyens de transports. Le niveau des exportations a alors augmenté de manière soutenue, et s'est accompagné d'une migration importante des populations. Puis le commerce triangulaire Europe-Afrique-Amériques se mettra progressivement en place : près de 10 % de la population mondiale émigrera alors vers d'autres pays, et notamment de l'Europe vers le nouveau monde¹⁶.

¹⁶ Pour une rétrospective historique du capitalisme, une invitation aux excellents reportages « *Capitalisme* » d'Ilan Ziv (2016) diffusés sur Arte. Disponible sous *You Tube* ou *Daily Motion* également.



Christophe Colomb (1451-1506) devant le Conseil de Salamanque (Emanuel Leutze)

Un phénomène similaire va être enregistré également en Chine et en Inde, pays comme nous le savons à très forte densité de population. Ces habitants se sont alors déplacés vers des pays à plus faible densité, notamment du sud-est asiatique.

Mais avançons à grand pas : suite à cette première phase d'expansion du commerce international, la fin de la première guerre mondiale va marquer le début d'un repli protectionniste. Des obstacles commerciaux telles que les barrières tarifaires sont alors érigées. La croissance économique mondiale va stagner et les exportations en diminution vont retrouver leurs niveaux de 1870.

(ii) Puis va s'amorcer la seconde grande période d'intensification de la mondialisation suite à la seconde guerre mondiale, de 1945 à 1975. Elle était axée sur l'intégration entre les pays riches à une époque où l'Europe aurait pu être tentée par le bolchévisme. Le plan Marshall aidera à éviter cela. Le Japon était également à reconstruire. Durant cette période, les économies des pays de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques (OCDE) joueront alors un rôle central dans l'expansion du commerce international. Les pays en voie de développement (PVD) resteront en partie tenus à l'écart de cette vague, et seront principalement confinés aux rangs d'exportateurs de matières premières. Au niveau des pays du continent africain, il en est souvent encore ainsi...

(iii) Enfin, la troisième vague moderne de mondialisation commence en 1980 suite à un profond mouvement de dérégulation orchestré par les présidences R. Reagan – M. Thatcher. Cela va trouver de nouveaux leviers par les progrès enregistrés dans le secteur des transports, des technologies de la communication ainsi que par la volonté des grands émergents à attirer des investissements directs étrangers (IDE). Il va en résulter une profonde internationalisation des économies. Et s'il nous fallait en retenir qu'une définition, avançons que le commerce international va évoluer sur un régime de croissance supérieur à celui du PIB mondial, d'où le terme de mondialisation.

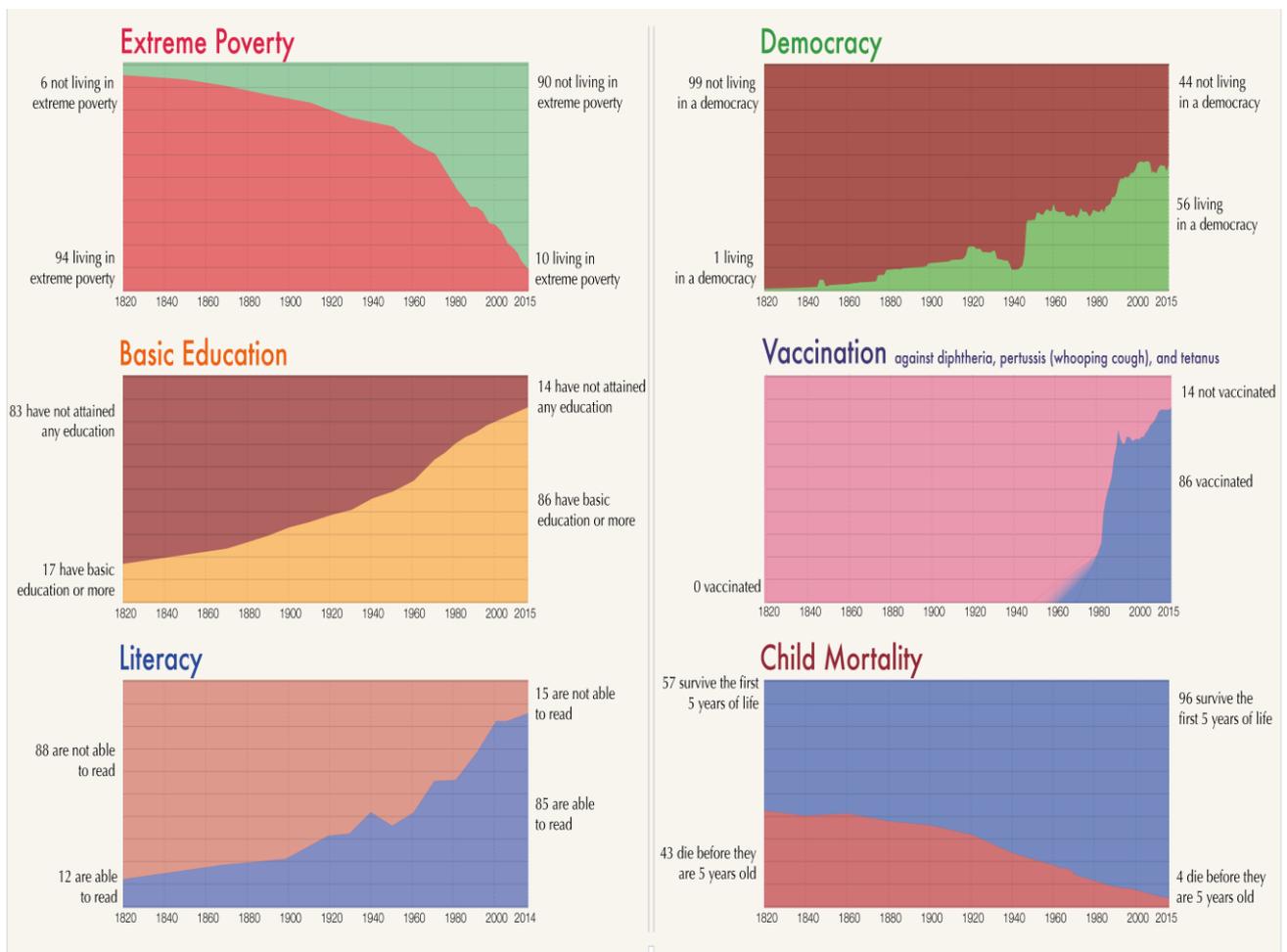
Sur un plan positif, il va découler de cela une forte croissance des richesses, une extension des démocraties, l'accès aux soins et à l'éducation, le commerce international étant le plus souvent un jeu à somme positive.

Quant au versant négatif, un accroissement des inégalités dans la répartition des richesses au sein

de la population mondiale est souvent enregistré. Ainsi qu'une destruction massive de ressources rares. Nos modèles de développement sont ainsi non durables.

A partir de 2010-2020, le monde prendra clairement conscience de cela, mais bien souvent le principe du « *Business as Usual* » va continuer de prévaloir et à une échelle jusqu'ici jamais égalée. La période 2002-2021 sera particulièrement destructrice sur le plan des émissions de GES et de la biodiversité. Le monde contemporain continu de fonctionner sur la base de trois énergies fossiles (pétrole, charbon et gaz) qui représentent encore 80% de la consommation énergétique mondiale. La neutralité carbone n'est ainsi pas encore à l'ordre du jour des décennies 2020-2030.

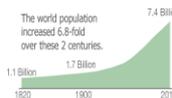
Synthèse statistique du monde au cours des deux derniers siècles (Our World in Data)



Data sources:

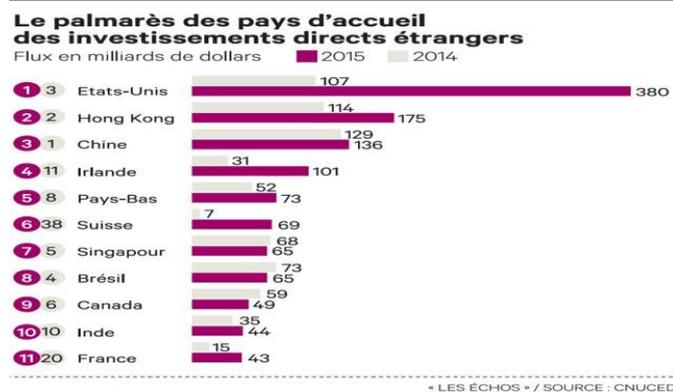
Extreme Poverty: Bourguignon & Morrison (2002) up to 1970 – World Bank 1981 and later (2015 is a projection).
 Vaccination: WHO (Global data are available for 1980 to 2015 – the DPT3 vaccination was licensed in 1949)
 Education: OECD for the period 1820 to 1960. ITASA for the time thereafter.
 Literacy: OECD for the period 1820 to 1990. UNESCO for 2004 and later.

Democracy: Polity IV index (own calculation of global population share)
 Colonialism: Wimmer and Min (own calculation of global population share)
 Continent: HYDE database
 Child mortality: up to 1960 own calculations based on Gapminder; World Bank thereafter



All these visualizations are from OurWorldInData.org an online publication that presents the empirical evidence on how the world is changing.

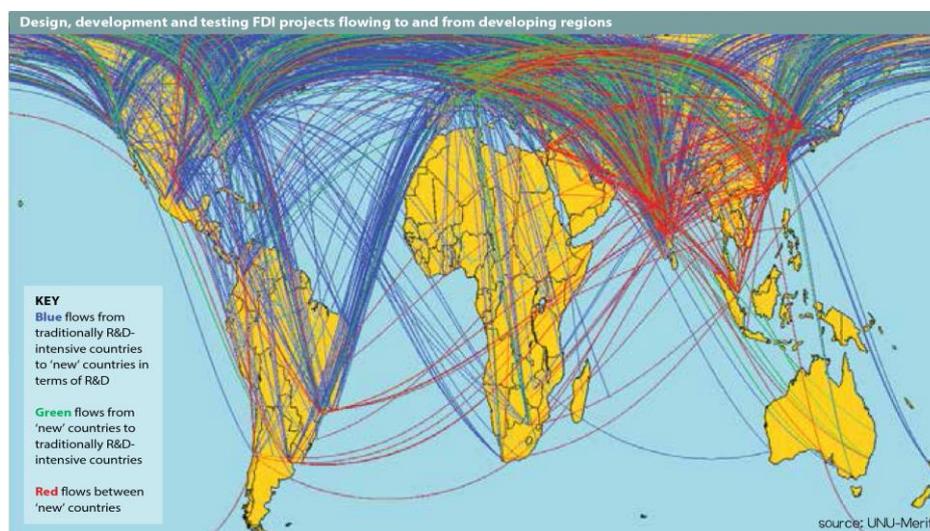
Licensed under CC-BY-SA by the author Max Roser.



En matière de hiérarchie, la Chine va se révéler rapidement être le premier PVD en termes d'accueil de l'IDE. Cette dynamique ne va pas se démentir sur la période 1994 à 2015. Puis à partir de 2016, au niveau des PVD ce sera l'Inde qui va prendre le relais, y compris en matière de croissance bien que la Chine continue de rester très dynamique et d'afficher une croissance toujours très soutenue de son PIB.

Quant aux Etats-Unis, ils restent mondialement le premier pays d'accueil des IDE. *America First* aurait dit D. Trump en son temps. Ce dernier passera toutefois et J. Biden devra reconstruire une nation sur la base d'un lourd passif notamment géoéconomique et géopolitique. Pensons notamment à la fin du traité transpacifique (TTP) orchestré sous l'administration D. Trump.

Flux des projets d'investissements étrangers (IDE)



(Source : ONU 2015)

Entre 1980 et 2020, les exportations des industries manufacturières vont passer de moins de 25% à plus de 80% dans les PVD et émergents, notamment avec un centre de polarisation en Chine et en Inde. Aussi, nous pouvons dater l'ère de l'hyper-capitalisme financier en cette fin des années 1980 - début 1990. La chute du mur de Berlin en 1989, la fin de l'URSS en 1991 ou encore le passage du GATT à l'OMC en 1994 pourrait en représenter des dates symboliques. A grande maille, disons entre 1989 et 1994.



Ce ne sont pas ici les étudiants de HK mais une photo de novembre 1989 avec les étudiants sur le mur de Berlin Ouest. L'avenir s'annoncera libre.

« Quinze ans après son adhésion à l'OMC, la Chine crispe ses partenaires »

(Source : les Echos, Frédéric Schaeffer 9/12/2016)

« Ces quinze dernières années, la Chine est devenue la deuxième économie au monde derrière les Etats-Unis (son PIB a été multiplié par 8), le premier exportateur mondial (devant l'Allemagne depuis 2010) et le premier détenteur de réserves de change. Bon nombre d'entreprises chinoises sont désormais des acteurs de premier plan et les opérations de rachat à l'étranger font aujourd'hui régulièrement la une des journaux.

Le résultat d'un accord lui-même issu de quinze ans de négociations ? « *L'accord de l'OMC n'explique pas en soi le bond spectaculaire de la Chine, mais il a été un outil permettant de donner un coup d'accélérateur à une volonté politique d'ouverture* », poursuit Sébastien Jean. En devenant une puissance commerciale incontournable, la Chine a changé le paysage mondial : « *Son adhésion a accéléré la désindustrialisation de nombreux pays occidentaux tandis que les consommateurs ont, eux, profité de la baisse des prix des produits chinois* », juge Alicia Garcia Herrero. La crise de 2008 marque un tournant : « *Alors que l'Europe et les Etats-Unis sombrent dans la récession, la Chine continue de dégager des excédents commerciaux et devient le premier moteur de la croissance mondiale avec son immense plan de relance* », rappelle l'économiste. Contribuant pour environ un tiers de la croissance mondiale de 2015, selon le FMI, la Chine exerce une influence croissante sur le reste du monde.

Demande de réciprocité

Non sans créer des tensions croissantes avec ses partenaires. Car si l'intégration de la Chine dans l'économie mondiale ne fait pas de doute, le processus de réforme et d'ouverture de son marché - autre objectif de l'entrée à l'OMC - est, lui, plus nuancé. « *La Chine a certes abaissé fortement ses tarifs douaniers et la logique d'économie de marché a indéniablement progressé. Mais elle a aussi gardé beaucoup d'instruments de protection, l'Etat reste omniprésent dans l'économie et continue de subventionner massivement plusieurs secteurs par des moyens plus ou moins détournés* », indique le directeur du Cepii. Les entreprises étrangères sont toujours soumises à des restrictions. Les constructeurs automobiles doivent former une coentreprise avec un partenaire local ; un groupe étranger ne peut pas monter au-delà de 20 % au capital d'une banque chinoise.

Cibles privilégiées des enquêtes des régulateurs chinois, écartées de nombreux appels d'offres, près de 60 % des entreprises sondées avant l'été par la Chambre de commerce européenne en Chine estiment être traitées de façon inéquitable par rapport à leurs concurrents locaux. La demande de réciprocité est récurrente. Mais elle tend à prendre de l'ampleur à mesure que les opinions publiques en Occident s'inquiètent de voir les entreprises chinoises rafler certains fleurons. Pékin a promis mercredi que les restrictions imposées aux investisseurs étrangers pourraient être assouplies dans certains secteurs. Reste encore à savoir si cette annonce sera suivie d'effets.

Depuis lors, au cours des 25 dernières années, les flux économiques ne vont cesser de se développer et de glisser vers l'échiquier asiatique et indien. Une batterie d'indicateurs atteste sans conteste de cela : IDE, balance commerciale, balance des capitaux, contrats de transfert technologique, taux de croissance des nations, montée en puissance du Yuan sur l'USD, etc.

Les échanges vont exploser véritablement de 1993 à 2021 et les pays émergents -Chine en tête- vont s'afficher comme les nouveaux leaders de la mondialisation. Sauf implosion majeure, l'hypothèse n'est pas à écarter, l'empire du milieu devrait ainsi devenir « l'Economie Monde » durant la décennie 2030 (en PIB nominal¹⁷).

Au regard de ses évolutions en PIB/h, de son dynamisme économique, scientifique et technique, de son faible taux de fécondité, de son taux d'urbanisation, de son modèle d'IAA, de la nature de son régime politique et du degré de pollution, elle devrait se caractériser au tournant des années 2030-2040 géopolitiquement dominante, riche, polluée, inégalitaire, sous contrôle des pensées, âgée et malade. Sous le prisme du monde des affaires, les nouveaux eldorados du capitalisme d'Etat pourraient être alors les marchés de la santé, les services à la personne, les Green Product et Green Technology, l'agronomie 4.0 et l'intelligence artificielle.

« *La solution chinoise* »



En particulier sous le régime Xi, la Chine va développer une position hégémonique sur de nombreux secteurs économiques mondiaux, mais sous principe d'un totalitarisme politique et technologique jusqu'ici jamais connu. Si dans les années à venir le régime nourrit une finalité identique, en 2030-40 quels seront les scénarios possibles pour les démocraties ?¹⁸ La question se doit d'être posée.

Ne clôturons pas ce chapitre sur ces lourdes interrogations mais sur du léger et du son. Le souffle est ici ancien mais finalement toujours d'actualité, il est signé Joan Baez et Bob Dylan, « *Here to You* ».



« *Here's To You* » – Joan Baez - Amnesty International (disponible sous You Tube, 3'11)

¹⁷ Notons que l'ascension de la Chine a été beaucoup plus rapide que ne le prévoient les scénarios de développement esquissés au début des années 1990 par le FMI / Banque mondiale. Cette redistribution des cartes géopolitiques et géoéconomiques va s'accompagner également d'enjeux importants sur le plan de la gouvernance mondiale présente et à venir.

¹⁸ Pour une analyse de la nation chinoise, « *Chine, le basculement du monde* », Ed Bod, 2021.

Conclusion

Deux géants en développement

L'Inde depuis 2014 attire l'ensemble des regards des investisseurs, prenant le leadership sur la plupart des agrégats macroéconomiques. Nombre de raisons objectives peuvent expliquer cela : la plus grande population mondiale à venir, des coûts compétitifs, un gouvernement relativement démocratique et une possibilité de rééquilibrage des échanges vis-à-vis d'une Chine au pouvoir de Pékin intensifiant les questionnements. La crise Covid fera également prendre conscience au monde l'ampleur de la dépendance.

Hormis la similarité des volumes de population, l'Inde ne peut être comparée à la Chine en bien des points. Là en est son atout maître. A bien des égards elle en est presque son contraire : une population pauvre, des liens historiques avec l'Occident, de fortes spécificités culturelles, cela nous rappelle ainsi que plusieurs modèles de développements coexistent dans la dynamique de la mondialisation. Seule la nature du non durable serait une caractéristique commune aux deux géants. Même si en termes d'eq. CO2 un habitant moyen indien pollue sans aucune mesure beaucoup moins qu'un habitant moyen chinois. 2021-2030, l'Inde et la Chine, ces deux émergents vont sans conteste bousculer les ordres établis. C'est déjà le cas.



Bangalore (Inde)

D'ici peu, la plus grande démographie mondiale à venir.

Et la plus grande démocratie mondiale bien que le gouvernement N. Modi laisse planer nombre d'interrogations en la question au regard d'une gestion bien discutable de la crise Covid.

Un pouvoir témoignant d'une dérive vers le national populisme.

Mots clés : Capitalisme – Développement - Investissement Direct Etranger – Internationalisation -

Question de prolongement

- Comment peut-on définir le capitalisme ?
- Le capitalisme génère-t-il le développement économique ? Expliquez.
- quel est le critère majeur permettant d'avancer une dynamique d'internationalisation ?
- Peut-on parler de nos jours d'un monde en capitalisme financier ? Sur quelle base ?

Pistes de lecture

- Beaud, M., « *Histoire du capitalisme* », Seuil Ed., 2000.
- Boissin, O. « *Analyse économique et monétaire* », manuel de cours, Ed. Campus Ouvert, 2021.
- Boissin, O. « *Développement économique : de quoi parle-t-on ?* », Ed. Bod, 2021.

- Boissière, A, Carroué, L. « *Atlas de la mondialisation, une seule terre, des mondes* », Autrement, 2019.
- Bourguignon, F., « *La mondialisation des inégalités* », Seuil, 2012.
- Bouchet, MH., « *La globalisation* », Pearson, 2011.
- Bouret, R., Dumas, « *Economie globale : à l'heure de la mondialisation* », Pearson Ed., 2009.
- Braudel, F. « *La Dynamique du capitalisme* », Flammarion, 1985.
- Piketty, T., « *Capital et idéologie* », Seuil, 2019.
- Ramses 2020 “*Un monde sans boussole ?*”, Ifri-Dunod, 2019.
- Stiglitz, J., Charlton, A., « *Fair trade for all* », Oxford University Press, 2007.
- Yu, Y., Ganne, B., Boissin, O. « *Innovation et développement* » China Cultural & Artistic Press, 2001

Acquis d'apprentissages

- Capacité à identifier, collecter et analyser des tendances géoéconomiques et géopolitiques afin de caractériser synthétiquement les dynamiques économiques mondiales à l'œuvre.

* * *

Chapitre 2

Rôle et enjeux des institutions économiques internationales

La capacité des États à prélever l'impôt a été minée par ces mouvements qui, contrairement à ce que l'on prétend, ne sont pas le produit de la seule liberté d'entreprendre, mais d'une idéologie. [...]. R. Reagan et ses mentors prétendent que, grâce au libéralisme à tout va, la croissance va s'accroître et que tout le monde va en profiter. Un système légal très sophistiqué se met alors en place pour permettre cette évasion fiscale mondiale.

Thomas Piketty, « *Le temps* », n° 6515, 14 septembre 2019,



Sommaire du chapitre

Introduction

I- Rôle et organisation des grandes institutions internationales

1. Le Fonds Monétaire International
2. La Banque mondiale
3. L'OMC

II-Bilan de la mondialisation.

1. Ne pas être le ravi de la crèche.
2. Un autre monde est possible : l'alter mondialisme.

Conclusion

A-Concepts abordés

B-Acquis d'apprentissages

C-Questions de prolongement

D-Éléments bibliographiques

Objectif du chapitre : une capacité à comprendre le rôle des grandes institutions internationales dans la dynamique économique mondiale.

* * *

Introduction

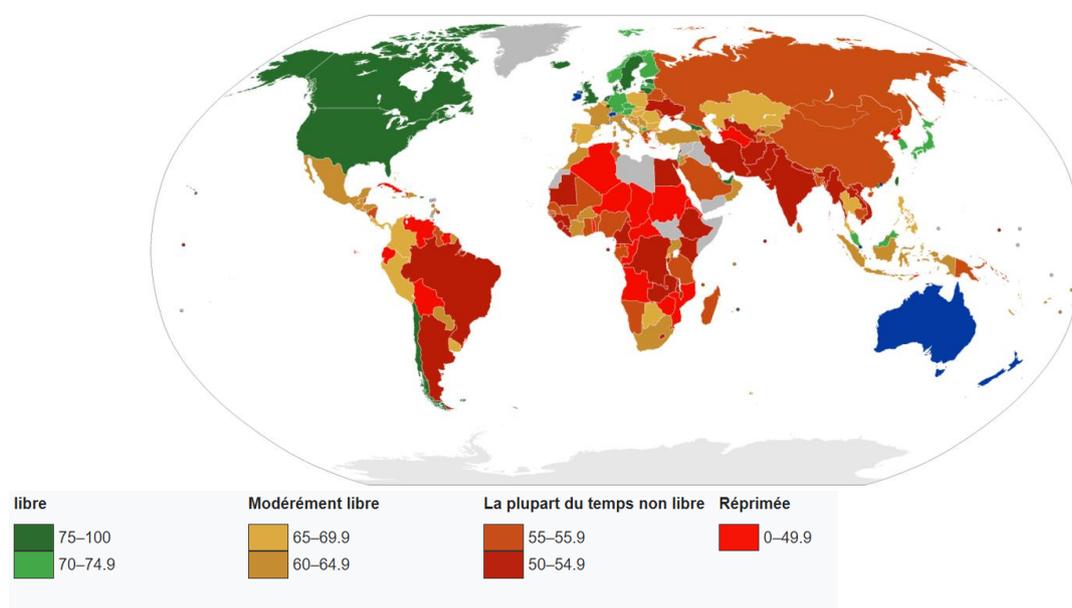
Quel rôle les grandes institutions internationales jouent-elles dans la globalisation et la libéralisation économique ? Et quelles sont les modes de gouvernances de ces institutions ? Quels sont leurs objectifs recherchés, et quels sont les enjeux ?

Par grandes institutions, nous entendons ici trois principales organisations internationales :

- le FMI,
- la Banque mondiale,
- l'OMC.

Elles s'inscrivent dans une approche de « gendarmes internationaux » vis-à-vis d'une globalisation d'obédience plutôt libérale que Keynésienne et qu'elles tentent de réguler tout en encourageant par ailleurs son extension. Au final, une pluralité de nations partagent leur adhésion à l'OMC mais en adoptant des réglementations plus ou moins contraignantes sur le plan des libertés économiques. Un indice de liberté existe à cet effet afin d'évaluer le degré de facilité à exercer des activités économiques au sein d'un pays.

Index de liberté économique



Source : Héritage Fondation & Wall Street Journal (2018)

Cet indice repose sur une batterie d'indicateurs et de statistiques principalement issues de la Banque mondiale, du FMI et de *The Economist*. Les critères retenus par la fondation Héritage en charge du calcul annuel sont au nombre de dix :

- liberté d'entreprise
- liberté des échanges
- poids des taxes et impôts
- dépense du gouvernement
- stabilité monétaire
- liberté d'investissement
- dérégulation financière
- protection de la propriété privée
- lutte contre la corruption
- libéralisation du travail.

La note finale est une moyenne arithmétique de ces dix critères. Notons que d'autres indicateurs existent afin d'évaluer par exemple la facilité à conduire des affaires au sein d'un pays, tel le *Doing Business*. Ce dernier est toutefois plus précis et se focalise sur les conditions effectives à mener une affaire au sein d'un pays ou d'une ville (accès aux crédits, degré de solvabilité des entreprises nationales, capacité à se raccorder aux réseaux de type électricité, ...)

La plupart de ces organismes sont généralement promoteurs d'une dérégulation, et supposent que l'indice de liberté économique se trouve corrélé avec le bien-être collectif enregistré au sein du pays. Les obstacles méthodologiques sont toutefois complexes à dépasser, et de nombreuses études contredisent une telle conclusion.

I- Rôle et organisation des grandes institutions internationales

1. Le Fonds Monétaire International

En premier lieu, retenons que le FMI a été créé en juillet 1944. Il faut toujours savoir replacer les éléments dans leurs lieux et contexte historique d'origine. C'était lors d'une conférence des Nations Unies tenue à Breton-Woods, dans le New Hampshire (États-Unis).

Au cours de cette rencontre, les représentants de 45 nations ont mis en place un cadre de coopération économique. L'objectif principal était de prévenir les politiques économiques plus ou moins désastreuses qui avaient contribué à la grande crise des années 1930.

Plus largement, alors que la seconde guerre mondiale touchait à sa fin, les principaux alliés souhaitaient restaurer des relations commerciales et monétaires internationales. Sur le papier, l'article I de ses statuts énonce alors les principaux objectifs de l'institution :

- *promouvoir la coopération monétaire internationale ;*
- *faciliter l'expansion et l'accroissement harmonieux du commerce mondial ;*
- *promouvoir la stabilité des changes ;*
- *aider à établir un système multilatéral de règlement ;*
- *mettre ses ressources à la disposition des États membres confrontés à des difficultés de balance des paiements (moyennant des garanties adéquates).*

(Source : site FMI)

Le FMI a ainsi pour fonction centrale d'assurer une stabilité du système monétaire et financier international, dans un monde où les déséquilibres notamment bancaires et financiers étaient croissants. Et restent croissants car la crise Covid est passée par là.

Brève présentation de l'institution

Avec son siège à Washington, le FMI est gouverné par 189 Etats membres, c'est-à-dire la quasi-totalité des 198 pays du monde. L'exception actuelle confirmant la règle, sa direction est souvent confiée à une personnalité française, avec comme nous le savons, D. Strauss Khan qui en son temps remettra à l'honneur J.M. Keynes au sein des politiques de l'institution.

Puis à partir de 2011, C. Lagarde avant qu'elle ne prenne en 2019 la présidence de la Banque Centrale Européenne¹⁹. L'institution est de nos jours pilotée par la bulgare Kristalina Georgieva

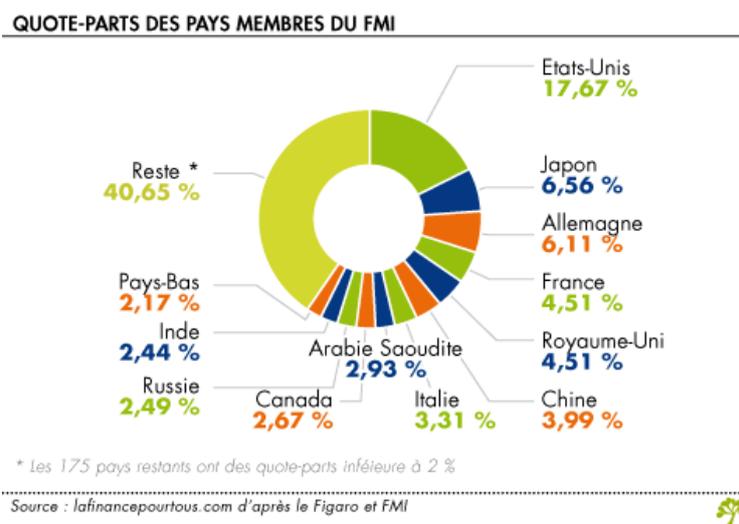
¹⁹ Sur le plan de son fonctionnement, le FMI compte environ 3000 employés. Sur le plan financier, l'institution a porté la somme totale prêtée à environ 300 milliards d'USD en 2019. Ses réserves sont d'environ 400 milliards d'USD et lui permettent de couvrir ces prêts via les quotes parts de ses membres. Le FMI reçoit par ailleurs régulièrement la meilleure note des agences de notation des créanciers. Le FMI n'est pas une institution de peu

dont on peut légitimement espérer de positives politiques sur les questions de développement, d'égalité et de mesures environnementales.



Ancienne directrice de la Banque Mondiale, K. Georgieva témoigne d'un passé où elle a plaidé en faveur d'actions environnementales fortes. De même, d'un respect des droits de l'homme et de l'égalité des sexes.
L'économie ne peut-être pensée indépendamment des questions politiques et de société.

Le poids lourd au sein de l'institution reste quant-à-lui assez logiquement les Etats-Unis, de par son statut de première puissance économique mondiale.



Quels sont ses objectifs ?

Selon la source officielle du FMI, afin d'atteindre ses objectifs cette institution exerce trois activités principales : la surveillance, l'assistance technique et les prêts.

(i) La surveillance

Cela désigne le dialogue entre le FMI, chaque Etat membre et les conseils de politique économique. Chaque année le FMI évalue ainsi la situation économique des membres. Il examine

d'envergure : elle dispose d'importants moyens apportés par ses membres. Leurs contributions varient selon leur importance dans les échanges mondiaux, le premier fournisseur de liquidité étant les Etats-Unis.

Sur le plan de sa gouvernance, il est géré par le Conseil des gouverneurs, qui comprend un représentant de chacun des 189 États membres et qui nomme un conseil d'administration de 24 membres. Le pouvoir est donc relativement centralisé à Washington, et avec une faiblesse de la représentation des BRICS au niveau de sa direction, ce qui pose nombre de problèmes notamment entre les Etats-Unis et la Chine depuis 2010.

avec les autorités les mesures les plus propices à la stabilité des taux de change et à la croissance de l'économie. Ce dernier s'analyse à travers une batterie d'indicateurs macroéconomiques, mais avec en clé de voute le PIB (décliné en PIB/h et en PIB/hab en Parité de Pouvoir d'Achat).

Aujourd'hui, ces activités portent sur une double politique économique de surveillance.

1-Les préoccupations relatives aux régimes de change et de politiques monétaires. En contrepartie de prêts, les économistes du FMI formulent aux pays membres des conseils de politique économique plus ou moins pertinents si l'on porte un esprit critique, bien souvent des thérapies de choc désignées sous le terme de plans d'ajustements structurels (PAS). Cela surtout depuis les années 1980. Inscrit dans une politique d'obédience néo-libérale, cela signifie des plans de cures d'austérités et de dérégulations. Cela sera particulièrement visible sur les pays africains et d'Amérique Latine²⁰. Le plus souvent, les résultats macro-économiques escomptés ne seront pas au rendez-vous.

Soulignons que ces prêts conditionnels restent parfois contestés par les économistes libéraux qui souhaitent parfois la suppression pure et simple de l'institution. Cette dernière est coupable selon eux de transfert d'argent non justifiés des pays riches vers des pays pauvres. Par ailleurs, les états nations étant présents au sein de l'organisation, cela fausserait selon ces théoriciens les lois de la libre concurrence.

Entretien avec le professeur d'économie P. Salin (Université Paris-Dauphine)

« Le FMI, une institution centralisatrice et irresponsable »

« Les prêts du FMI sont certes conditionnels, c'est-à-dire qu'ils impliquent des changements dans les politiques économiques des pays bénéficiaires. Mais il n'en reste pas moins que le FMI détourne des ressources financières vers les pays les plus mal gérés, contrairement à ce qu'implique toute bonne gestion bancaire, à savoir orienter les ressources vers ceux qui sont le plus capables de bien les utiliser.

Lorsque les taux de change flexibles se sont généralisés à partir des années 1970, le FMI aurait dû disparaître, puisqu'il n'avait plus de raison d'être. Mais il s'est trouvé de nouvelles tâches, comme on l'a vu très récemment. Ainsi, dans la crise de la Grèce - que l'on devrait plutôt appeler une crise de *l'Etat grec* - il a prêté à ce pays des ressources qui sont détournées de pays mieux gérés, ce qui n'a aucune justification. Un banquier privé accroît le taux d'intérêt demandé à un débiteur douteux. Lorsque le débiteur est un État, les marchés financiers agissent donc ainsi. Mais la connivence entre gouvernements les conduit à refuser la sanction des marchés et ils utilisent leur pouvoir de contrainte pour utiliser les ressources des citoyens - éventuellement par l'intermédiaire du FMI - afin de prêter à des taux plus favorables à ceux d'entre eux qui sont de mauvais débiteurs.

Un symbole de la "mondialisation capitaliste" ?

On peut enfin noter qu'il est étrange que le FMI - de même que la Banque mondiale - soit souvent présenté comme le symbole de la "mondialisation capitaliste", alors qu'il en est exactement le contraire, puisqu'il s'agit d'une institution publique représentant les États et qu'il est donc l'instrument d'un interventionnisme public et mondialisé regrettable. Il faut donc souhaiter la disparition du FMI ».

Source : Atlantico / 22 mai 2018

Notons qu'il s'agit là d'une position néo-libérale spécifique. Ne point en conclure que l'ensemble de la communauté académique orthodoxe partage l'avis du Pr. P. Salin. Ce serait plutôt l'inverse. Bien évidemment, le FMI est une

²⁰ Vous pouvez vous reporter sur cette question au manuel « Développement économique, de quoi parlons-nous ? » Bod Ed., 2021. Disponible sur votre intranet.

institution majeure, et il est précieux de la conserver. La question centrale n'est aucunement sa disparition ou non mais la nature de ses choix politiques.

2- Les questions liées au secteur financier sont également entrées dans le champ de la surveillance du FMI. Cela notamment après la crise des subprimes. Peu avant, le FMI et la Banque mondiale avaient décidé de mettre en place un Programme d'Evaluation du Secteur Financier (PESF) spécialement conçu pour tenter d'évaluer les forces et les faiblesses des secteurs financiers des pays membres. Les informations restent incomplètes mais c'était là un premier pas vers une demande de plus grande transparence du secteur financier. Les asymétries d'informations liées aux places *Off-Shore* et au *Shadow Banking* (finance de l'ombre) restent en effet toujours une préoccupation majeure. Notamment en Chine depuis 2010. Cette question n'est pas mince, les banques chinoises étant dorénavant parmi les plus importantes mondialement.



ICBC (*Industrial and Commercial Bank of China*)
Dorénavant la plus grande banque mondiale en termes d'actifs financiers
(Env. 3.500 milliards d'USD)

A partir de 2016, les risques financiers deviennent ainsi critiques et s'intensifient logiquement avec la crise Covid. Et le FMI ne détient en réalité qu'une vision partielle des situations bilantaires.

D'une manière générale, les endettements globaux (privés et publics) explosent littéralement à partir de 2008 pour se situer mondialement en 2021 autour des 280.000 milliards USD, soit près de 400% du PIB mondial. La Chine et le Japon se trouvent au cœur des déséquilibres en termes de volumes, avec par exemple une dette globale chinoise équivalente à environ 280% de son PIB en 2018 avant la crise Covid, contre environ 100% en 2007.

Quant au Japon, un record de dette publique est enregistré avec un seuil de 270 % rapporté à son PIB. Quant à la moyenne mondiale de la dette publique en pourcentage de PIB, elle va passer de 84% à plus de 100% entre 2019 et 2021 selon les sources du FMI.

La prochaine crise mondiale ne puisera-t-elle pas ses racines dans ces sources majeures de dettes à rembourser, notamment suite à leurs explosions depuis la crise Covid ? La question reste ouverte. En réalité, l'argent injecté est à taux nul comme nous le savons, et sans pour autant conduire à des fuites en avant dans de l'inflation hormis les matières premières, ni même se traduire par des chutes de valeur des devises des grandes puissances économiques mondiales²¹.

²¹ Pour une analyse de la question, un manuel est disponible sur votre intranet : « *Comprendre l'économie mondiale : une analyse économique et monétaire* », Grenoble-INP, 2021.

Aussi, les problèmes les plus graves ne sont sans doute pas à rechercher là, mais concernent davantage la question environnementale et ses conséquences à venir. Et cela y compris sur le plan économique²². En la question, la création monétaire sur la base de politique de *Quantitative Easing* est sans doute moins un problème qu'une solution. Joe Biden l'a sans doute compris.

« L'ensemble des dettes mondiales représente 237.000 milliards USD »

Source : Les Echos / 10 avril 2018

« S'il y a un indicateur qui ne cesse de monter, c'est bien celui de la dette mondiale. Selon une étude de l'Institute of International Finance (IIF), l'ensemble des dettes accumulées à travers la planète a atteint un nouveau record à la fin 2017. Au total, les créances cumulées des Etats, des entreprises et des ménages représentent 237.000 milliards de dollars (192.000 milliards d'euros).

Des ménages très endettés

Selon l'IIF, cette hausse s'explique notamment par deux facteurs. D'une part, la progression globale du niveau de la dette des ménages, en particulier dans les pays développés. Et à ce petit jeu, c'est l'Europe qui est la zone géographique la plus touchée.

La dette des ménages en pourcentage du PIB est au plus haut en France, en Belgique, au Luxembourg, en Norvège, en Suède et en Suisse. Seuls les ménages irlandais et italiens affichent des niveaux d'endettement en pourcentage du PIB inférieurs à 50 %.

D'autre part, les niveaux de ratios de la dette historiquement élevés dans des pays comme l'Argentine, le Nigeria, la Turquie ou la Chine. Ces pays sont touchés, au-delà de la hausse de la dette de leurs ménages, par la forte hausse de la dette de leur secteur financier, selon l'IIF.

317,8 % du PIB mondial

A noter toutefois que si la dette mondiale atteint un record en matière de valeur, elle continue de diminuer par rapport au PIB mondial. Son ratio, par rapport à la richesse planétaire, a diminué à la fin de l'année ».

(ii) L'assistance technique

En plus de ses activités de surveillance, le FMI offre aux pays membres une assistance technique pour les aider à définir leurs politiques économiques. Cette assistance concerne la politique budgétaire, la politique de change, le contrôle et la réglementation du système bancaire et financier, ainsi que la mise en place de systèmes statistiques²³.

(iii) Les prêts

Le FMI est également un fonds pouvant prêter de l'argent aux pays membres pour contribuer à leur redressement s'ils sont confrontés à des difficultés de balance des paiements. Cette activité de prêts représente son activité principale. Cet argent public se porte alors au secours des prises de risques souvent prises par des agents privés. C'est le revers de la médaille, celui consistant à cautionner le jeu du « *Too big to fail* » bien compris par les banques systèmes, et autres gros

²² Idem, sur ces questions Boissin, O., « *Développement durable : des chiffres et des étoiles* », Grenoble-INP, 2021.

²³ À l'heure actuelle, les opérations d'assistance technique de l'institution sont consacrées pour les trois quarts environ aux pays à faible revenu ou pays à revenu intermédiaire. Notons que c'est l'Afrique subsaharienne qui est actuellement le plus ciblée par ces mesures d'assistance technique.

investisseurs actifs se sachant protégés. Les asymétries d'information (sélection adverse) jouant au profit de la finance systémique.

(iv) Autres activités

Le FMI se consacre enfin à la réduction de la pauvreté, soit de façon indépendante, soit en collaboration avec la Banque mondiale. Cela passe par le biais de son mécanisme de prêt concessionnel et par l'allègement de la dette dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés. On nomme cela l'initiative PPTE²⁴. Ces mesures restent toutefois souvent discutables de par leurs caractères orthodoxes sous-jacents au niveau des politiques économiques demandées : la mise en place de Plans d'Ajustements Structurels (PAS).



Sommet des gouverneures – FMI 2018.

Plan d'ajustement structurel : de quoi parle-t-on ?

Source : Wikipédia « *Ajustement structurel* » (consultation mai 2019)

« Un plan d'ajustement structurel (terme dérivé de l'anglais *structural adjustment*) est un programme de réformes économiques que FMI ou la Banque mondiale mettent en place pour permettre aux pays touchés par de grandes difficultés économiques de sortir de leur crise économique. Les étapes de suivi du programme sont appelées *conditionnalités*.

Un exemple de réformes recommandées par le FMI et planifiées en 1997/1998 est donné à l'article Conditionnalité (aide internationale). L'un des points centraux est la libéralisation des échanges. Parmi les types de conditions, certaines peuvent être considérées comme des actions proprement structurelles :

- Politique d'austérité ;
- Privatisation des entreprises d'État : le but est soit d'élaguer les entreprises qui pèsent sur le budget de l'état par leurs déficits chroniques, soit de réaliser l'actif pour diminuer l'endettement pour les entreprises rentables ;
- Combat contre la corruption ;
- Non-discrimination de l'investissement : augmentation des droits des investisseurs étrangers ;
- Réformes visant à supprimer les entraves au développement économique.

²⁴ Notons enfin qu'il peut apporter une aide d'urgence pour appuyer la reconstruction d'un pays membre à la suite de catastrophes naturelles ou de conflits armés. Les prêts d'urgence sont décaissés rapidement. Ils sont assortis du taux de commission de base et doivent être remboursé dans un délai maximum de cinq ans.

Critiques des conditionnalités :

Les réformes préconisées par le FMI ont suscité des critiques, à la fois de la part des populations concernées (en Argentine de la part de Nestor Kirchner par exemple), aussi bien que de certains économistes partisans du nouveau keynésianisme (comme Joseph E. Stiglitz).

Les conséquences sociales sont généralement douloureuses pour les populations. Le FMI lui-même a reconnu quelques erreurs dans sa politique et entamé des réformes.

Si le FMI se défend de préconiser des politiques réduisant les dépenses sociales, la perception par les populations est souvent bien différente.

La dévaluation de la monnaie, autre mesure souvent préconisée par le FMI, est-elle aussi souvent contestée.

À partir de 1999, les institutions des accords de Brettons Woods (FMI, Banque mondiale) intègrent les critiques qui ont été adressées aux mesures d'ajustement structurel en raison des échecs constatés, critiques qui remettent en cause la légitimité de ces institutions. Elles réorientent leurs actions vers la lutte contre la pauvreté, et passent du financement de projets ciblés à des financements budgétaires globaux. L'objectif affiché est de laisser les pays bénéficiaires décider eux-mêmes de l'allocation des fonds, et des mesures à prendre ».

2. La banque mondiale

Créée elle aussi lors de la conférence de Brettons Woods, la Banque Mondiale se veut être complémentaire au FMI. Ce dernier se préoccupe davantage des politiques macroéconomiques et financières, tandis que la Banque Mondiale s'intéresse avant tout au développement à long terme des nations, et à la lutte contre la pauvreté.

Elle accorde en particulier des prêts aux pays en développement et aux pays en transition pour financer des projets d'infrastructure, ou encore réformer certains secteurs de l'économie.

Les aides du FMI, en revanche, ne soutiennent pas un projet particulier mais visent un maintien de la balance des paiements (cf lexique).



Bretton Woods – Etats Unis (New Hampshire)

A l'instar de la conférence de Bretton Woods (1944), la plupart des accords internationaux majeurs datent de l'après-seconde guerre mondiale. Depuis lors, hormis la naissance de la BCE, en 70 ans rien de très significatif n'a eu lieu en matière de projets et de nouvelles réglementations internationales.

Position subjective, menez votre propre analyse.

La Banque mondiale cherche ainsi à réduire le fossé existant entre les pays riches et les pays pauvres. Comment solutionner cela ? Utiliser les ressources des premiers pour assurer la croissance des seconds. La Banque, qui est l'un des principaux bailleurs d'aide au développement, appuie ainsi les efforts que déploient les gouvernements des PVD pour construire des écoles, des centres de santé, des infrastructures en eau ou énergie, la protection de l'environnement, etc. Les objectifs affichés de la Banque Mondiale sont ainsi :

- *éradiquer l'extrême pauvreté et la faim ;*

- *assurer l'éducation primaire pour tous ;*
- *promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ;*
- *réduire la mortalité infantile ;*
- *combattre le sida, le paludisme et d'autres grandes maladies ;*
- *assurer un développement économiquement viable ;*
- *instaurer un partenariat mondial à l'appui du développement.*

(Source : site Banque mondiale)

Breve présentation de l'organisation

Sur le plan de son organisation, la Banque Mondiale est un groupe d'institutions parmi lesquelles se trouve la BIRD, Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, communément appelée « Banque Mondiale ».

Outre la BIRD, le Groupe Banque Mondiale comprend quatre autres organisations :

- l'Association Internationale de Développement,
- la Société Financière Internationale (SFI),
- l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA) et
- le Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (CIRDI).

Toutes ces institutions ont un rôle accompagnant ou consolidant celui de la BIRD.

La BIRD compte la quasi-totalité des nations de la planète. Près de 190 pays membres responsables conjointement du financement de l'institution, et de la manière dont ses fonds sont utilisés²⁵. Les pays à faible revenu ne peuvent généralement pas emprunter sur les marchés internationaux, la Banque Mondiale facilite alors leurs accès au financement²⁶.

Quels sont les moyens de la Banque Mondiale ?

Deux principalement :

(i) Les prêts

Mais au préalable, quelques ordres de grandeur : sur la copie, tout semble parfait dans les principes et l'action. Mais la Banque mondiale ne représente en réalité pour les PVD qu'une source de financement parmi d'autres : qu'environ 10% des flux de capitaux, les 90 % restant provenant principalement des investissements du secteur privé et des prêts des bailleurs de fonds bilatéraux²⁷.

²⁵ Elle dispose de quelques 10.000 collaborateurs spécialistes des questions de développement et travaillant au siège de la Banque à Washington, ou dans l'un des bureaux de représentation de l'institution situés dans les pays membres.

²⁶ Ces pays disposent généralement de 40 ans pour rembourser ces prêts. La majorité des fonds de la BIRD provient des marchés de capitaux internationaux. Ses obligations sont notées « AAA », ce qui lui permet de procéder à des émissions pour lever des capitaux puis les prêter à ses emprunteurs à de faibles taux d'intérêt, sinon des taux nuls.

²⁷ Notons qu'au cours des vingt dernières années, les ressources d'origine publique ont diminué, tandis que celles du secteur privé ont augmenté. La Banque mondiale a recours à différents types de financement dans le cadre des projets visant à réduire la pauvreté. Elle consent des prêts via la BIRD et des crédits et dons via l'Association Internationale de Développement (IDA).

Sur le plan des critères d'éligibilité, la Banque Mondiale consent deux grands types de prêts : les prêts

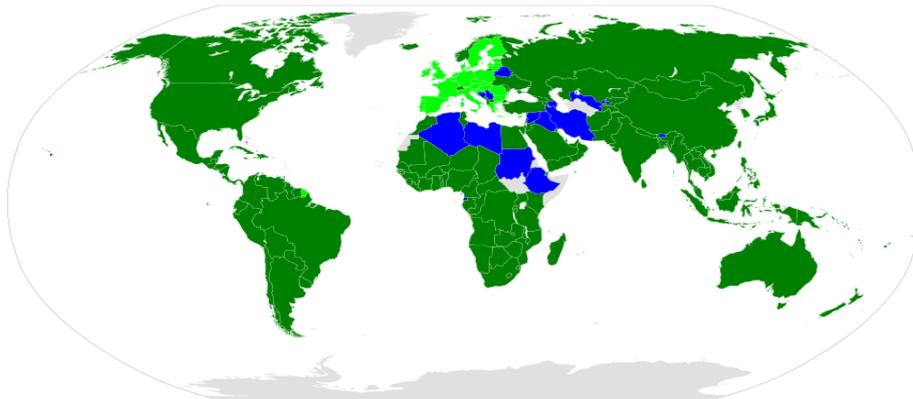
(ii) Les services d'analyse et de conseils

Si la Banque mondiale est essentiellement connue en tant que source de financement, l'un de ses rôles importants consiste également à fournir des conseils pour permettre d'apporter des améliorations aux politiques nationales²⁸.

3. L'OMC

La troisième organisation internationale est l'OMC. En anglais, on dit WTO : *World Trade Organization*. Cette dernière est chargée de promouvoir la libéralisation des échanges mondiaux. Dans sa forme initiale -les accords dit du GATT²⁹ de 1947-, elle voit le jour en même temps que le FMI et la Banque mondiale. Ce n'est qu'en 1995 que l'Organisation Mondiale du Commerce trouvera sa dénomination actuelle et le nouveau périmètre de ses fonctions.

En 2021, cette institution reste le symbole même du libéralisme mondial. Elle se compose de la grande majorité des pays du globe. Fille d'Adam Smith et de David Ricardo, elle prône la libéralisation la plus large possible des échanges entre les nations, tout en respectant un ensemble de règles communes.



En vert foncé : pays membre de l'OMC
En vert clair : pas membres de l'UE (membres de l'OMC)
En bleu : les observateurs
En gris : pas de liens institutionnel

(Source : WTO)

Sur le papier, les objectifs de l'organisation sont :

- offrir un cadre aux négociations commerciales ;
- régler les différends commerciaux ;
- examiner les politiques commerciales nationales ;

d'investissement qui financent des fournitures, des travaux et des services à l'appui de projets de développement économique et social dans des secteurs divers, et les prêts d'ajustement qui fournissent un financement à décaissement rapide à l'appui de réformes des politiques et des institutions.

²⁸ Les agents de la Banque procèdent à de études économiques et sectorielles par pays afin de voir la nature des actions à engager. Cela concerne en particulier les secteurs bancaire et financier, ainsi que les questions relatives au commerce, à la pauvreté et à la protection sociale.

²⁹ *General Agreement on Tariffs and Trade (GATT)*

*-aider les pays en développement dans le domaine de la politique commerciale par le biais de l'assistance technique et des programmes de formation ;
-coopérer avec d'autres organisations internationales.*

(Source : site WTO³⁰).

Concernant ces objectifs, ils sont a priori louables mais force est de constater que notre monde reste de nos jours toujours façonné d'inégalités. L'objectif le plus notable de l'OMC est de servir de cadre aux négociations pour régler les différends entre les membres. L'OMC est ainsi une institution de médiation pour tenter d'aboutir à des compromis.

Enfin, contrairement aux FMI et à la banque mondiale, elle ne prête pas d'argent³¹. Les règles de l'OMC -que l'on nomme les accords- résultent de négociations menées par leurs membres. Cela découle des négociations lors des Cycles. Par exemple celui de l'Uruguay round (1986-1994) qui donnera lieu à une révision majeure du texte original de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)³². Ou encore celui du cycle de Doha visant une réduction des obstacles au commerce international. Comme nous le savons, ces sommets donnent généralement lieu à nombre de manifestations s'opposant à un processus de libéralisation accrue des échanges. A des inégalités et à des destructions environnementales. Ce n'est pas faux sur le fonds. Mais là aussi, menez votre propre analyse.

³⁰ Sur le plan de l'organisation de l'institution, cf annexe 1

³¹ Plus précisément sur la question de la gouvernance, l'OMC est une organisation au pouvoir décentralisé : les décisions sont prises par des représentants de l'ensemble des membres. Son siège est à Genève en Suisse où travaillent 550 collaborateurs. Les producteurs et les exportateurs savent que les marchés étrangers leur resteront (relativement selon les pays) ouverts. Sur le plan de la gouvernance, dans le cadre de l'OMC, les décisions sont prises pour la plupart par consensus entre tous les pays membres, avant d'être ratifiées par les parlements nationaux. Quant aux litiges commerciaux, ils sont soumis au mécanisme de règlement des différends de l'organisation qui est axé sur l'interprétation des accords et des engagements et sur la mise en conformité des politiques commerciales des différents pays avec ces derniers. Le risque de voir les différents dégénérer en conflits politiques ou militaires est ainsi amoindri.

³² Le GATT constituait historiquement le principal recueil de règles de l'OMC pour ce qui est du commerce des marchandises. Le Cycle d'Uruguay a également abouti à l'établissement de nouvelles règles régissant le commerce des services, les aspects pertinents de la propriété intellectuelle, le règlement des différends et l'examen des politiques commerciales. Elles représentent au total quelque 30.000 pages, soit une trentaine d'accords et d'engagements distincts. En théorie, Il s'agit d'accords commerciaux non discriminatoires qui énoncent les droits et les obligations. Chaque pays obtient l'assurance que ses exportations bénéficieront d'un traitement équitable sur les marchés des autres pays et promet à son tour de traiter ainsi les importations arrivant sur son propre marché. La réalité est plus complexe car un problème majeur subsiste : le pouvoir des membres n'est pas équilibré entre eux. Il y a un déséquilibre au niveau des négociations durant la passation de ces accords. Les E.U. ou la Chine par exemple disposent d'une puissance de lobbying majeure dans le cadre de ces négociations vis-à-vis de nombreuses petites nations. Pensons à celles de l'Afrique subsaharienne par exemple. Des accords de rapprochement de la part de ces petites nations sont aussi déployés pour tenter quelques rééquilibrages. L'OMC mentionne par ailleurs que le système offre aux pays en développement une certaine souplesse pour la mise en œuvre des engagements pris.

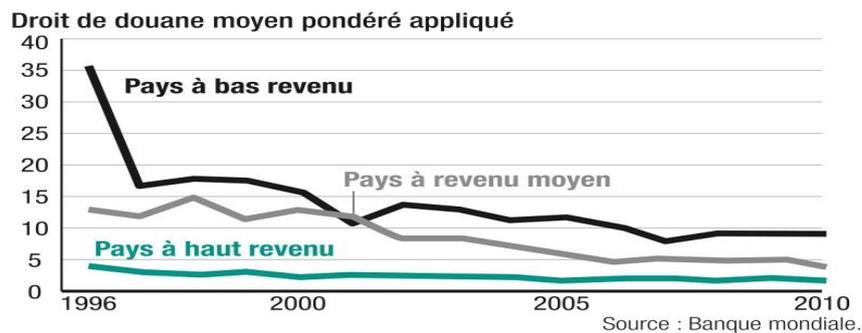


Extraction minière en Bolivie. Le plus souvent sur des minerais à finalité d'exportation vers l'hémisphère nord. Et dans un cadre peu respectueux d'un développement durable.

Les actions de l'organisation

(i) Les Marchandises

A l'origine des accords se trouve le commerce des marchandises avec le GATT de 1947 à 1994. Objectif principal : la réduction des droits de douane et autres obstacles au commerce. Il connaîtra une forte adhésion des pays de sa naissance jusqu'à nos jours, sous sa nouvelle désignation de l'OMC. De 1995 à 2021, le texte actualisé du GATT constitue ainsi l'accord de référence de l'OMC pour ce qui est du commerce des marchandises.

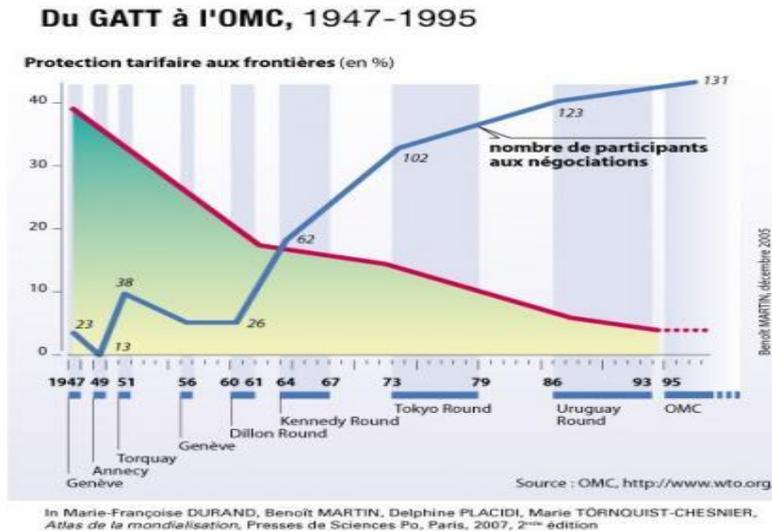


De multiples dossiers sur la table



Brexit 2019, ici en Irlande : c'est également le « casse-tête chinois » en matière de gestion des droits de douanes. Environ 5000 camions traversent chaque jour la Manche.

Comment coordonner cela dans chaînes de valeurs de plus en plus fragmentées mondialement ?
 Mais ces questions de douane trouveront probablement solution. La question plus délicate est celle d'un risque d'isolationnisme du Royaume-Uni. La crise 2020-2021 intensifiera ce problème.
 Un Royaume Uni n'ayant que pour seul allier économique majeur les Etats-Unis ?



L'agriculture dans le périmètre des négociations

Rappelons qu'environ les trois-quarts des pays membres de l'OMC sont des PVD/pays émergents. Il y a donc une place majeure de l'agriculture dans l'OMC, ce qui n'était pratiquement pas pris en compte lors des accords du GATT.

Les pays membres de l'OMC de l'Union Européenne vont ainsi devoir faire face progressivement à une régularisation de la PAC (Politique Agricole Commune) qui se trouve en contradiction avec les règles de l'OMC.

Ainsi, cette dernière veut supprimer les subventions aux exportations des Etats membres qui permettent de vendre en-dessous de leur coût de revient. Non sans lien, rappelons que la PAC représente actuellement 40% du budget européen alors qu'elle représentait 80% du budget à son origine ...³³. Sur le plan stratégique comme financier, le dossier n'est ainsi pas mince.

***Exemple d'une avancée en matière du droit de la santé :
 L'accord pour l'accès des pays démunis aux médicaments génériques.***

« Contrairement aux problèmes et dysfonctionnements majeurs en matière de régulation à adopter sur le dossier agricole, un point plus positif pour l'OMC concerne le compromis conclu sur l'accès aux médicaments pour les pays en voie de développements, le droit à la santé venant ici s'opposer au droit commercial. Cet accord résulte de

³³ L'agriculture représentant un sujet de négociation particulièrement complexe, retenons que dans le cadre des négociations de Marrakech (1994) les principaux engagements sur l'agriculture concernent l'accès au marché, la limitation des subventions aux exportations et la réduction des aides. Les mesures prises vis à vis de l'accès au marché se traduisent par la conversion des quotas et autres restrictions à l'importation en droits de douane, et un engagement pour les pays développés de réduire ces droits de douane de 36 % sur une période de 6 ans, avec une réduction minimum de 15 % pour chacun des produits. De par l'importance des populations agricoles dans les PMA et les PVD, on comprend l'aspect crucial de ses enjeux. Le continent africain en tête.

l'émergence d'une réinterprétation de l'ADPIC (Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce) qui protège les brevets pour 20 ans, mais qui prévoit, en cas d'urgence nationale, une souplesse permettant aux gouvernements d'autoriser la production de copies génériques ou leur importation parallèle. Dans le texte de compromis, les membres de l'OMC se déclarent ainsi d'accord pour que « l'accord ADPIC ne puisse pas empêcher les membres de prendre des mesures pour protéger la santé publique » et non en cas de crise sanitaire nationale, comme le souhaitaient les Etats-Unis, le Canada et la Suisse. Une nuance de taille puisque cette clause peut jouer « sans attendre que les épidémies de grande ampleur soient devenues incontrôlables », se félicite un membre de Médecins sans Frontières (source site OMC). Cet accord facilite donc l'accès des plus démunis aux médicaments permettant de lutter contre les pandémies les plus sévères – SIDA, tuberculose, paludisme – en autorisant les pays émergents, qui bénéficient de coûts de production moins élevés et peuvent donc vendre leurs médicaments moins chers, à reproduire sous forme de génériques des médicaments brevetés dans les pays riches. De plus, il permet aux pays touchés par la crise sanitaire et n'ayant pas les moyens de produire les génériques de se tourner vers des producteurs étrangers de pays émergents. L'utilité d'un tel accord est indiscutable bien que cet accord soit parfois complexe et difficile à mettre en œuvre par les pays en voie de développement et émergents ».

Source : site OMC

Cette question se retrouvera au premier plan face à la pandémie du Covid. Comment parvenir à ouvrir les brevets du vaccin aux plus grand nombre de la population mondiale ?

(ii) Les Services

Cela concerne les banques, compagnies d'assurance, entreprises de télécommunication, organisateurs de voyages, chaînes d'hôtels et les sociétés de transport. Objectif ? Pouvoir bénéficier du système de commerce qui ne valait auparavant que pour le commerce des marchandises.

La plateformisation technologique appliqués aux services est dorénavant dans le périmètre des accords. Pensons par exemple aux marchés bifaces de type *Booking.com* et autres entreprises s'inscrivant dans une « Ubérisation du monde ». Le terme d'hyper-capitalisme ne concerne pas uniquement les marchandises et les flux financiers, mais aussi le domaine des services non financiers qui, rappelons-le, représente l'essentiel de la population active mondiale.



« L'Ubérisation du monde »

Côté lumière : de nouvelles possibilités en économie du partage.

Côté obscur : de nouveaux acteurs dominants capteurs de rentes, le tout en évasion fiscale.

Ici Booking.com : « *The winner takes all* ». Mais aussi Amazon, Ali express, ...

(iii) Règlement des différends

Dans ce monde hyperconnecté et peuplé de nouveaux acteurs où « *The winner takes all* », les différends à régler ne manquent pas. La procédure prévue par l'OMC pour résoudre les litiges dans le cadre du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends se révèle alors essentielle.

Procédure :

Les pays portant un différend devant l'OMC sont entendus par des experts indépendants, spécialement nommés. Ces derniers se fondent sur l'interprétation des accords et des engagements pris par les différents pays³⁴. Le règlement des différends constitue la clef de voûte du système commercial multilatéral.

Mais à en juger les pratiques discriminatoires récurrentes de la Chine notamment vis-à-vis des investisseurs internationaux (pensons aux problèmes de contrefaçons par exemple), l'on peut toutefois s'interroger sur l'efficacité de cet organe. Bien du chemin reste à parcourir n'est-ce pas ?



Prise de recul sur nos logiques de mondialisation économique

Globalement, la mondialisation et les organismes supranationaux décrits ci-dessus ont favorisé une concurrence mondialisée, des gains de productivité et des logiques de marchés globalisés. Elle favorise des économies d'échelle, source d'une baisse tendancielle des coûts marginaux, d'où les prix de vente faibles sur bien des familles de produits.

L'OMC a aussi l'avantage de présenter un commerce multilatéral. En d'autres termes, si l'OMC n'existait pas, ce serait des négociations bilatérales qui prévaudraient, et nuls doutes que les Etats-Unis et la Chine domineraient de manière encore plus explicite et déséquilibrée les modes d'échanges et de gouvernance mondiaux.

A sa manière, l'échec du sommet de Copenhague en matière environnemental (2009) montrait les limites d'un monde régulé sur la base d'un G2 « E.U. - Chine ». Il n'y aurait rien de pire en réalité qu'un monde en confrontation d'un G2. La configuration Donald Trump-Xi Jinping des années

³⁴ Le système encourage les pays à régler leurs différends par la voie de la consultation. En cas d'échec, ils peuvent suivre une procédure soigneusement définie, comportant plusieurs étapes. Le nombre de différends soumis à l'OMC a été d'environ 500 sur les dix dernières années. Sans un moyen de régler les différends, le système fondé sur les règles ne serait d'aucune utilité car les règles ne pourraient pas être appliquées. La procédure de l'OMC consacre le règne du droit et permet de rendre le système commercial plus sûr et plus prévisible. Le système est fondé sur des règles clairement définies, assorties d'un calendrier pour l'examen d'une affaire. Les décisions initiales sont rendues par un groupe spécial et approuvées (ou rejetées) par l'ensemble des membres de l'OMC.

2017-2020 n'écrivait en cela rien de bon augure ... la présidence J. Biden apporte sans doute une plus grande intelligence dans la gestion des questions de géopolitiques. Mais ne pas omettre pour autant que le régime sous présidence à vie Xi Jinping enferme depuis 2013 la RPC dans un processus de totalitarisme sans égal depuis la période maoïste. A l'horizon 2030, dans l'empire du milieu, quels possibles géopolitiques ³⁵ ? La question s'avère complexe.



Et où se situe l'Europe dans cette confrontation ?

Mais retour à l'OMC : même si l'institution est précieuse en tant que lieu international de négociation, de coordination, de diffusion d'informations et de statistiques (les rapports annuels de l'OMC et les rapports annuels statistiques sont notamment très riches), on ne peut négliger ses effets négatifs au regard des règles instituées par les accords de Marrakech (1994).

L'OMC, en symbole institutionnel d'un capitalisme mondial non durable souffre en effet de nombreuses limites. Et ces dernières se font généralement au détriment des pays pauvres. C'est-à-dire à l'essentiel de ses pays membres. Les émeutes de la faim en 2009 en Afrique en représentent un exemple symbolique parmi d'autres.



Émeute de la faim – Niger. Cela aurait pu être en Ethiopie en 2008, ou au Soudan en 2019. La spécialisation de nombre de pays émergents vers des cultures d'exportation et leurs dépendances à l'évolution des cours sur le marché des matières premières agricoles rend complexe l'équation d'autosuffisance alimentaire. Cela est particulièrement vrai pour de nombreuses nations africaines le plus souvent en transition démographique.

Le raisonnement se limitant à un registre strictement marchand au profit des pays les plus compétitifs est non seulement inefficace mais de surcroît injuste. Il y a une urgence à repenser ces règles reposant en grande partie sur des postulats néo-libéraux aux hypothèses théoriques infirmées. Et à ne pas limiter ces règles de l'OMC aux seuls échanges commerciaux, mais de prendre en compte les liens et impacts sociaux, éthiques et environnementaux des processus de privatisation et de libéralisation économique.

³⁵ Pour une analyse de la nation Chinoise et des scénarios possibles d'évolution 2030, « *Chine : le basculement du monde* », Grenoble-INP, 2021 (disponible sur votre intranet).

Analysons plus en détails ces limites.

Capitalisme : définition du Larousse

« Le capitalisme peut se définir par différentes caractéristiques :

- Le capitalisme est fondé sur la propriété privée des moyens de production

Ce premier critère est le mieux connu et trouve sa source dans des écrits plus ou moins vieux : Aristote, Thomas d'Aquin, Proudhon, Engels, Marx. On notera que l'article 17 de la Déclaration des droits et de l'Homme et du Citoyen de 1789 stipule que « la propriété privée est un droit inviolable et sacré ».

- L'économie capitaliste repose sur la division du travail

Evidemment pas une caractéristique propre au capitalisme elle est néanmoins particulièrement marquée dans celui-ci, notamment dans la recherche de la productivité, Adam Smith décrit ainsi dans *La Richesse des nations* comment la création d'épingles dans une manufacture est divisée en 18 opérations distinctes utilisant chacune des ouvriers spécialisés dans celle-ci.

- Le capitalisme, en tant que système économique et social de production, est régulé par le marché

Son rôle est de réguler l'offre et la demande, les intérêts égoïstes du profit individuel se transforment dans celui-ci en la fameuse « main invisible » d'Adam Smith. D'après Paul Anthony Samuelson le marché est aussi nécessaire pour répondre à trois importantes questions du système : que produire, comment produire, et pour qui produire ?

- L'économie capitaliste repose sur la recherche du profit

Clef de voûte du capitalisme libéral la recherche du profit favorise l'innovation et incite le développement de nouveaux marchés, où les marges de profits seront plus élevées, jusqu'à l'arrivée de nouveaux compétiteurs.

- Le capitalisme se caractérise par le rapport salarial

Le rapport contractuel libre entre patron et salarié est une autre des caractéristiques du modèle capitaliste.

- L'économie capitaliste est fondée sur la généralisation de comportements rationnels d'un point de vue économique

Par comportement rationnel on comprendra que la population utilise dorénavant le système capitaliste comme un moyen pour atteindre un but précis : recruter tel salarié pour améliorer tel produit, accepter tel travail pour mettre de l'argent de côté pour faire X, ... C'est Max Weber dans *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* qui a souligné en premier ce changement de mentalité économique ».

Partie II- Analyse critique du rôle des institutions internationales

Nous nous limiterons ici sur l'OMC de par son rôle central dans la dynamique de l'économie mondiale.

1. Apports et limites de l'OMC

1.1. Limite : Pays pauvres, les parents pauvres des négociations

En théorie l'OMC vise à instaurer des rapports d'égalité en matière de commerce entre les Etats membres. Mais quelle est la réalité ? Comme esquissé auparavant, on peut s'interroger sur le réel pouvoir des petits pays, en cas d'arbitrage favorable rendu par l'Organe de Règlement des Différends (ORD). Quel degré de rétorsion par exemple le Mali, le Ghana ou le Togo pourraient-ils prendre à l'égard des Etats-Unis, de l'Europe ou de la Chine, s'ils engageaient une plainte contre les subventions de coton par exemple ?

La réponse est aisée : un pouvoir de négociation nul.

Sur le papier, non bien sûr, mais dans la réalité oui : il y a une asymétrie fondamentale de pouvoirs entre les membres de l'organisation. L'OMC est une organisation réunissant avant tout des Etats. Ces derniers recherchent donc à satisfaire leurs intérêts propres. Et derrière se trouve l'intérêt de leurs firmes globales. Cela contribue aussi à orienter les actions de l'OMC dans le sens des lobbyings nationaux les plus puissants. Généralement pas les pêcheurs malaisiens ou boliviens, ni les PME comparativement aux firmes-mondes, ni le Burundi comparativement aux Etats-Unis ou à la Chine.

L'OMC ne serait-elle pas finalement un salon doré ouvrant la voie aux acteurs de Davos ? C'est-à-dire aux grandes entreprises et institutions financières des Etats-Unis, de l'Europe, du Japon ou de la Chine ? Où se situent les contrepoids ?

Certes, la mouvance altermondialiste a déjà réussi à faire échec à certaines négociations, mais ces actions ne restent-elles pas bien maigres au final ?

Le tout n'est toutefois pas binaire. Si l'OMC n'était là, les déséquilibres entre les riches et les plus démunis seraient encore pires. Position subjective, menez là aussi votre propre analyse.

Enfin, et peut-être plus grave, le modèle de libéralisme qu'elle promeut est celui d'un développement qui comme nous le savons est non durable. Des logiques de croissances supposées infinies de PIB, alors que les ressources sont le plus souvent à ressources finies. N'y-a-t-il pas une erreur dans le programme ?



"Il n'y a pas de plan B parce qu'il n'y a pas de planète B."

1.2. Apport : un début de prise en considération des biens publics mondiaux

Deux tendances positives se font progressivement jours dans la redéfinition des domaines d'application du libre-échange.

(i) La notion d'exception au libre-commerce.

Elle est fondée notamment sur un article central, le n°31 de l'accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). Cela concerne notamment les approvisionnements alimentaires de base et l'accès aux médicaments essentiels. Ce qui est en jeu est majeur puisqu'il s'agit de faire passer l'être humain avant le commerce.

En effet, les médicaments étant protégés par des brevets, il n'y aurait pas d'autre alternative que de les acheter aux groupes pharmaceutiques pour pouvoir les utiliser. Or comme nous l'avons vu avec les rationalités des « *Big Pharma* », les prix sont souvent bien au-delà des prix envisageables d'acquisition par les populations pauvres. Ce sont des prix souvent de monopole. Or les

populations pauvres sont dans le même temps les plus touchés par les fléaux tels le palud, le SIDA, la tuberculose ou la Covid.

Les chiffres sont éloquentes : 70% des personnes contaminées par le virus du SIDA se situent en Afrique Subsaharienne et 95% des contaminés n'ont pas accès aux médicaments. Or, les accords ADPIC reposent sur le modèle occidental de la propriété intellectuelle et reconnaissent un monopole de vingt ans aux détenteurs de brevets.



Hôpital universitaire *Point G* de Bamako (Mali)

Mais deux exceptions ont toutefois été prévues :

La première est désignée « licence obligatoire ». Dans ces "cas d'extrême urgence", un pays peut s'octroyer une licence, c'est-à-dire le droit à produire la molécule, y compris contre la volonté du détenteur du brevet (sous condition de respecter toutefois une procédure et des conditions précises).

La seconde exception est « l'importation parallèle ». Elle autorise un pays à importer une molécule brevetée, même sans l'accord du propriétaire. Cela afin de profiter d'un prix plus intéressant. On peut ici le voir, les négociations de l'OMC peuvent parfois faire avancer les positions dans un sens bénéfique aux nations les plus pauvres.

(ii) La théorie des biens publics mondiaux.

Si d'après la théorie libérale, le marché représente la façon la plus efficace de produire des biens privés, on constate qu'il repose sur un ensemble de biens qu'il est lui-même incapable de fournir : les infrastructures publiques telle un chemin de fer ou une autoroute, la sécurité, l'éducation pour le plus grand nombre, la RD fondamentale, etc. Les GAFAM et autres BATX adorent utiliser les infrastructures publiques sans contribuer à leur financement n'est-ce pas ? Et l'Europe n'est pas une exception en la matière.

Cela ne devrait-il pas nous conduire à une analyse critique sur la supposé efficacité des marchés libres ?

Nous retrouvons ici l'instructive thèse de la croissance endogène développée notamment par les économistes R. Barro, P. Romer et R. Lucas. En une phrase : économiquement et socialement parlant, les pays développés sont riches de leurs biens publics.

En 2021, dans l'héritage des constructions beveridgiennes d'après-guerre, de nombreux pays

européens en représentent des figures de proue. Bien attaquées il est vrai par les descendants des « *Chicago Boys* » tout imprégnés de la théorie standard de la science économique. Illustration ? la Grande-Bretagne.



William Beveridge (1879-1963)

Dans la lignée des apports théoriques de JM Keynes, le rapport « Beveridge » (1942) sera un des textes fondateurs du *Welfare State* avec notamment la préconisation d'un système de protection sociale luttant contre les problèmes de maladie, de chômage et de pauvreté en Grande Bretagne.

La fonction publique est en premier lieu au service du grand public, faut-il le rappeler ?

Quant à la fonction privée, son objectif se limite trop souvent à une seule recherche de profits.

Une complémentarité reste donc à trouver, mais sur des bases équitables. Comment parvenir à cela ?

Nous retrouvons ici l'importance du volet fiscal.

En attendant, et sur sa terre natale, en 2021 le NHS britannique (*National Health Service*) se trouve peu à peu privatisé au profit des lobbyistes de la pharmaceutique privée américaine. Au royaume uni, les tests PCR durant la Covid pourront parfois se trouver facturés 250 euros au patient. Et non couvert par la sécurité sociale³⁶.

La théorie de la croissance endogène : de quoi parle-t-on ?

« En macro-économie, il existait deux grands modèles de croissance avant la parution du modèle fondateur de Romer dit de la croissance endogène. D'abord le modèle keynésien de Harrod-Domar met en avant une situation instable de la croissance à long terme. Puis le modèle de Solow, basé sur des hypothèses néo-classiques, qui conclut à une situation de convergence des économies à un état de croissance stable.

Pourtant, ces deux modèles n'expliquent pas certains phénomènes de l'économie. En effet, on ne constate pas empiriquement la convergence de toutes les économies au sens de Solow : au XX^e siècle, l'Afrique n'a pas rattrapé les économies occidentales, et d'autres économies ont « décroché » comme l'Argentine ou la Russie. De plus, le modèle de Solow utilise le progrès technique comme une variable exogène, « une manne tombée du ciel ». Solow avait lui-même fait une autocritique de son modèle, car il existait une part inexplicable de la croissance qui était « hors du champ économique ».

La tâche des théoriciens de la croissance endogène a donc été de chercher les ressorts de l'économie qui lui permettent de croître durablement.

En 1962, Nicholas Kaldor et James Mirrlees publient un premier modèle faisant appel à une fonction de progrès technique, qui dépend du niveau d'investissement, mais ce modèle n'admet pas l'existence de rendements croissants.

La même année, Kenneth Arrow affine ce modèle en faisant dépendre la fonction de progrès de la quantité de connaissances déjà accumulée (qui sera plus tard appelée capital humain), ce qui permet d'avoir une économie à rendements d'échelle croissants tout en ayant des firmes à rendement au mieux constant. Cependant, ce résultat ne peut être obtenu si le taux de croissance de l'économie est constant.

³⁶ Il reste toutefois pris en charge en 2021 par la NHS mais seulement si le patient présente des symptômes. Dans tous les autres cas (cas contact, suspicion asymptomatique, entrée sur le territoire ou départ à l'étranger, le test n'est réalisable que par le secteur privé et non remboursé par la sécurité sociale. Les facturations sont variables selon les laboratoires mais peuvent aller jusqu'à 250 € par PCR. Pour plus d'information, l'étude d'April-international.com, « le cout des tests PCR dans le monde », février 2021.

Paul Romer, enfin, lève cette restriction en 1986, en partant d'une fonction de production admettant un nombre variable de paramètres, correspondant aux différentes catégories de biens d'équipement, et en montrant comment la recherche et développement permet l'apparition de nouvelles catégories.

Quatre facteurs fondamentaux de la croissance :

La théorie de la croissance endogène a identifié quatre facteurs principaux de croissance : les rendements d'échelle, la recherche (ou innovation), la connaissance (ou capital humain), et l'intervention judicieuse de l'État.

Les rendements d'échelle. Si les rendements d'échelle sont majoritairement constants, certains investissements peuvent entraîner des rendements croissants, qui augmentent ainsi le capital physique et poussent la croissance. Par exemple, les infrastructures publiques causent des externalités positives en permettant des économies internes chez les producteurs privés.

L'innovation. Le progrès technique est réintégré au cœur de la croissance, ce n'est plus un « résidu » par rapport à l'apport des facteurs de production traditionnels considérés endogènes (ressources naturelles, capital, travail). C'est le modèle fondateur de Paul Romer qui rend endogène l'innovation car il la fait dépendre du comportement, des initiatives et du développement des compétences des agents économiques. L'innovation est alors une activité à rendement croissant qui augmente le stock de connaissances, et le « débordement » de ces connaissances finit par être bénéfique à tous, au lieu de se limiter à la firme innovante. Les firmes sont alors interdépendantes, la « course à l'innovation » de chaque firme profite à l'ensemble des firmes et tire l'économie vers la croissance.

Le capital humain. Le capital humain désigne l'ensemble des formations, connaissances et bonne santé du travailleur qui le rendent plus productif. La mesure numérique du capital humain reste néanmoins subjective, mais cela permet de montrer l'importance d'un système éducatif et de santé considérable.

L'action publique. L'action publique peut augmenter la productivité de l'économie, par exemple en augmentant le stock de connaissances (le capital humain) ou les infrastructures publiques ; respectivement popularisé par Robert E. Lucas et Robert Barro. Dans le cas des infrastructures publiques, Robert Barro conclut qu'elles facilitent la circulation des biens, des personnes, et de l'information, et que leur financement par l'impôt est alors bénéfique ».

Source : Wikipedia (consultation mars 2021)

Plus largement, la définition de biens publics dépasse la seule question de la protection sociale. Selon le PNUD, dans le cadre de son rapport intitulé « *Les biens publics à l'échelle mondiale : la coopération internationale au XXIème siècle* », quatre biens publics globaux ont été identifiés :

- l'environnement,
- la santé,
- la connaissance et l'information,
- la paix et la sécurité.

Le PNUD préconisa sur cette question la création d'un nouveau Conseil de tutelle mondial des Nations afin d'être le gardien des biens publics globaux. En 2021, tout n'est peut-être pas sans espoirs.

Conclusion

A partir de 2010, le monde se dessine multipolaire autour de quatre ou cinq grandes zones d'influences : Etats-Unis, Chine, Europe, Japon, Inde. Le fait nouveau est la forte dynamique de quelques grands émergents, les BRICS. Dans l'immédiat notamment la Chine, puis demain complétée par l'Inde.

Face à l'ampleur des évolutions économiques, géopolitiques, démographiques et environnementales, une coordination accrue s'impose comme primordiale. Les grandes institutions en cela ont un rôle majeur à jouer.

Ces dernières ont toutefois été développées dans un contexte d'après seconde guerre mondiale, dans un monde sous hégémonie américaine et de guerre froide. La réalité du capitalisme actuel est tout autre. Il doit appeler à une coordination ambitieuse des politiques du G8 sinon du G20 et non point de l'actuel G2 afin de faire face aux défis socio-économiques, de fiscalité et environnementaux.

Les revendications du sommet du G20 de Chengdu (Chine 2016) sont en partie allées dans ce sens avec, d'une part, la signature de la COP 21 de Paris et, d'autre part, une volonté de lutter plus efficacement contre les paradis fiscaux et les pratiques d'optimisation fiscales des grands groupes. Quant sera-t-il des résultats et des mises en pratique issus de la COP 26 de Glasgow ?

Mots clés : OMC – FMI – BIRD – GATT – libéralisme – capitalisme - Banque mondiale - accord de Marrakech - Plan d'ajustement structurel - règlement des différends – TRIPS – théorie de la croissance endogène.

Question de prolongement

-Les grandes institutions internationales telles le FMI, la banque mondiale et l'OMC ont-elles plutôt un rôle positif dans la réduction des inégalités de richesses des nations membres ou, au contraire, favorise-t-elle un accroissement des discriminations de richesses entre nations ?

Analysez cela sur une seule organisation de votre choix, le travail sera déjà fort conséquent. Identifiez trois recommandations politiques au niveau macroéconomique afin de tendre vers une répartition plus équilibrée.

Pistes de lecture

- Boissière, A, Carroué, L. « Atlas de la mondialisation, une seule terre, des mondes », Autrement, 2019.
- Boissin, O., « Développement économique : de quoi parle-t-on ? », Grenoble-INP, 2021.
- OMC : *l'examen statistique du commerce international* » (rapport annuel).
- Ramses 2015 "Le défi des émergents", Dunod, 2015.
- <http://www.scribd.com/doc/222646575/World-Development-Indicators> pour l'état des lieux (rapport de la Banque mondiale. Vous trouverez dans ce rapport un panorama dvp sur les questions des *indicateurs de dpt dans le monde*. Ainsi que le rapport *Données financières de la Banque Mondiale*
- [http://francais.doingbusiness.org / data](http://francais.doingbusiness.org/data) Doing Business,
- <http://www.statistiques-mondiales.com/> (notamment pour les données chômages, inflation, démographie)
- Site du Fmi : www.imf.org
- Site du groupe Banque Mondiale : www.worldbank.org
- Site de l'OMC : www.wto.org
- <http://www.scribd.com/doc/222646575/World-Development-Indicators-2014>
- http://www.economicsonline.co.uk/Competitive_markets/
- <http://www.investopedia.com/university/economics>
- <http://www.oecd.org/>
- Saez, E., Zucman, G., « *Le triomphe de l'injustice* », Seuil, 2020.

Acquis d'apprentissages

- Capacité à comprendre le rôle et le fonctionnement des principales institutions internationales.

* * *

Chapitre 3

Quel bilan retirer de la mondialisation ?



Sommaire du chapitre

Bilan de la mondialisation.

Introduction

1. Le capitalisme s'écrit au pluriel
2. Un autre monde est possible : l'alter mondialisme.

Conclusion

A-Concepts abordés

B-Acquis d'apprentissages

C-Questions de prolongement

D-Eléments bibliographiques

Objectif du chapitre : porter un bilan sur la mondialisation économique.

Introduction

Nous avons vu la fonction des grandes institutions internationales et leurs rôles depuis la moitié du XX^e siècle en tant que promotrice d'une réglementation et libéralisation des échanges. Objectif : le développement des nations.

Alors effectuons ici un point d'étape sur ce qu'est le développement économique mondial. Quels sont les résultats enregistrés ?

Il serait erroné de conclure à un tableau blanc ou noir, la mondialisation économique se révèle contrastée comme nous l'avons vu. L'identifier dans sa dynamique longue, c'est ici l'objet du chapitre.

1. Le mot capitalisme s'écrit au pluriel

Au préalable, qu'appelle-t-on capitalisme ?

Synthétiquement, nous pouvons distinguer trois formes de capitalisme :

(i) Un capitalisme anglo-saxon, s'approchant sur le plan conceptuel de la théorie néo-libérale : sur le plan économique, une place laissée à l'Etat qui se veut réduite. La fonction publique est principalement là pour assurer les fonctions régaliennes, les acteurs privés étant supposés plus efficaces pour assurer les transactions économiques.

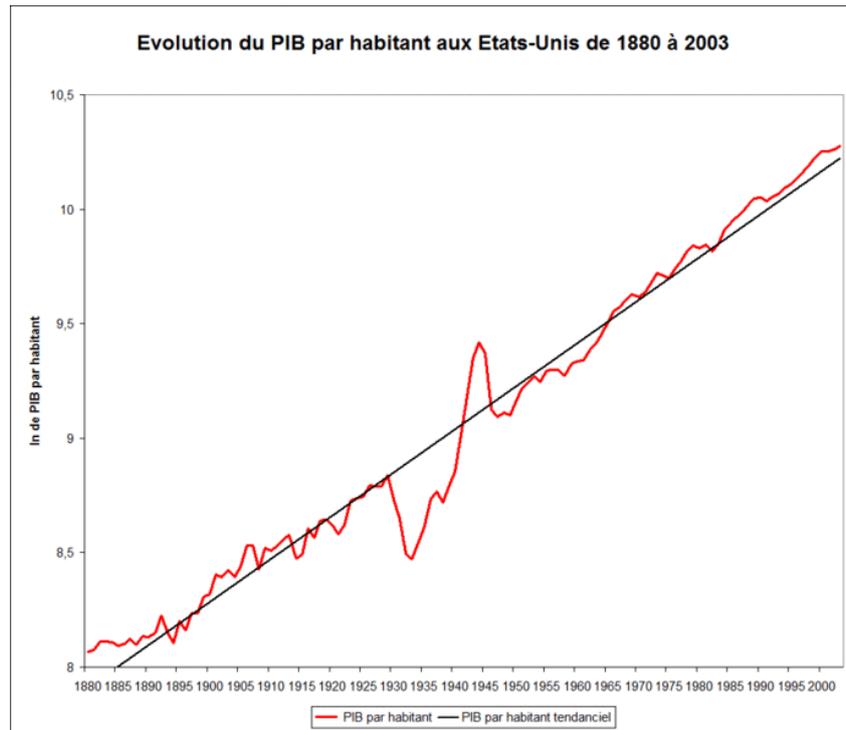
Le Royaume-Uni en offre une possible illustration depuis les années 1979 : privatisation de la SCNF britannique (*British Railway*), ou encore de la *National Health Services* depuis 1980 laissant une place croissante aux acteurs privés. Ou encore l'éloge des contrats « *Zero hours* » intensifiés par D. Cameron à partir de 2018. Eloge d'un marché du travail dérégulé. Objectif : une flexibilité permettant de tendre vers le plein emploi. Des marchés fluides (marché du travail, des biens et services, marché financier -pensons à la City de Londres par exemple- et marché monétaire) en sont une des conditions.

(ii) Un capitalisme néo-keynésien : France et pays nordiques en archétype. Les signes distinctifs ? Une administration puissante, des taux de prélèvement obligatoire non pas de 30% mais proches de 50% du PIB, et la présence de biens publics multiples (santé, éducation, amortisseurs sociaux). Il en résulte généralement une fiscalité accrue pour la société et des fonctionnements de marchés peu flexibles de par de fortes réglementations. A titre d'image, retenons par exemple un code du travail volumineux.

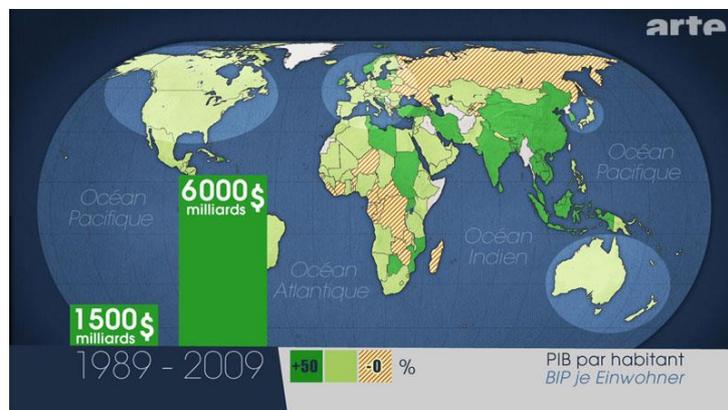
(iii) Un capitalisme d'Etat Central. La Chine ou la Russie, mais aussi le Vietnam, le Cambodge, ... En Chine, on parle non pas de capitalisme -le politiquement correct du Parti l'emportant- mais de socialisme de marché. Appelez cela comme vous voulez, nous sommes ici en pays libre. Disons un capitalisme sous contrôle de l'Etat à ses différents niveaux centraux, provinciaux et de districts. Capitalisme, car il existe des marchés financiers (bourse de Shanghai, bourse de Shenzhen, ...), marché monétaire, marché du travail (beaucoup plus flexible d'ailleurs que dans le capitalisme néo-keynésien) et un marché des biens et services en pleine expansion. Pensons à Alibaba - Ali express par exemple, le Amazon Chinois. Mais le capitalisme est d'Etat Central car la puissance publique est présente sur ces différents marchés, et souvent de manière forte. Pensons aux entreprises d'Etat par exemple. Politiquement, c'est le Parti communiste qui domine. *The Party*.

Atout du capitalisme :

Sans appel et comme nous l'avons vu, une augmentation sur longue période des richesses (PIB/h) et de l'innovation. Les capitalismes sont créateurs de richesses, qu'ils soient d'obédiences anglo-saxons, keynésienne ou d'Etat Central.



Ici, l'exemple de la croissance du PIB/h dans un pays à capitalisme d'obédience néo-libéral. Un résultat sans appel : de fortes croissances du PIB par habitant sur longue période



(Une erreur de légende bien sûr sur cette photo, milliard...).

Monde capitaliste : Plus largement au niveau mondial, une croissance spectaculaire du développement en termes de PIB/h. En 2021, environ 10.000 USD par habitant vs 1.500 USD en 1989.

Mais attention, cela ne dit rien par contre sur le coefficient de Gini* (coefficient de la répartition des richesses entre les agents). Où en sommes-nous de nos jours ? Prenez deux ou trois pays de votre choix afin d'illustrer votre analyse.

Limites du capitalisme :

- dans sa version néo-libérale et non pas néo-keynésienne, cela génère des inégalités dans la répartition des richesses au niveau des habitants. L'indice de Gini* en témoigne souvent ainsi.

-les quatre marchés (Biens & services, Travail, Finance, Monnaie) ne parviennent pas par autorégulation à l'équilibre. Or, d'après les néo-libéraux, cela devait revenir automatiquement à l'équilibre du fait d'une chute des cours sur l'ensemble des quatre marchés, et donc de nouvelles opportunités pour les investisseurs et pour les consommateurs. JM Keynes montrera toutefois avec la crise de 1930 que le chômage augmentant, il en découle une contraction des pouvoirs d'achat de la population, et donc des anticipations rationnelles des offreurs vers de nouvelles chutes de leurs carnets de commandes. D'où l'intensification des licenciements et faillites en chaîne, c'est-à-dire de nouvelle chute de la demande effective. Un cercle vicieux se met en place. JM Keynes va alors développer sa théorie sur la base de l'importance de la puissance publique pour soutenir le circuit en cas de crise et afin de réduire les déséquilibres économiques.



Henri Paulson secrétaire d'Etat au Trésor Américain. Au côté du gouverneur de la FED (Ben Bernanke) il sera la personne clé dans le considérable plan de relance opéré par l'Etat pour la relance de l'économie américaine en 2008-2010. Un plan de relance en première vague de 1.100 MM USD. Il n'avait donc guère confiance dans la soi-disant autorégulation des marchés.

Capitalisme et effets de ruissellement : ne pas être le ravi de la crèche



Comparativement aux trente glorieuses (1945-1975) et au regard de la situation croissante des inégalités au niveau mondial, on peut s'interroger sur l'efficacité des capitalismes. Y compris en France. Depuis ces dernières décennies, le monde moderne ne laisse-t-il pas progressivement une place croissante aux régulations privées des biens publics ? La concurrence appliquée à un spectre élargie d'activités publiques s'inscrit dans les droites lignes du consensus de Washington, et l'OMC en gardien du temple.

W. Beveridge est-il de nos jours encore à l'honneur ?



Dans de nombreux pays, nous assistons à un démantèlement progressif de la fonction publique. Pourtant, à ressource financière identique, dans nombre d'activités la fonction publique se révèle plus efficace en matière de bien-être collectif que le secteur privé. La plupart des études valident cela et la santé n'échappe pas à la règle. Puis en France, la crise Covid va révéler l'ampleur des erreurs commises par les politiques publiques dans la gestion financières des biens publics.

Prenez un secteur de votre choix pour caractériser cela.

Par exemple, la privatisation du secteur ferroviaire *British Rail* en Grande-Bretagne sous les deux présidences néo-libérales de M. Thatcher et J. Major en est une possible illustration.

Trouvez un contre-exemple également. Quelle conclusion en retirez-vous ?

Comme auparavant mentionné, les missions de l'OMC visent un objectif de réglementation plus équitable des échanges entre nations. En théorie l'objectif est noble : éviter la domination de la loi du plus fort. Malgré les critiques justifiées et contrairement aux analyses de la précédente administration D. Trump, son utilité demeure ainsi : elle a le mérite de poser les difficultés actuelles du commerce international autour d'une table. Là où les problèmes se font jour, ce sont les asymétries de pouvoir en matière de négociations.

De plus, le danger de la disparition de l'OMC serait la porte ouverte à l'émergence d'accords bilatéraux, ce qui profiterait encore davantage aux plus puissants : Etats-Unis et Chine en tête. Comme le note Hubert Védrine : « *Sans cadre, sans OMC, sans mécanisme de règlement des différends, ce serait la jungle des rapports de forces et la loi du plus fort* ». N'a-t-il pas raison ?

Un commerce international favorable au développement

Selon les pro-OMC, les effets positifs sont explicites tels qu'en témoignent de nombreux pays. Généralement est mis en avant l'économie de la Chine, de la Corée du sud, l'Inde et le Vietnam. L'Inde a par exemple réduit sa population de pauvres de moitié depuis le début des années 1990. Et environ 500 millions du côté de la Chine depuis 1994. Voilà sans conteste la bonne nouvelle. Quant à la mauvaise, un capitalisme nourri d'inégalités et destructeur de ressources environnementales.

Un capitalisme d'injustices ?

Au niveau mondial, le développement ne peut masquer une croissance des inégalités dans la répartition des richesses sur la période 1994-2021. Cela provient en grande partie des faiblesses d'un libéralisme privilégiant une répartition des richesses au profit des détenteurs du capital et non pas du travail. Un capitalisme d'inégalités où les conditions de travail se précarisent mondialement, où le profit se nourrit d'injustices sociales, parfois dans des proportions peu soutenables. Sans surprise, la crise Covid va intensifier cela.



Effondrement du Rana Plaza – Bangladesh (2013)

Le drame à Dhaka de l'usine textile du Rana Plaza représente un symbole possible des graves dérives de notre système économique. Mais peut-être pouvons-nous nous consoler en pensant qu'il aura permis tout au moins des avancées sur les conditions de travail des sous-traitants du textile : la passation d'une loi sur « *le droit de vigilance* ». Peut-être les géants mondiaux œuvrant dans ce secteur, tel Mango ou Primark, deux exemples de donneurs d'ordres dans ces ateliers de confection du Rana Plaza, seront-ils dorénavant plus vigilants ?

Ces avancées ne seront toutefois guère enregistrées au Bangladesh, mais en France... Cette nation sera en effet la première à légiférer sur cette responsabilité des grands groupes nationaux vis-à-vis de leurs sous-traitants. Sous risque d'une amende de 10 millions d'euros, cette loi du « *devoir de vigilance des sociétés mères* » a pour objectif de mieux contrôler à titre préventif les activités réalisées par les sous-traitants en matière de droits humains. Et plus largement de RSE. Elle concerne ici les grands donneurs d'ordres, des entreprises françaises employant plus de 5000 salariés et dont le siège social est localisé en France³⁷. Soit une maigre liste nationale de 150 entreprises. Encore bien du travail à conduire...

Pourtant, nombre d'éléments de la loi initiale seront fortement révisés à la baisse via un lobbying appuyé du MEDEF et par le Conseil Constitutionnel, mais elle n'en reste pas moins depuis 2019 une avancée significative au profit des pays les plus pauvres. Il y a probablement peu à espérer d'avancées majeures de la législation au sein de ces pays d'accueil des donneurs d'ordres. Dans le cadre du Bangladesh, son assemblée nationale par exemple est composée dans une large partie des propriétaires de ces ateliers de confection...

³⁷ Ou encore de 10.000 salariés dont le siège social est localisé à l'étranger.



Atelier de confection (Bangladesh)

Loin de l'Economie Sociale et Solidaire, un libéralisme mondial placé sous lobbying.

Les activités de lobbying sont profondément ancrées dans les principes du libéralisme. Il est endogène et la main invisible n'est qu'une supercherie intellectuelle. Il en a toujours été ainsi et le restera encore longtemps : le capitalisme est sous forte influence. Nombre de lobbyistes notamment sont là, que ce soit dans les arènes politiques, dans les coulisses, lors des communications politiques, dans les groupes de travail, ... objectif : tirer la couverture à leurs membres. Et cela à tous les échelons hiérarchiques et territoriaux : locaux, régionaux, nationaux, supranationaux... Et leurs membres ne sont généralement pas les moins nantis. Les géants de la finance, de l'agrobusiness, de la pharmaceutique, des énergies fossiles, etc. ne devraient pas démentir.

Au final, côté OMC force est de constater qu'en ce début de décennie 2020 il n'existe pas de règle égalitaire entre les membres signataires. Plus un pays est économiquement puissant, plus il a de possibilité de se faire entendre sur l'échiquier mondial. Dans le flou de ses pratiques, ses actions sont toutefois bien réelles.



La partie d'échecs (1943) - Maria Helena Vieira da Silva

Les Etats-Unis et la Chine possèdent ainsi une influence de plus en plus forte sur les émergents et les pays pauvres. La Chine-Afrique en est une des conséquences visibles sur la période en particulier 2004-2021. Et nous n'en sommes qu'au début bien probablement, comment pourrait-il en être autrement dans la cadre de la gouvernance mondiale actuelle ? Que pèse la République

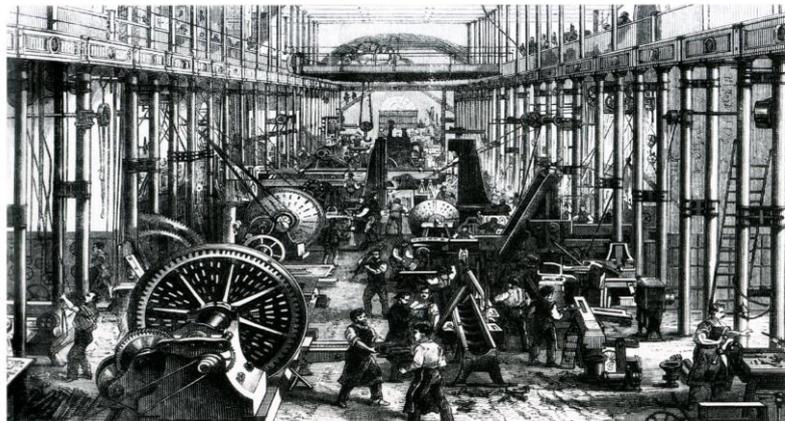
Démocratique du Congo, le Burundi ou Madagascar vis-à-vis des Etats-Unis, de la Chine ou de l'Europe ? Et lorsqu'un pays est puissant, il souhaite étendre son marché et/ou capter les richesses des pays dotés des ressources naturelles convoitées. Le cobalt ou le nickel par exemple de la RDC pour les fabricants de batterie ion-Li, l'uranium du Niger pour la filière nucléaire notamment française, le programme OBOR³⁸ impulsé par la Chine à partir de 2017 afin d'exporter les surcapacités de production de la nation, etc.

A contrario, un pays peu performant a tendance à se refermer pour protéger ses bases. C'est dans son intérêt. Un protectionnisme sélectif, au profit de la montée en compétences de la nation. C'est la théorie de F. List, écrite au milieu du XIX^e siècle. Loin d'une approche néo-libérale puriste, il s'agit ici d'une approche nuancée, pertinente et intelligente.

Illustration par un retour sur l'histoire

Les théories du libéralisme ont été fondées au XVIII^e siècle en Angleterre alors que le pays témoignait d'une très grande avance économique et technologique. De l'autre côté de la manche, au XIX^e siècle l'Allemagne d'O. Von Bismarck était encore en retard sur la révolution industrielle.

La chancellerie a alors décidé d'adopter un protectionnisme sélectif pour rattraper son retard économique sur la Grande- Bretagne. Secteurs priorités ? Mécanique, sidérurgie, chimie, électricité.



L'Allemagne Bismarckienne témoigne d'un rattrapage lors de la seconde révolution industrielle par une politique de protectionnisme de ses industries naissantes. L'on nomme cela la thèse de F. List.

Ici une manufacture de machinerie en Allemagne (1868).

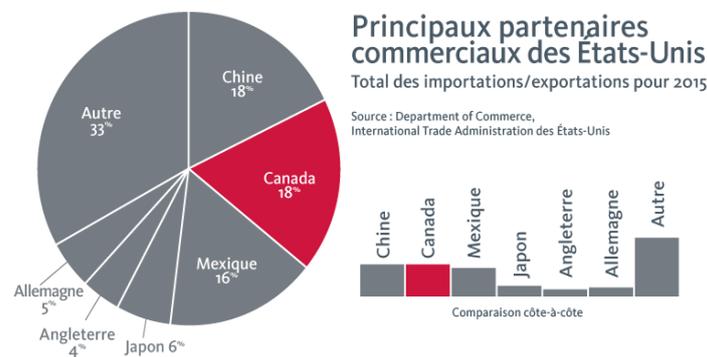
C'est seulement une fois ce retard rattrapé que l'Allemagne va décider de diminuer ses entraves au commerce et à l'accueil de l'IDE. Cette stratégie a été théorisée comme un « protectionnisme éducateur » sous la plume de F. List³⁹.

³⁸ « One Belt One Road » (les nouvelles routes de la soie).

³⁹ D'après F. List, les entreprises nationales ne peuvent se développer si le marché est déjà occupé par les entreprises de pays étrangers économiquement plus avancés. Le « protectionnisme éducateur » a pour objectif de protéger sur le moyen terme le marché national afin de permettre sur le long terme un libre-échange qui ne soit pas à sens unique. Son but est l'éducation industrielle d'une nation. Sa théorie concerne donc particulièrement les pays en voie de développement (source : Wikipédia 2017). Cette thèse est développée dans l'ouvrage central de l'auteur : Friedrich List, *Système national d'économie politique*, édition d'Henri Richelot, Paris, 1857.

Elle demeure le plus souvent validée, y compris de nos jours avec le cas d'école de l'économie chinoise. Les autorités de Pékin lors de la réunion du G20 à Chengdu en 2016 (Chine) ne se faisait-il pas l'écho d'une volonté d'abaissement des barrières tarifaires et non tarifaires du reste du monde afin de stimuler ses exportations alors que, dans le même temps, Pékin restait inflexible à l'ouverture de son marché sous principe qu'elle serait -paraît-il- encore une économie émergente ?

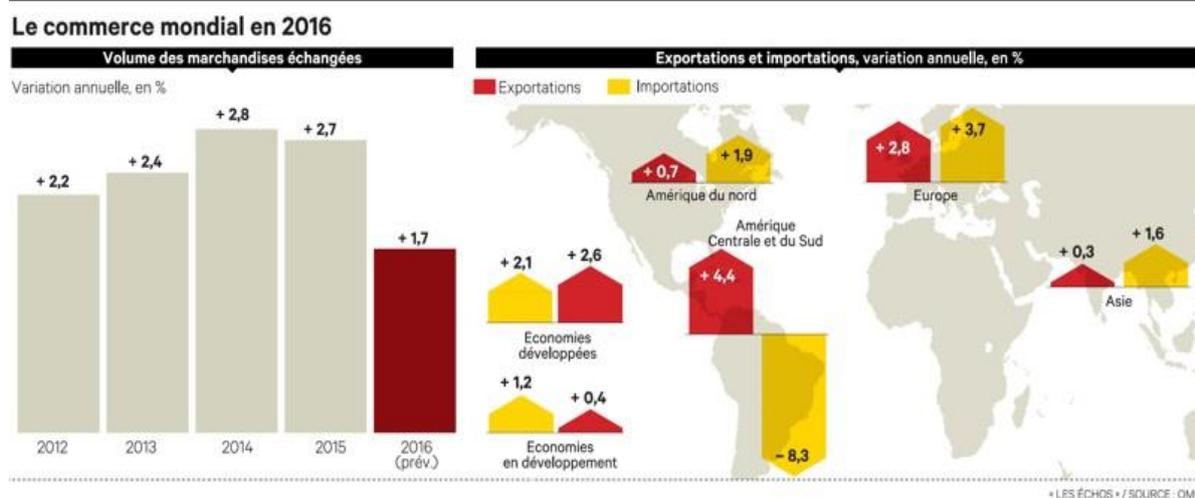
La Chine n'a de cesse que de vouloir exporter son chômage. Elle y parvient notamment en Europe et aux Etats-Unis, ce dernier représentant le premier absorbeur net des conteneurs quittant Tianjin, Shenzhen, HK ou Shanghai.



A partir de 2014, les données de la croissance du commerce international se contractant toutefois, on ne peut qu'entrevoir une intensification des tensions à venir. Les positions de l'administration D. Trump formulées en 2018 sur l'augmentation des mesures protectionnistes vis-à-vis notamment de la Chine en seront alors emblématiques. La Chine peut en sortir touchée, ses exportations étant principalement absorbées par les Etats-Unis. En matière de commerce international, l'économie mondiale ne serait-elle pas qu'une partie de jeu d'échec ?

On peut rester critique sur l'étrange personnalité de D. Trump, mais pour la première fois depuis 1978 Pékin reculera. Xi Jinping prendra la menace au sérieux. Leur plus grande crainte, que le Japon et l'Europe s'alignent sur de plus fortes exigences commerciales. Jusqu'ici le déséquilibre était en effet largement au profit de l'empire du milieu. Pour les étrangers parcourant le pays depuis 1993, cela est connaissance commune : cette nation n'est aucunement ouverte mais fortement protégée sous les doubles volets tarifaires et non-tarifaires. Et son adhésion à l'OMC en 2001 n'y changera rien.

Pourtant la Chine n'est plus un pays pauvre justifiant des aménagements protecteurs, mais bien la première puissance industrielle mondiale. Et après-demain probablement la première puissance mondiale devant les E.U.



Un peu de hauteur

Retournons aux grandes signatures. Selon F. Braudel, une grande diversité de trajectoires de développement existe. Elles témoignent d'une multiplicité de régulations sociétales. Claude Lévi-Strauss ne dira pas autre chose. Mais peu à peu, les amérindiens de la forêt amazonienne comme les africains, les Inuits comme les indiens d'Amérique, les sherpas des Andes comme les indigènes d'Australie seront soumis aux logiques du capitalisme dictées par les pays dominants. Les pays du centre, industrialisés, ceux ayant la maîtrise des sciences et techniques.

Nourri de marchés, les tenants du capitalisme vont développer la mondialisation mais avec ses règles propres, sinon ses dictats. Il en découlera des pertes de richesse des trajectoires sociétales, des modes de développement bousculés, des cultures en voie de normalisation, sinon de disparition pour se fondre dans les nouvelles logiques marchandes. L'étalon en sera la monnaie. Plus exactement le profit, la pierre angulaire du capitalisme.

L'esclavagisme économique s'inscrira dans ce contexte, sur longue période et dans des proportions parfois alarmantes. En fondement, un capitalisme se nourrissant le plus souvent d'écartés économiques entre les nations. Nombre d'analyses de K. Marx dans ses ouvrages maîtres (Le Capital I et II) de la fin du XIX^e restent de nos jours d'une surprenante véracité.

Cette mondialisation de plus en plus financiarisée se fera par ailleurs au détriment de l'environnement comme nous le savons. J. Stiglitz, l'un des meilleurs macro-économistes mondiaux actuel soulignera ainsi dans son ouvrage *La Grande Désillusion* que « la mondialisation, ça ne marche pas. Ni pour les pauvres, ni pour l'environnement ».

Il avance l'idée que les pays occidentaux sont hypocrites. Affirmer réduire la pauvreté tout en organisant dans le même temps une mondialisation captatrice de manière disproportionnée des richesses des nations. Par ailleurs, les Etats-Unis imposent des principes d'extra-territorialité bien discutables en termes d'égalités et de symétries d'organisation des relations internationales.

Il est à noter que de telles critiques viennent du cœur du système puisque J. Stiglitz a été premier vice-président de la BIRD. J. Stiglitz ne dit nullement que la mondialisation n'apporte rien aux pays, mais que son organisation actuelle par le trio FMI-BIRD-OMC ne respecte pas les priorités originelles et que l'urgent des réformes se fait toujours attendre.

**« Extra-territorialité des lois américaines :
La France veut un système similaire à celui des Etats-Unis »**

Source : Michel Cabriol / 18/10/2017

"On demande l'autorisation aux États-Unis : est-ce que c'est possible, est-ce que ce n'est pas possible, est-ce qu'on va avoir des sanctions ou pas ? On ne peut pas s'en tenir à cela. Il faut que nous nous dotions d'outils de riposte qui sont beaucoup plus efficaces", a expliqué Bruno Le Maire. Le ministre de l'Economie et des Finances a appelé à une "réciprocité des règles" dans le commerce mondial, estimant que l'Union européenne (UE) devait se doter d'un "dispositif de riposte" à l'extraterritorialité des lois américaines.

Interrogé par La Tribune sur ce dossier très sensible après les amendes américaines sur Alstom, Technip, Total, BNP Paribas et Crédit Agricole, le ministre s'est dit "*favorable*" à ce que l'UE se dote "*d'un dispositif de riposte similaire, et que nous ouvririons, nous Français, avec nos partenaires européens, la réflexion sur ce type d'outils*".

"Le commerce mondial doit être fondé sur un principe d'équité et de stricte réciprocité des règles. Ce n'est pas le cas aujourd'hui", a regretté Bruno Le Maire en marge d'un déplacement à la "Digital factory", inaugurée par le groupe d'électronique Thales.

Évoquant une réflexion seulement "*embryonnaire*", Bruno Le Maire a estimé que ce dossier est un "*objectif à long terme*" qui "*prendra beaucoup de temps*". Mais selon lui, "*il faut ouvrir cette discussion mais cela me paraît un enjeu absolument fondamental*". D'autant plus qu'il considère que la loi Sapin 2 "*n'est pas à la hauteur des enjeux*". "*Ce qui est à la hauteur des enjeux serait que l'Europe soit capable elle-même de définir ses propres intérêts commerciaux, de dire ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas et de pouvoir en discuter avec ses partenaires américains et chinois d'égal à égal*", a-t-il expliqué.

Par ailleurs, Bruno Le Maire a rappelé que "*dans le monde vers lequel nous allons, où en matière commerciale on ne fait aucun cadeau, l'Europe ne doit pas se contenter de se faufiler entre les gouttes pour essayer de préserver ses marchés (...)* On demande l'autorisation aux États-Unis : est-ce que c'est possible, est-ce que ce n'est pas possible, est-ce qu'on va avoir des sanctions ou pas ? On ne peut pas s'en tenir à cela. Il faut que nous nous dotions d'outils de riposte qui sont beaucoup plus efficaces", a-t-il insisté.

Bruno Le Maire demande à Washington de la clarté sur l'Iran

Le ministre, qui précise avoir abordé récemment le sujet avec le secrétaire américain au Commerce, Robert Lighthizer, a notamment insisté sur l'incertitude qui pesait sur les entreprises européennes depuis la décision prise par Donald Trump de "décertifier" l'accord sur le nucléaire iranien. "*Je lui ai demandé qu'il fasse preuve de la plus grande clarté, de façon à ce que nos entreprises ne se retrouvent pas dans une situation intenable où elles auraient à payer des amendes considérables au nom de sanctions extraterritoriales*", a expliqué le ministre.

L'extraterritorialité des lois américaines, en vertu du Foreign Corrupt Practices Act (FCPA) de 1977, permet aux États-Unis de traquer les malversations d'une entreprise partout sur le globe, dès lors que ses transactions transitent par le circuit financier américain. Un instrument de puissance au service de ses intérêts... Plusieurs entreprises européennes ont déjà été sanctionnées durement. En 2008, l'allemand Siemens a dû s'acquitter de 800 millions de dollars pour des versements de pots-de-vin en Argentine ou au Venezuela. Et en 2014, le français Alstom a dû verser 772 millions de dollars pour des faits de corruption dans plusieurs pays, dont l'Indonésie. La querelle transatlantique la plus emblématique, toutefois, n'est pas liée à la loi FCPA mais aux violations d'embargos. En 2014, la banque BNP Paribas a ainsi dû verser 8,9 milliards de dollars pour des transactions menées hors des États-Unis, mais avec des pays sous embargo américain, comme l'Iran ».

Puis une nouvelle pièce fera son entrée sur l'échiquier mondial : la Chine. A partir du XXI^e siècle, le monde va se trouver alors plongé dans un avenir de moins en moins soutenable. Et cela à brève échéance. 2035 ? Oui, l'hyper-capitalisme est fondamentalement déséquilibré et les registres statistiques de l'AIE, du GIEC ou de la Banque mondiale ne démentent pas.

2. L'alter mondialisme : un autre monde est possible.

Pour la plupart des altermondialistes, une autre approche du développement est possible. Et s'impose de manière urgente. Une économie sociale et solidaire, en RSE, en gouvernance démocratique, multi acteurs et multi-parties prenantes. Non pas de la RSE cosmétique à la Mac Donald, Glencore, HSBC, H&M ou autres entreprises de confection en salaire de misère et division du travail exacerbée, mais une RSE pleine et entière, intégrée.

De nos jours, le taylorisme n'est pas mort.

A la Charlie Chaplin (*Les temps modernes*), il n'a jamais été autant étendu à l'échelle internationale.



Fabrique de chaussures par l'entreprise chinoise Huajian, ici installée en Ethiopie pour des raisons principalement de faiblesse des coûts de la main d'œuvre locale.

L'Altermondialisme, cela n'est pas de l'anti-mondialisme, ce dernier terme n'a d'ailleurs aucun sens, seuls quelques personnes manquant un brin de clairvoyance peuvent penser cela.

L'ouverture des frontières est en réalité la plus sûre des voies pour le rapprochement des nations et des peuples, et l'émergence de solutions. Métisser les compétences et les ressources pour faire face aux défis actuels et à venir. Et puis nous avons besoin de coton pour s'habiller, d'acier pour forger des outils, de blé pour se nourrir, d'ampoule pour avoir de la lumière, de silicium pour calculer, etc.

Les altermondialistes sont donc non pas anti-mondialistes mais des partisans d'une « mondialisation autrement ». Les mouvements altermondialistes, certes disparates et peu organisés, avancent ainsi leurs arguments sur la base de constats souvent solides. Selon les membres d'Attac par exemple, il y a l'acceptation de l'idée d'un monde global et ouvert à la diversité, mais non sous le dictat des marchés financiers. La messe quotidienne des indices boursiers Dax, Dow Jones, CAC 40 ne doit aucunement prévaloir. Pourquoi de tels honneurs sont-ils fait en effet à la maximisation des valeurs actionnariales ?

Depuis trente ans, nous vivons dans des « républiques d'actionnaires » pour reprendre le titre d'un livre de P.Y Gomez. Pourtant datée, cette formulation est toujours d'actualité. Plus que jamais. P.Y. Gomez n'est point un membre du collectif Attac, mais plus simplement un enseignant-chercheur dressant un constat peu contestable du primat d'un capitalisme mondial sur financiarisé. Trop souvent les managers des grandes compagnies ne se résument qu'à de simples mercenaires au service de leurs actionnaires. Loin d'une démarche en RSE, le temps des inégalités ne cesse de s'imposer mondialement depuis les années 1980.

**« La république des actionnaires :
le gouvernement des entreprises, entre démocratie et démagogie »**

P.Y. Gomez Syros Ed., 2001.

« Aujourd'hui, un quart de l'épargne des Français est placée sous forme d'actions, un million de salariés sont actionnaires de leur propre entreprise... et cela devrait changer la façon dont les entreprises sont gouvernées. Mais dans quel sens ? Pour Pierre-Yves Gomez, théoricien reconnu du management, la réponse est ouverte : certes, le développement de l'actionnariat de masse construit une république des actionnaires où tous, ayant droit de vote, partagent le pouvoir d'élire le gouvernement d'une entreprise ; mais, de fait, cette république est aujourd'hui dévoyée par une technocratie démagogique qui fonde son pouvoir sur la spéculation boursière. Tout l'enjeu est alors de savoir s'il est possible de démocratiser cette république en devenir. Pour cela, l'auteur démonte les mécanismes par lesquels des dirigeants et spéculateurs démagogues imposent leurs intérêts au nom de la défense du salarié et de l'actionnaire. Mais il montre aussi à partir de nombreux exemples trop méconnus, tels que le combat des congrégations religieuses ou des fonds de pension des syndicats de salariés aux Etats-Unis, des associations d'actionnaires minoritaires ou des fonds de placements éthiques) comment des actionnaires activistes tentent d'allier démocratie et efficacité dans l'entreprise. L'histoire n'est donc pas déjà écrite : ni capitalisme populaire heureux ni paravent d'un capitalisme aristocratique, la république des actionnaires actuelle est une étape nouvelle, et encore incertaine, dans l'évolution des entreprises (mais les formes de la démocratie politique en France n'évoluent-elles pas aussi depuis 1789 ?). Cet essai rigoureux et stimulant remet en cause bien des idées reçues et permet à chacun de comprendre la nouvelle responsabilité devant laquelle il se trouve désormais placé ». (Google Books).

De nos jours, l'économie mondiale atteint ainsi une ampleur inégalée de transactions financières comparativement aux données de l'économie réelle. Des transactions de près des 3.000 ou 4.000 milliards de dollars enregistrés chaque jour à l'issue des séances boursières. La majeure partie découle d'opérations spéculatives, avec par ailleurs des prises de risque bien souvent non assumés par les agents financiers.

La crise de 2008 en est une illustration symbolique. Les banques systèmes à l'origine du krach n'ont-elles pas renouées très tôt avec les profits grâce aux soutiens de l'argent public ? Les Etats nations, les grandes institutions internationales et les banques centrales à leurs secours ? Le « *Too big to fail* » : ne pas laisser mourir les plus gros.

Géographiquement plus proche de nous, à l'heure où l'Italie flirte avec la Ligue et le mouvement 5 étoiles, c'est environ 400 millions d'euros de créances douteuses qui dorment dans les principales banques italiennes.

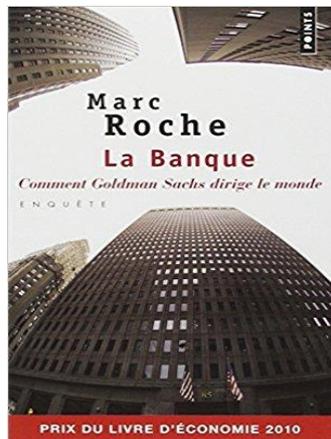
Quant aux principales grandes banques d'Etat chinoises, la situation est proche également du critique et hormis le pouvoir de Pékin nul ne connaît en réalité l'ampleur de leurs créances douteuses en 2021. Attac dénonce ainsi sans surprise ces pratiques :

« L'éloge de la globalisation au service du bien-être général ne s'est pas avéré réelle, loin s'en faut. Alors qu'une minorité de profiteurs s'enrichit et renforce son pouvoir, la précarité, l'exclusion et la pauvreté gangrènent les sociétés avec une acuité accrue aux quatre coins du monde. Le fossé qui sépare les nations industrialisées – tout aussi bien les unes entre les autres – et les pays en développement ne cesse de se creuser. La résolution de graves problèmes écologiques est reportée aux calendes grecques. Les systèmes de protection sociale sont démantelés dans le seul intérêt d'entreprises et de possesseurs de capitaux. » (Source : site Attac).

Parmi ses revendications, soulignons selon la source du site Attac :

- « l'introduction d'un impôt sur les transactions financières internationales (taxe Tobin) ;
- la fermeture des paradis fiscaux et des "centres bancaires extraterritoriaux" ; Pensons au Panama révélé par le scandale du « Panamas Papers » ou encore aux Bahamas.
- le rejet de toute privatisation des caisses d'assurance vieillesse ;
- l'annulation des dettes des pays en développement ; (cette question est très complexe et il conviendrait plus justement de parler d'une annulation partielle des dettes)
- la surveillance accrue des activités boursières et bancaires des investisseurs dits institutionnels ;
- la stabilisation des cours de change entre les trois monnaies principales que sont le dollar, l'euro et le yen ;
- une plus forte imposition des revenus du capital et des grandes fortunes ».

Faites votre propre analyse, cela notamment au regard des statistiques disponibles. Comprendre ces dynamiques nécessite d'investir également le fonctionnement des institutions financières et bancaires mondial. Une riche introduction à cela serait peut-être le voyage que nous propose M. Roche⁴⁰ dans la banque probablement la plus influente du monde : Goldman Sachs.



Que retenir de tout cela ?

D'une part, et au-delà des habituelles messes en *Green et Social Washing*, le développement de l'économie mondiale laisse de nombreuses questions en suspens. Une possible conclusion serait de dire que les organismes supranationaux actuels nous offrent la « moins pire » des solutions pour tenter d'amoindrir les dérives.

⁴⁰ Bien qu'ici mentionné dans un paragraphe relatif aux positions d'Attac, soulignons que cet auteur n'a pas d'appartenance particulière avec ce mouvement.

D'autre part, il paraît essentiel d'instaurer des contre-pouvoirs majeurs au sein des institutions, et plus largement des sociétés afin de mettre à jours les problèmes générés et souvent minimisés, sinon occultés. L'alter mondialisme -dont Attac qui en représente un de ses ambassadeurs- témoigne de ces nécessaires contre-pouvoirs.

Sur le plan des mesures, afin de développer des trajectoires plus cohérentes il serait pertinent d'instaurer des règles telles que :

-Des clauses sociales instituées par des institutions supranationales telles que l'OMC pour pousser à une amélioration globale des conditions de travail dans les pays les plus pauvres. Des clauses dites de « *Social Compliance* ». Il reste beaucoup à faire en la matière et les tensions de retrait des Etats-Unis de l'institution sous présidence D. Trump laissaient nombre de questions ouvertes. L'administration J. Biden redonne sur cette question de la stabilité.

Que cette mention de clauses sociales n'omettent de multiples initiatives développées dans le monde des entreprises. De A. Raymond à Patagonia, de Michelin à Danone, de la Banque Postale à la Maïf, d'Air Liquide à Décathlon, etc.⁴¹ des initiatives porteuses se développent parfois plus rapidement qu'on ne le pense. Mieux encore, des structures revendicatrices de gouvernance fondamentalement démocratiques telles que les SCOP et autres structures de l'ESS comme les SCIC, PTCE, les mouvements associatifs⁴², ... ouvrent des voies fortement positives.

-A minima, des chartes qualité par les entreprises pour réduire par exemple leurs empreintes écologiques. S'engager dans des démarches en RSE. Il s'agit ici de mesures à minima, car il ne faut pas être candide sur le contrôle effectif des mesures retenues dans ces chartes. Un catalogue de bonnes intentions bien souvent. Le volet de la fiscalité verte doit être développé de manière substantielle. A la fois par le marché des droits à polluer (incitation par les quantités) mais aussi et surtout par les écotaxes et les normes (injonction et régulation par les prix). C'est seulement sur ces bases que l'on pourra enregistrer de réelles avancées et l'atteinte d'une neutralité carbone⁴³.

-Sanctionner sans ambages les comportements « voyous ». Pensons par exemple à la gestion des déchets en Italie par la mafia, le tout sous couvert de subventions européennes. Sur le fonds, il y a urgence à instituer un système beaucoup plus cohérent sur le plan du développement durable, contraignant et contrôlé. Cela commence bien timidement à émerger sous formes de lois, de normes et de réglementations. Pensons par exemple aux normes *Reach* appliquées aux produits chimiques.

-Des pratiques plus généralisées des réseaux de commerce équitable. Ces types de commerce reposent sur quatre principes généraux :

- (i) une juste rémunération des producteurs des fruits de leur travail ;
- (ii) un respect des règles fixées par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) ;
- (iii) des relations inscrites dans la confiance et la durée au sein de la filière ;

⁴¹ Sur l'entreprise grenobloise A. Raymond spécialisée dans les solutions de fixation et disposant de plus de vingt sites dans le monde, vous pouvez dans l'immédiat consulter par exemple leur rapport « Code de conduite et d'Ethique d'A. Raymond » disponible sur leur site.

⁴² Société coopérative, Société d'intérêt collectif, Pole Territorial de Coopération Economique (PTCE), ...

⁴³ Concernant la fiscalité verte en tant que levier aux innovations vertes, le lecteur peut se reporter au manuel « Innovation durable et circularité industrielle » (Vol.1, chapitre 3), disponible sur votre intranet.

(iv) des pratiques respectant l'environnement et la biodiversité.



-Une réglementation drastique contre les pratiques dominatrices à la « Amazon » généralisant dans l'ensemble des pays pénétrés la précarité du travail, la capture des données privées comme des données publiques, le démantèlement progressif des biens publics, l'évasion fiscale tout en bénéficiant des infrastructures publiques des nations.



Aux antipodes d'une démarche en économie sociale et solidaire,
le monde selon Amazon

Sous domination de ces empires aux pouvoirs progressivement monopolistiques et témoignant de rendements croissants, peu à peu nous assistons depuis 2000 à une désappropriation sinon déshumanisation du monde. Dans l'esprit de ces géants du numérique où l'objectif est le « toujours plus », la logique poursuivie consiste à orienter l'humain vers une société d'individualismes hyper consuméristes. Sur l'autel de la société, les placer sous contrôle de leurs organisations, sous contrôle de leurs algorithmes. Objectif ? la recherche d'une maximisation des profits. Mais des rentes qui convergeront selon forte probabilité au profit d'une très faible minorité.

Le monde selon Amazon



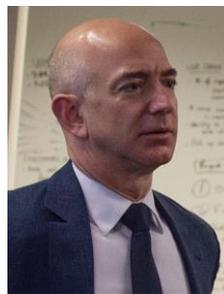
Entrepôt Amazon (UK). Mais il en est de même tout autour de la planète.

Afin de ne pas perdre leurs emplois, des ouvriers américains expliqueront en 2021 qu'ils préfèrent uriner dans des bouteilles sur leur lieu de travail plutôt que de prendre la pause sanitaire s'imposant.

Et dans le même temps, Jeff Bezos, PDG du groupe Amazon, fanfaronnera sur son statut de première fortune mondiale et sur l'avenir de l'humanité d'aller vivre sur la lune.

En prospective et à la lumière des avancées de l'IA dont ils se font les apôtres, ces empires ne participent-ils pas finalement à développer des humains ressemblant de plus en plus à des artefacts ou à des humanoïdes des micro-clics ? Puis une fois les actions automatisables et le profit dictant cela, les jeter tels des kleenex ?

Il est urgent que les humains comme les Etats portent un regard critique sur ces visées et stratégies déployées par ces nouvelles firmes-mondes. Les GAFA et autres BATX. Il est urgent que les humains comme les Etats conservent la maîtrise de leurs données, de leur patrimoine, de leur culture, de leur histoire, de leurs construits publics. Qu'ils veillent au primat des éléments constitutifs de leurs sociétés, de leurs liens sociaux, de leurs territoires. Le primat de leurs esprits critiques aussi.



Jeff Bezos

1ere fortune mondiale 2018 (env 130 MM USD)

La crise 2020 renforcera son pouvoir au détriment des petits commerces qui seront touchés de plein fouet par la crise du coronavirus. En cible commerciale prioritaire actuelle du groupe : l'Inde.

Répartition des milliardaires dans le monde

World rank	Continent	Number of billionaires	Richest in the continent	Net worth in billions (USD)	Date updated
–	World	2,208	Jeff Bezos	132.8	May 2018
1	Asia	719	Ma Huateng	51.1	April 2018
2	North America	631	Jeff Bezos	132.8	May 2018
3	Europe	559	Bernard Arnault	83.7	May 2018
4	South America	85	Jorge Paulo Lemann	29.7	January 2018
5	Oceania	35	Gina Rinehart	17.40	2018
6	Africa	25	Aliko Dangote	14.1	March 2018

(Source : Wikipedia, 2018)

Propos de Jeff Bezos, PDG d'Amazon. De son culte d'un *Black Friday* en continu, le symbole dominant de notre nouvelle société du numérique nous explique que l'avenir est dorénavant à la colonisation de l'espace :

« *Loin de la stagnation, la clé de la survie est l'espace. D'où l'importance de notre projet Blue Origin* ».



Programme Blue Origin d'Amazon.
Coloniser l'espace.

Mélanie Laurent, Cyril Dion⁴⁴ ou encore Pierre Rabi nous diraient-ils pas de leurs côtés : pourquoi ne pas prendre plus simplement soin de la terre ?



Film *Demain /Après demain*. D'autres voies possibles ?
(Mélanie Laurent, Cyril Dion)

Quant à ses stocks d'inventus, Amazon a généralement pour politique de les détruire. C'est paraît-il plus efficace et rapide. Et les comptables attestent : c'est plus profitable.

Puis, un peu plus loin des entrepôts, plus proche des actionnaires, des verdissements de pages en *Green Washing et Social Washing*, Pour la presse, pour les rapports annuels.

Karl Marx avait écrit quelques instructives lignes en 1867 dans son inachevé *Capital* : « *Accumuler, c'est conquérir le monde de la richesse sociale, étendre sa domination personnelle, augmenter le nombre de ses sujets, c'est sacrifier à une ambition insatiable. Mais le péché originel opère partout et gâte tout* ».

Jusqu'où nous amènera l'hyper-capitalisme ?

Conclusion

L'évidence est bien là : les trois formes de capitalismes contemporains ne sont pas durables en l'état et souffrent par ailleurs d'un manque de coordination internationale afin de faire face aux

⁴⁴ Les réalisateurs du film *Demain* 2015 puis *Après demain* en 2018.

transitions à mener. Le devenir d'une OMC orpheline des Etats-Unis ne serait ainsi aucunement une solution dans ce contexte, seulement une intensification des problèmes économiques, sociaux et environnementaux. Sans pour autant laisser supposer une conversion à l'économie sociale et solidaire, la décennie 2020 s'ouvre sur de plus optimistes chemins. La nouvelle présidence J. Biden va renouer non seulement avec l'accord de Paris, mais aussi avec une volonté de dialogue avec l'Europe. Bonne nouvelle car urgence climatique il y a.

Mots clés : Biens publics mondiaux – Alter mondialisme – Antimondialiste – Politique Beveridgienne - théorie du protectionnisme de F. List – Economie sociale et solidaire.

Question de prolongement

-Contrairement à leurs éloges des thèses des libertariens, le monde selon les GAFAM ou encore BATX ne représentent-ils pas une nouvelle forme de réduction des libertés des individus, sinon de totalitarisme ? Si oui, comment limiter ces dangers ? Identifiez trois actions concrètes au niveau du quotidien et trois recommandations politiques au niveau macroéconomique.

Pistes de lecture

- Boissière, A, Carroué, L. « Atlas de la mondialisation, une seule terre, des mondes », Autrement, 2019.
- Boissin, O., « Développement durable : des chiffres et des étoiles » 2021 (disponible sur votre intranet)
- Demoustier, D., « L'économie sociale et solidaire », La Découverte, 2003.
- Ramses 2015 "Le défi des émergents", Dunod, 2015.
- <http://www.scribd.com/doc/222646575/World-Development-Indicators> pour l'état des lieux (rapport de la Banque mondiale. Vous trouverez dans ce rapport un panorama dvp sur les questions des *indicateurs de dpt dans le monde*. Ainsi que le rapport *Données financières de la Banque Mondiale*
- <http://francais.doingbusiness.org/data> Doing Business,
- <http://www.statistiques-mondiales.com/> (notamment pour les données chômeurs, inflation, démographie)
- Site du Fmi : www.imf.org
- Site du groupe Banque Mondiale : www.worldbank.org
- Site de l'OMC : www.wto.org
- <http://www.scribd.com/doc/222646575/World-Development-Indicators-2014>
- http://www.economicsonline.co.uk/Competitive_markets/
- <http://www.investopedia.com/university/economics>
- <http://www.oecd.org/>
- Saez, E., Zucman, G., « Le triomphe de l'injustice », Seuil, 2020.

Acquis d'apprentissages

- Aptitude à identifier, à collecter et analyser des grandeurs statistiques afin de caractériser une question d'économie internationale.

* * *

Chapitre 4

L'international, c'est aussi l'interculturalité.

« ...En somme la beauté est partout.
Ce n'est pas elle qui manque à nos yeux,
ce sont nos yeux qui manquent à l'apercevoir... »

Boris Vian



Sommaire

Introduction

- 1-Idées désordonnées
- 2-Bref retour historique
- 3-Divagations

Conclusion

- A-Résumé
- B-Concepts abordés
- C-Acquis d'apprentissages
- D-Questions de prolongement
- E-Eléments bibliographiques

Objectif du chapitre : approcher la richesse et la complexité de l'interculturel. Ici avec l'Empire du Soleil levant.

Introduction

Nous ne parlerons ici ni des Etats-Unis ni de la Chine, ni des lobbyings ni des totalitarismes, ce sera juste un peu de souffle, d'air pur, approcher la richesse de l'autre, l'interculturalité. C'est aussi cela l'international. Et en Asie se trouve également le Japon, alors partons au pays du soleil levant.

Il s'agit ici d'une réflexion issue d'un séminaire « pays ». C'était le 2 mai 2018 à l'UGA⁴⁵, une conférence finalement d'interculturalité. La conférencière madame Kyomi Pujiyoshi a eu la

⁴⁵ Université Grenoble-Alpes.

gentillesse de nous faire partager la culture de son pays. Je vous livre ici une lecture sans doute trop personnalisée de ses propos. Frappe rapide et de personnelle divagation, faites le tri, structurez, critiquez, amendez, le Japon a tant à nous enseigner.

I-Japon : idées désordonnées.

-« Au Japon, on ne dit pas NON. Si votre interlocuteur souhaiterait exprimer cette négation, il vous dira : *Je vais y penser, Je vais voir ce qu'on peut faire, Cela sera peut-être un peu difficile* » Il en est ainsi.

Comme vous l'avez compris, ce n'est pas comme en Allemagne où lorsqu'on vous dit *Oui* ou *Non*, cela signifie Oui ou Non. C'est pas mal cela d'ailleurs... Attention, dans vos futurs professionnels, avec vos homologues asiatiques plus généralement, cela pourra vous jouer des tours. En général le refus du non explicite est exprimé afin de ne pas vous froisser. Par respect pour vous. C'est là la clé de voute de la société japonaise.

-« Dans les relations professionnelles, les japonais ne se nomment pas souvent par leur prénom. Cela peut être choquant. Il y a des titres à respecter ». *Sensei* par exemple si c'est un professeur. Souvenez-vous, comme dans Black et Mortimer avec « *Les 3 formules du Pr Sato* ».

-Ne pas écrire sur les cartes de visite (si vous le faites toutefois, pas devant vos interlocuteurs mais une fois la journée terminée. D'un point de vue fonctionnel, cela pourra vous aider en effet à retrouver le fil. Dès que cela s'accumule, les cartes deviennent si vite anonymes Attention, la carte de visite est majeure au Japon (comme dans beaucoup d'autres pays asiatiques) dans le sens où elle est perçue comme le prolongement de l'être. C'est son identité qui vous est offerte et non pas un simple morceau de carton. Symboliquement, cela est très différent, d'où un rituel important et formel lors de la passation des cartes (la carte tenue à deux mains, posture courbée, etc.).

-Être à l'heure, c'est être 5 mn en avance. Bref, les japonais ne sont pas des adeptes du quart d'heure grenoblois.

-Syndicalisme : présent, mais aux actions très peu conflictuelles au Japon. La culture du dialogue prédomine ainsi qu'une forte éthique et un dévouement au travail. Durant une grève, souvenez-vous par exemple qu'ils mettent un bandeau autour du bras en signe de désapprobation, mais tout en allant au travail. Cela signifie qu'ils sont en grève. Bref, ce n'est pas Sud à la SNCF. Le MEDEF adorerait sans doute.

-Ecole et agenda universitaire : Juillet – Août en vacances d'été. A l'université, programme articulé en 2 semestres, avec 2 sessions de contrôle. Proche de la France donc sur ces questions de planning scolaire. Les collèges et lycées fréquentés par l'élève sont très importants pour la suite de leurs études (systèmes scolaires très discriminés, notamment entre ville et campagne). Souvent l'élève suit par ailleurs des cours complémentaires après la classe (fréquent de travailler jusqu'à 23h. En rythme prépa finalement, mais cela dès la primaire). Souvenez-vous qu'il en est de même en Corée du Sud. Ce dernier pays reste le meilleur élève du Japon sur nombre d'éléments. N'hésitez pas à travailler son histoire et développement, ce pays est tellement prometteur sur le plan technologique et industriel notamment. Ancienne colonie japonaise par ailleurs (1905-1945), ce qui explique nombre de similitudes entre les deux nations, par exemple dans l'organisation des

entreprises, sur le plan culturel, le respect de la hiérarchie, l'ampleur des engagements professionnels, le développement des *Chaebols* sur un modèle proche des *Keiretsu*, etc. En particulier sur le plan du génie industriel et de l'industrie 4.0, les pays les plus en avances sont ceux-là : Japon et Corée bien vraisemblablement. Taiwan, Singapour, et puis l'Allemagne aussi.

Au Japon, deux systèmes cohabitent : les universités privées (souvent moins prestigieuses mais certaines sont très prisées, à Tokyo et Osaka notamment) ou publiques (les universités impériales, très renommées, gratuites ou quasiment le plus souvent). Le système universitaire est très discriminé, de même qu'au E.U. ou en Chine, le modèle français restant plutôt une exception sur cette question (bien que la France soit une nation très élitiste et sélective en réalité comme vous le savez par le jeu des écoles préparatoires et des écoles).

-Le primat des responsabilités collectives prédomine, et non pas des responsabilités individuelles. Cela est fondamental. Partager les erreurs par les réunions. Ne pas jeter le discrédit sur une personne évidemment. Jamais. Idem qu'en Chine, Corée, Vietnam, etc. Et cela à l'ensemble des niveaux de la société.

Par exemple, en 2018, derrière les raisons stratégiques beaucoup plus complexes de l'arrestation de C. Ghosn au Japon, les questions de face étaient également présentes. Le PDG de Toyota, pourtant premier constructeur mondial depuis 2008 détenait par exemple une rémunération bien plus faible que celle de son homologue C. Ghosn. Puis au-delà des fraudes financières perpétrées, ce dernier avait par ailleurs largement bâti sa fortune sur des arbitrages de rémunération reposant sur les résultats du groupe nippon Nissan, et non pas de Renault. Autant de questions bien épineuses pour nos homologues japonais. Le tout couronné d'une rocambolesque fuite face à la justice japonaise (2019). Nous pouvons imaginer l'affront perpétré par cette cavalière attitude pour le moins de C. Ghosn. Individualiste, hautain et opportuniste, visiblement monsieur Ghosn a vécu le Japon mais n'est pas de culture japonaise.

Si vous êtes intéressés par ces questions centrales de perte de face, je pourrai vous transmettre des auteurs de référence.



C. Ghosn

A. Toyoda

Deux hauts managers au sein d'un même secteur d'activité, et deux profils aux antipodes ici poussés à leur paroxysme. De la suffisance à la modestie. Au-delà du subjectif, la question des « *Softs Power* » est-elle importante dans la conduite d'un groupe ? D'un collectif ? L'identité de son général manager impacte-t-elle la culture et le management des acteurs ? Pourquoi ? C. Ghosn sera désavoué par les autorités nipponnes aussi en partie par les pertes de face qu'il aura infligé à ses homologues japonais.

- Protocole japonais : fréquent et majeur. De très nombreuses présentations commencent et se clôturent par une cérémonie. Comme le mentionne la conférencière, lors de l'entrée par exemple d'un professeur dans une salle de cours : « Se lever - tenez-vous bien - saluez (cad inclinez-vous) – puis rasseyez-vous. Et idem avant de quitter la salle. Ce serait pas mal finalement cela en France 😊

Voilà le décryptage donné par la conférencière : lorsqu'ils s'inclinent, si l'angle est peu important (env 20°) et le temps de courbure court, cela signifie un moment de respect modérément solennel. Et inversement. La courbure se fait le buste droit, de la tête au bassin dans l'axe, et les mains alignées). Trois positions sont normées, celle à 80° étant logiquement la plus formelle/solennelle. Ensuite, le tout en uniforme généralement. Bref, comme en France.



-Importance de la nature, des forêts, des jardins, de son art, des bonzaïs, du respect des forces célestes et de l'harmonie, etc. Je vous invite à visionner les merveilleux films de Miyazaki, c'est souvent mieux qu'un séminaire sur ces questions. Le manga « Le sommets des Dieux » aussi...



Princesse Mononoke (Miyazaki)

-Le tri des poubelles au Japon : 10 boîtes environ pour les déchets. La rigueur et la propreté en règle de vie. Sur beaucoup d'éléments, si vous êtes perdu, il nous faut penser à la ville de Marseille, nous devrions être là assez proche de la réciproque du pays du soleil levant : ne pas parler fort, ne pas exprimer ses sentiments, ne pas se mettre en avant, etc. Par ailleurs, pays fermé, peu métissé, moins de 1% (à vérifier toutefois) d'étrangers vivant au Japon, ce point est majeur si nous voulons comprendre cette nation.

-Chine – Japon au niveau du métro : on comprend l'ampleur des différences. Très grand respect et codification pour monter dans une rame au Japon. Et cela sans besoin de caméra à l'instar de la politique sécuritaire chinoise du Crédit social. Lors de vos séjours en pays étrangers, empruntez le plus possible les transports en commun (bus, train, métro, ...), beaucoup d'éléments s'offrent alors à vous. Ici, la discipline et le respect de l'autre. Pas de comportements déplacés.



Ordre, propreté, respect, discipline.

Ensuite, ce sera avec les repas. Comme l'énonce Jeff Staple « *Quand on parle avec des personnes de cultures différentes, la meilleure méthode reste quand même de s'asseoir autour d'une table et de se faire un bon repas* ». Partager.



2-Bref retour historique

- Le Japon s'unifie en 300-500 environ sous l'influence d'un empereur. La première période historique fondatrice dite Yamato s'ouvre bien que la culture japonaise puise ses racines culturelles dans un passé beaucoup plus ancien.

Cet empire du soleil levant (Japon signifie « origine du soleil », « naissance du soleil ») se constitue donc sous ce premier millénaire puis, plus tardivement, à partir du XII^e siècle, connaîtra l'arrivée des samourais coexistant avec l'empire. Cette période de Shogunats perdurera sur longue période, jusqu'au XIX^e siècle. Le pays est alors gouverné par des seigneurs de guerre venus de l'étranger, les shoguns, qui vont rivaliser entre eux sur des principes proches de nos temps féodaux en occident.

À partir du XVI^e siècle, des commerçants européens, débarquent au Japon ainsi que des religieux introduisant la religion chrétienne sur l'île. Cette dernière sera toutefois sévèrement prohibée à partir de la moitié du XVII^e siècle et le Japon se fermera de toute influence extérieure jusqu'à la contrainte forcée d'ouverture par les forces navales américaines en 1854.

Le vrai développement du Japon ne se réalisera toutefois qu'à partir de la fin du XIX^e siècle sous l'influence de l'empereur Meiji. Face à la première et deuxième révolutions industrielles passées inaperçues dans l'empire du soleil levant, ce dernier lancera un vaste programme de modernisation sur la base d'une analyse rigoureuse des avancées de l'occident (sciences, technologies, administration, armée, ...). La moisson sera conséquente et le Japon ne cessera de surprendre les autres nations par son dynamisme durant le XX^e siècle. Troisième puissance mondiale en matière de PIB, c'est elle qui ouvre le XXI^e siècle sur l'industrie du futur.



Empereur Meiji



Usine « noire » Fanuc

-Le travail de l'empereur : le garant de l'unité du pays, de marier les richesses du pays et de prier pour un avenir prospère. Les royautés françaises n'étaient finalement guère éloignées sur le principe ... instrumentaliser le sacré sans doute également. Si vous trouvez un peu de temps, je vous invite à lire les travaux des historiens G. Duby (*Le prêtre, la femme et le chevalier*) et F. Braudel (*Civilisation, économie et capitalisme*) sur ces questions. Deux auteurs majeurs.



Temple Tenryu-ji (Kyoto)

3-Divagations

Le Japon est né d'un couple de Dieux. La légende dit que pour construire le pays, ils plantèrent une lance dans la mer. Je ne sais la symbolique cachée mais nous pouvons l'imaginer de mille raffinements. Le Dieu du soleil est le Dieu du cœur. Dieu ou Déesse, peut-être y-a-t-il là une ambiguïté ?

Le sanctuaire d'Ise représente le haut lieu Shinto de la nation. « Le soleil nous protège ». Il est l'ancêtre de notre famille impériale. Cette dernière règne depuis environ 1500 ans. Suite à une violence commise, le Dieu soleil s'enferma dans une grotte et le monde devint obscur. Plusieurs Dieux en pleurèrent, mais après cela s'éclairci (je vous avoue ne pas être certain de tout avoir bien compris sur les causes se trouvant à l'origine de la lumière retrouvée. Je vous laisse chercher).

Retenons ici à minima que le dieu soleil est primordial dans la culture japonaise, dans une lignée

Shintoïste. Le grand soleil les regarde, ce soleil est divin. Pour ceux intéressés par ces questions, je vous invite à regarder les écrits de St Jean de la Croix, La nuit obscure notamment. Il existe un intéressant parallélisme sans doute avec l'approche des mystiques chrétiens sur cette question d'obscurité et de lumière.



Eglise St Maurice de Lille (Van Oost, environ 1690). La vision de St Jean de la Croix

Les japonais, comme les indiens, partagent toutefois dans leurs traditions religieuses de nombreuses divinités, et non pas le monothéisme comme vous le savez. Pour les Japonais de tradition shinto, toute création possède un esprit divin et les dieux sont imprévisibles. Porteur de paix et d'harmonie, ou de malheurs si on ne les écoute.

La recherche d'un vivre en paix.



Puis au loin, le mont Fuji d'une symbolique en accord avec les valeurs Shintoïstes.
Une très belle exposition temporaire présente au musée de l'Evêché de Grenoble (2019).

-L'importance centrale de la confiance au Japon. Sans doute existe-t-il des curseurs sur cette question selon les cultures. Illustration au quotidien : portefeuille, argent, portable, etc perdus sont rendus majoritairement au propriétaire.

Anecdote : vous êtes dans le métro à Tokyo, vous perdez votre smartphone. N'ayez crainte, souvenez-vous qu'il existe une salle où la personne japonaise qui le retrouvera viendra le déposer. Vous pourrez ainsi probablement le retrouver le soir ou plus tard en le cherchant librement parmi 1000 autres objets trouvés. Ce local reste ouvert à tous. On retrouve ce respect en Chine également. On ne vole pas. Cela participe à une harmonie que nous aimerions bien voir un peu

plus fréquemment au sein de l'hexagone n'est-ce pas ?

-Chaque jour se laver ! Bon, pas un scoop. Mais là-bas, sur ces questions de propreté, le curseur est placé très haut. Pays très humide et la transpiration de (grande) honte. Attention !

-« *Souvent le papa travaille, la maman est à la maison, elle élève les enfants* ». Propos de la conférencière. Oui, au Japon les femmes sont grandement discriminées. Si un doute en vous subsiste, invitation à la lecture d'A. Nothomb « *Stupeur et tremblement* ». Les apprentissages se font aussi dans l'allégresse. Il ne s'agit pas ici d'un grand discours hypnotique sur les grandeurs de l'Empire mais des difficiles chemins du féminin au quotidien.

« *Les pères sont souvent absents car ils sont dans l'entreprise* ». En moyenne 49h de travail pour la majorité de la population active, et très peu de jours de vacances. Et après, nous les savons au bar ou encore à jouer dans des couloirs de machines à jeux d'une poésie toute relative. Des défouloirs pour des *Workaholic* en quête de vide. Soupape de sécurité ?



-Cacher ses sentiments afin de ne pas briser l'harmonie collective. Ecouter, ne pas dire ses opinions, se déprécier même si possible. La recherche de l'harmonie, l'autre nécessite cela. S'effacer est un principe central dans la société nippone. Les japonais ne sont pas des américains, si tant est que nous pouvons généraliser des traits culturels de manière aussi caricaturale.

Céder au groupe. « Oui » veut souvent dire « je vous écoute ». Se sous-estimer, d'où aussi des frustrations internes peut-être possibles Où en est la psychanalyse au Japon ? Je n'ai la réponse, cherchez si cette question vous intéresse. Associer à l'ampleur des intensités de travail, à la pression associée à la réussite, aux rigueurs et aux codes d'honneur, la question du suicide n'est pas non plus à minimiser. Comparativement aux autres nations, au Japon le curseur sur cette question reste dramatiquement haut perché.

-« *Dans ce pays, il faut comprendre par intuition plutôt que par le langage* ». Sans doute, mais est-ce là une spécificité du pays ? La conférencière veut sans doute nous signifier l'importance des non-dits, cela témoignant la nécessité d'une grande subtilité lors des échanges. Savoir lire entre les lignes, la finesse. Nous ne sommes pas dans des dialogues de films plus ou moins de bas étages inondant les grandes surfaces.

-« *Si vous êtes invités chez quelqu'un, c'est une marque considérable d'un respect formulé à votre égard* ». La remarque peut s'étendre à la Corée, à Taiwan, en Chine ... L'intérieur et l'extérieur sont très discriminés. La maison se réfère au monde de l'intérieur.

Enlever ses chaussures est là aussi un élément symbolique. Mais le lieu du travail ainsi que l'université font également parties de l'intérieur. C'est comme une famille, une appartenance

commune. Cela est presque sacré.

-Le dévouement également. Pensez à la relation subordonnée vis-à-vis de la hiérarchie. Sur les différents codes d'honneurs au sein des organisations, invitation à la lecture de l'éclairant ouvrage de L. Thevenot et L. Boltanski « *Les économies de la grandeur* » (1991). Cela devrait vous aider à décrypter les codes au sein de vos futures organisations professionnelles. Le travail n'est pas spécifiquement dédié au Japon et trouve son ancrage en France mais se veut davantage universel. Une grammaire des organisations, de leurs codes et valeurs et ainsi proposée. Cela dit, si l'occasion s'en trouve, sur le Japon écoutez L Boltanski car sa connaissance du pays est loin d'être maigre...

Vous l'avez compris, toutes ces idées sont rédigées dans un magnifique désordre, frappées à la va vite, mais travaillez avec soin ces questions d'interculturalité, elles sont importantes. Comme toujours, cela passe par le recours aux travaux d'historiens, à une tentative de compréhension de la culture de la nation, sa population, ses ethnies, ses institutions, son économie, son système politique, etc.

Concernant le Japon, il convient de se plonger dans la période particulièrement passionnante débutant sous l'ère Meiji (1868). De nombreuses racines du Japon contemporain se trouvent là. Passez aussi par les films, vous n'aurez que l'embarras du choix. Peut-être l'exceptionnel film « *Babel* » (G. Inarritu) offrant un époustouflant voyage d'interculturalité 3 en1 : Maroc, Mexique-Etats-Unis, Japon. En 2h, sans doute mieux que n'importe quels cours sur l'interculturalité. Et puis si vous n'êtes pas insensible au réalisateur, plongez dans « *Beautiful* », il ne s'agit pas là de Tokyo mais de Barcelone, la culture espagnole avec les travailleurs clandestins africains et chinois dans les caves, les codes, les communautés, la porosité du formel et de l'informel, la violence du précaire, la nuit sous la caméra du transperçant regard de vie de ce réalisateur mexicain.



A.G. Inarritu
Réalisateur du 3 en 1 « Babel » (2006)

Mais retour à l'aseptisée économie : le Japon est une nation qui fait peu parler d'elle au quotidien. Pourtant, elle est au centre des thématiques industrielles et technologiques à venir de par ses avancées en de très nombreux domaines.

Cela est particulièrement vrai dans le 4.0 où l'Allemagne est à l'honneur médiatiquement, mais cela ne doit pas omettre le Japon qui est en réalité loin devant-elle dans beaucoup de domaines (organisation industrielle, *Lean* et production synchrone, rigueur dans les cahiers des charges, sévérité des normes de sécurité exigées lors des spécifications techniques, importance des contrôles qualité, etc.

D'où la qualité éprouvée des produits nippons en règle générale. L'Occident a beaucoup à apprendre. En général, par des partenariats car il n'est pas toujours aisé pour une entreprise par

exemple française de comprendre la culture notamment industrielle nipponne.

France-Japon : des partenariats industriels particulièrement riches en enseignements



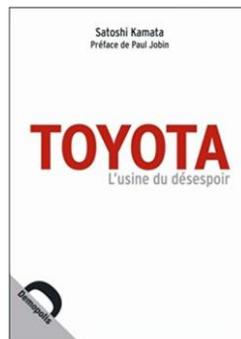
Musée de la société A. Raymond, Grenoble.



Fuel Connector (raccord rapide)

L'entreprise historique grenobloise A. Raymond est spécialisée dans les solutions de fixation, notamment appliquées au secteur du transport routier (conception et production de raccords rapides pour des circuits de carburant, d'eau, d'huile, ...). Elle décidera de passer une coopération avec un partenaire local nippon, l'entreprise Piolax, afin de pouvoir intégrer le réseau des fournisseurs des constructeurs automobiles japonais (Nissan, Toyota, ...). Il aurait été en effet complexe pour la société grenobloise de se lancer seul sur ce marché souvent fermé, et reposant sur des réponses à cahier des charges aux exigences spécifiques. Nous développerons oralement ce cas afin de comprendre le processus de qualification d'un fournisseur au Japon.

La qualité n'est pas un vain mot au sein du pays. Et cela est sans doute également endogène à la culture nationale. Lorsque vous serez en Afrique, en Amérique Latine ou en Asie du Sud-Est, les voitures seront généralement de signature nipponne. Est-ce là un hasard ?



Ouvrage central pour comprendre l'envers du décor du *Toyota Production System* (TPS) se développant notamment à partir des années 1960 au Japon. Ecrit par S. Kamata, journaliste qui se fera embaucher comme ouvrier sans révéler son intention véritable de comprendre le fonctionnement d'une usine du groupe Toyota. Il décrira le travail mené en cadences forcées afin d'atteindre les résultats exigés par la direction. Cet ouvrage reste en réalité d'actualité dans de nombreux sites des constructeurs automobile.

Cela dit, pas mal d'éléments changent sur cette question depuis les années 2000-2005 dans nombre de secteurs, de par les dynamiques de globalisation en œuvre au sein de nombreuses compagnies. Pensons par exemple à l'arrivée de Renault dans Nissan, cela modifie en profondeur

les cultures et modes d'organisation industrielle de référence...⁴⁶.

Mais le Japon reste incontestablement pionnier sur le 4.0. Quels que soient les indicateurs, nombre de robots par employés, nombres d'usines noires, nombre de brevets sur les technologies en humanoïde, intelligence artificielle, invention des blocks Chain, etc., si l'agenda le permet, on fera une séance de cours si vous voulez sur l'économie japonaise et son organisation industrielle.

Conclusion

Enfin, rappelons-nous que nous ne savons globalement rien -ce qui sur le fonds est exact- sur toutes ces questions de métissages et d'interculturalité. Et puis comme pour la plupart des grands pays, il n'y a pas un Japon mais des Japon, de même qu'il n'y a pas une Chine mais des Chines, une France mais des France, etc. Tout cela est évident, guère besoin d'insister. Cela dit, le Japon est insulaire et reste plutôt fermé y compris de nos jours. Et cela change pas mal la donne sur de nombreux sujets.

Les invasions iniques de l'île lancées par la flotte américaine (Perry en 1854) restent gravées dans leur inconscient collectif, comme les guerres de l'opium pour la Chine. Enfin, tentez de ne pas blesser vos interlocuteurs et soyez rassurés de votre côté car ils seront le plus souvent extrêmement bienveillants à votre égard. Car nous sommes des étrangers. Si les français pouvaient en faire autant vis-à-vis à des étrangers n'est-ce pas ? L'interculturalité, éloge des lumières, éloge des métissages.



A-Résumé

Interculturalité, à vous de jouer ! Tout est ouvert : films, littérature, arts, manga, musique, tant de personnes de multiples nationalités présentes dans notre capitale des Alpes. Un cours sur le Japon également à souligner à l'Université Inter-âge du Dauphiné⁴⁷ (langue, culture, calligraphie). La force des nations ouvertes repose sur leurs jeux de couleurs. Ces plongeurs sont toujours passionnants, épousez cela sans modération.

B-Mot clé : interculturalité.

C-Acquis d'apprentissages

Une capacité à envisager l'international comme un plongeon dans l'interculturalité.

D-Question à prolonger :

-Existe-t-il « un » Japon ou « des » Japon ? Développez.

⁴⁶ Boissin, O. « *Organisation industrielle et comportement de firmes* » Manuel de cours, Grenoble-INP, 2021.

⁴⁷ L'UIAD (<https://www.uiad.fr>) est une association diffusant de nombreux cours à prix modiques et localisée en centre-ville de Grenoble (2 Square de Belmont, 38000 Grenoble). Un des toutes premières universités populaires européennes par le nombre de ses adhérents.

E- Pistes de lecture

- Bouvier, N., « *Chronique japonaise* », Petite bibliothèque, 2015.
- Dourille-Feer, E. « *L'économie du Japon* », Repère, La découverte, 2014.
- Fouquin, M., Dourille-Feer, E., « *Pacifique, le recentrage pacifique* », Economica, 2016.
- Ganne, B., Boissin, O. Leclerc, Y., Simon, J.C. et alii « *Clusters technologiques en Asie et implantation à l'international : le cas d'A. Raymond au Japon* », 2005.
- Kamata, S., « *Toyota, l'usine du désespoir : journal d'un ouvrier saisonnier* », Éditions ouvrières (1976) / Demopolis, 2008.
- Messenger, A., Godard, P., « *Le Japon pour les Nuls* », Ed. Pour les Nuls, 2017.
- Nothomb, A., « *Stupeur et tremblements* », Albin Michel, 1999.
- Souyri, P., « *Nouvelle histoire du Japon* », Perrin Ed. 2010.

* * *

Chapitre 5

Pensées d'ailleurs, l'Afrique.

“L'Afrique ne s'éveillera à son destin que lorsqu'elle aura cessé d'être le jardin zoologique du monde.”

Romain Gary



21 novembre 2019

Sommaire

Introduction

1-La mer devant soi, température extérieure 30 degrés.

2- Comment caractériser l'économie d'un pays ?

3- Richesses et pauvreté des nations

Conclusion

Objectif : triple.

-Une introduction au continent africain.

-Une invitation au voyage.

-Comment caractériser une situation économique ?

A- Résumé

B- Acquis d'apprentissages

C - Questions de prolongement

D- Eléments bibliographiques

Introduction

Nous terminerons ce manuel par quelques pas sur le jeune continent. Non point ici un manuel, juste des notes d'un carnet de voyages. En destination, ici l'Afrique. Vos devenirs professionnels auront probablement le privilège de s'écrire sur le grand continent. Ici, une invitation aux questionnements, plus qu'un enseignement sur l'économie africaine, un temps d'arrêt, de digressions, d'humain, d'informels, de profonds. En tout honneur ce sera donc l'Afrique.

* * *

1-La mer devant soi, température extérieure 30 degrés.

Le grand continent sauvage, les odeurs, couleurs, lumières, chaleur, saletés, attentes, grandeurs, décadences, vitalités, désorganisé. Terre magnifiée de son opulence barbare, le flux des vagues, en de sourds bruits l'écume blanche, les fins embruns, douceur de la nuit, sous les étoiles se déversant la force de l'océan, chaud. 21 Novembre 2019, température extérieure 30 degrés Celsius. Lors de l'arrivée à l'hôtel, la balustrade était droite, fière, large et dominante. Puis la nuit s'invitant, face aux assauts de l'océan elle s'effacera.



Avant (20h)



Après (3h)

Le lendemain, elle ne sera plus, effondrement. Dans la mer lisse, la moitié engloutie. Hormis pour l'hôtelier, pas bien grave pourrions-nous dire.

Si.

Un peu plus loin, plus au large, se trouve l'ancienne route. Elle est dorénavant immergée. Aidée des humains il est vrai jouant si dangereusement avec l'environnement, la mer se révèle plus forte que la terre ⁴⁸.

En ligne d'horizon et dans la profondeur de la nuit, sur la gauche les lumières des portes conteneurs dans l'attente du port. La zone est ici sécurisée, ce qui n'est pas le cas de nombreuses zones du golfe de Guinée. Puis sur la droite, les intenses lumières du port de Lomé.

⁴⁸ Altitude de Shanghai ? 4m. Shenzhen ? 2m. Bangkok ? 1m. Chennai, Tianjin, NY ou Lomé, guère loin non plus. Entre 0 et 10 m. Prévision 2007 sur l'augmentation du niveau de la mer selon le GIEC en 2100 ? Environ 10 cm. Dernière évaluation selon le même organisme en 2019 : 1.10 m. Selon une dernière étude publiée par la revue *Proceedings of the National Academy of Sciences (2019 PNAS)*, le chiffre est de 2.4 m en 2100. Quant à David Wallace Wells, ce dernier avance 6m d'augmentation. Selon les travaux du GIEC, la hausse du niveau des océans devrait menacer dès 2060 1,4 milliard d'humains. Chine, Inde, Bangladesh en tête. Migrations humaines et conflits.



Port autonome de Lomé : Hub logistique de tout premier plan pour la région de l'Afrique de l'Ouest. Il s'agit là de pays regorgeant de tant de potentialités. Et de besoins. A côté du port, un immense marché de véhicules d'occasion. De longue date, les casses du monde déversent leurs rebus dans les pays pauvres. Sont estimés de nos jours à 5 millions les véhicules d'occasion quittant l'Europe pour l'Afrique.

Il n'y a non pas une Afrique mais des Afriques. 54 Etats en évolution, plus ou moins positive ou régressive, des Etats jeunes tout au moins. Mondialement, il s'agit du deuxième continent à forte croissance. Des passés, des présents, des destins disparates. Ainsi, il ne nous faut pas confondre l'Egypte avec le Congo, le Kenya avec le Ghana, Madagascar avec le Sénégal, le Maroc avec le Mali, l'Afrique du sud avec le Bénin, le Burundi avec le Nigeria, l'Algérie avec Zanzibar, etc.

Des pays en fortes croissances tels le Maroc, le Rwanda, le Ghana, l'Ethiopie, le Botswana, ... et d'autres depuis des décennies ne parvenant à émerger, sinon en chute tels la République Démocratique du Congo, Madagascar, l'Angola, le Mali, etc.



En termes d'espaces, de climats, de cultures, d'ethnies, de démographie, de croissance, de géologie, de politique, de stabilité, ... le grand continent n'est ainsi qu'une mosaïque de terres et de peuples pluriels. Là est sa richesse. Parfois dans le froid des dictatures, de la mort. Ici dans la

chaleur de la vie, le désordre, le mouvement. Que cette hétérogénéité ne masque pas nombre de constantes : en son cœur la vitalité.

Le grand peuple n'est souvent que d'enfance et les besoins à pourvoir incommensurables. Essentiels. Mille potentialités d'innovations, d'actions à impulser, dans un contexte de fragilités politiques, de manquements institutionnels, d'infrastructures défailtantes, de désorganisation fonctionnelle.

Le ciel argenté et les chevelures nocturnes, les peaux noires hormis celles des iniques « peuples blancs d'Afrique du sud », 1948. L'Afrique est de rythmes, quelques gouttes de danse toujours dans le sang, de chaos aussi. Des océans de vies, surnageant tant bien que mal dans un eldorado écologique. Le peuple aux racines archaïques, comme porté du souffle divin, peut-être là sa force première. Question ouverte.

“Les continents se réfèrent à des valeurs différentes : la pensée en Europe, la parole dans le monde Arabe, le geste en Inde, le signe en Chine et au Japon, le rythme en Afrique.” D'un auteur inconnu, nous n'en garderons que la pertinence de son écrit.



« Africa » (YT : Toto - Africa live in Paris 2007, 6'17)

Divagations.



Le continent noir : « La femme, la jouissance et la mort ». Alain Abelhauser.

Au rythme des djembés, et pour ceux aimant les sons, divagations, ce sera « Africa », l'Occident en recherche de mouvements, Toto en élève, les maîtres restant d'Afrique, s'incliner devant la lumière du grand peuple noir, l'éloignement une invitation au proche, dans la splendeur du plein minuit, ici le Togo, là-bas la cité des Alpes, d'une pensée vagabonde imaginer les chevaux immobiles dans les champs blancs, et de sa nature sauvage, ondulés de ses cheveux de nuit,

honorée d'une beauté à jamais cachée, endormie loin des rivages, les heures de soleil rares, disparaissant derrière l'Orient, s'offrant peu à peu, l'hiver s'invitant, le froid matinal et les épais habits, colorés de ses choix de perles, de son amour noir, la grandeur de sa chaleur, l'homme si facilement conquis, naïf tel l'enfant comblée de son innocence, la lumière haute aveuglant les vides, sans doute quelques goûtes d'Afrique aussi, s'écoulant dans un tumulte d'énergies, les racines primitives, éternelles et universelles, « *One* » l'amour unique, imaginé de votre rouge pourpre mêlé de magie, ici le bruit des vagues sur fond de U2, de leurs rythmes sourds épouser la chute, l'écume des jours se mariant de noirs et de blanc, continent de tous les contrastes, Afrique nous t'aimons tant.

Opulence.



Dans ces pays du noir continent, les expériences jaillissent d'une volupté fondatrice, riche et difficile, les libertés, les inégalités, la nature exaltée, les violences, possibilités et manques. Des univers d'informels se nourrissant d'obscurs formels, des rues débordant de jeunesses, des rires défiant la mort, les situations impossibles, frugalité, corruption, solidarité.

Résilience.

Le continent jeune est une alchimie composée de tout et de rien, entremêlé d'esprits et d'humains, en bordure des marchés ou sur les routes d'ocres, les tôles ondulées de leurs flux, tout cela étalé sans ménagement, générosité d'une nature nourricière, point ici d'industrie agroalimentaire ni d'*Amazon*, juste des humains plongés dans l'insondable de la vie, façonné de doutes et de mystères aussi, dans la pauvreté, le plus souvent, ancrés.

Subsister.



Femmes et enfants tentant de vendre les abondances premières, fruits de sociétés vivrières, des étals de rudiments, des artisanats d'ancêtres, masques et meubles, et puis des cercueils honorés de leurs bois colorés.

Vie.

Des habitations de bric et de broc, canapés et machines à coudre héritées de ces temps anciens, les siècles se jouant du présent, si l'Europe a inventé l'horloge, l'Afrique de son côté détient le temps s'écoulant en fatalités.

Désorganisation.



Le Togo comme le Ghana et bien d'autres pays de la région détiennent de grands savoirs faire dans la couture. Par ailleurs, ils cultivent et produisent un coton de très grande qualité. Les machines sont des Singer actionnée par pédale. Très efficaces pour mener à bien le travail d'après les couturiers. Robustes également, mais est-ce nécessaire de le dire ?



En arrière-plan, l'on peut distinguer l'ancienne ligne de chemin de fer traversant la capitale Lomé. Bien des infrastructures dorénavant désuètes. Les modes de transports sont principalement les deux roues (125 cm³), les voitures et, pour le fret, quasiment exclusivement les camions.



Désorganisation : « Destruction de l'ordre, de la structure d'un ensemble organisé » (Larousse).





Sur la route menant au Burkina-Faso, près de 1000 km reliant les deux capitales. Je garde souvenir de ces chemins de vies reliant Ouagadougou – Lomé durant la fin des années 1980. Depuis lors, sur ces grands axes, au Togo guère d'éléments ne me semblent avoir changés sur le fonds. S'il fallait l'écrire, là serait le rapport d'étonnement. Hormis de nouveaux gouvernements plus ou moins corrompus, des exodes ruraux intensifiés, des smartphones dans les mains des africains, des voitures de marques japonaises se substituant aux marques européennes, et des camions aux museaux dorénavant plats.

Au Burkina, c'est par contre plus compliqué. Les nouveaux barbares s'abattant sur le pays des hommes intègres. L'ultime violence, celle se nourrissant des extrêmes lâchetés, des aveuglements et de la cupidité. Le néant.
Mais restons ici au Togo.



De l'Algérie au Togo, de Madagascar au Congo, du Kenya au Botswana,
Les Berliet-Renault ou Mercedes-Benz. Ici le L 1924, dit le roi du désert, encore parfois présents.

Les axes principaux en colonne vertébrale du continent, des tentatives de coordinations, de distributions. Les seigneurs des lieux sont alors les camions, autour d'eux, le théâtre des scènes où vivront, ou survivront les indigènes.

Les rois du désert.

Peut-être les restes d'une enfance ne parvenant à s'effacer, les éléphants de la route m'ont toujours interpellé. Forçant le respect, géants, titubants, à l'agonie, puissants, faisant le travail. Ces monstres d'acier d'une conception agricole luttant de leurs derniers souffles sont les rebuts des

sociétés occidentales. Mais fonctionnent toujours.

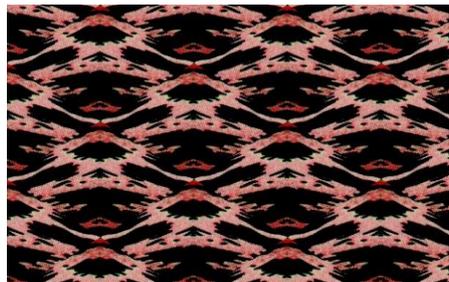
Plus ou moins.

Parfois les ponts ou moteurs désossés à même la route, puis, plusieurs jours passés, repartant, d'audaces, de persévérances, d'innovations. « *On est en Afrique, il n'y a pas de problèmes* ».



Il est fréquent de voir les africains concevoir et produire eux même de multiples pièces afin de trouver solutions aux dysfonctionnements. De même, de les voir construire un véhicule qu'avec des pièces de récupération. Les maîtres du recyclage sont les pays pauvres et les pays émergents. D'une frugalité contrainte, ce sont également des artistes.

En bien des villages, des villes ou des universités, les africains témoignent d'une déconcertante tendance à sous-estimer l'ampleur de leurs savoirs et savoirs faire. De leurs maîtrises des sciences et des techniques, de leurs arts aussi. Les couleurs, leurs connaissances de la nature, les tissus, la musique, ...



Nuit africaine

*La nuit étend son voile bleuté
Sur la forêt équatoriale...
Partout, le silence sert d'écrin
Aux cris stridents des singes sacrés,
Et aux feulements graves des fauves
Étreignant la vie des gazelles...*

*Dans la savane, le murmure du vent
Charme le génie de la nuit.
Porteur des promesses d'une aube nouvelle
Aux herbes couvertes de rosée.*

*Bientôt luira la vie,
Et ses enfants couleur de nuit
Jailliront au bonheur D'être noirs...*

Kama Kamanda / Nuit Africaine
Extrait du livre « Le canari m'a dit »

L'art de l'Afrique.

Côté science et technique, l'art de l'Afrique est aussi de mécanique. Elle en est le maître. Non pas dans sa version 4.0 mais dans sa frugalité. L'écologie industrielle, c'est finalement ici, sans trop le savoir, tenter de satisfaire les besoins essentiels.

Comment se fait-il qu'il n'y ait dans ce continent pourvu de tant de ressources et de besoins à satisfaire, des fabricants de voitures, de camions, de vélos ou de motocyclettes ? Des produits estampillant sur leurs cadres ou carrosseries fièrement du « *Made in Africa* », n'en connaissent-ils pas tous les secrets ? De surcroit, le marché de demande n'est-il pas là ? Et en si forte croissance ? Les années écoulées, de ce vide sidéral cela me restera toujours un peu énigmatique. Mais parfois savoir le doute subsister. En attendant, par le biais d'une politique tarifaire agressive, les motos chinoises s'imposeront dans le pays, détrônant depuis 10 ans les historiques 125 cm³ japonaises⁴⁹.

Les nouveaux conquérants : la Chine.



Les deux roues omniprésentes, que ce soit au Togo,
au Sénégal, au Ghana, au Nigéria, au Kenya, au Congo, ...
Des marchés majeurs, en effet directs et induits.

⁴⁹ A partir des années 2007-2008, les constructeurs chinois proposeront en effet des 125 cm³ « made in China » notamment de marque *Haojue* ou *Sanya* à un prix deux fois moindre que les concurrents nippons de type Yamaha sur la même cylindrée. Environ 450 euros contre 900 euros. Le résultat sera sans appel. Par le biais notamment de moto taxi au sein de la capitale, le marché se trouvera dominé en une poignée d'années par les constructeurs chinois. Il en sera de même dans la plupart des autres pays africains et notamment au Nigeria, un de tout premier marché de demande du continent.



Marius Berliet (1866-1949)



Berliet-Renault, port de Dakar

Pourquoi l'Afrique absente de ces marchés ? Le manque de compétences n'est pas une explication recevable. Marius Berliet à la fin du XIX^e, sans guère de ressources financières, concevra et réalisera avec une poignée de compagnons ses premiers moteurs, puis camions à Lyon. Il en sera de même de Giovanni Agnelli, André Citroën, Gottlieb Daimler, Henri Ford, Louis Renault, etc. Toute l'histoire en témoigne, ainsi naissent les aventures industrielles. Nous pourrions presque dire « *A l'Africaine* ». Des « bricolages technologiques et organisationnels », le plus souvent audacieux et pragmatiques. Cela commence par du simple, puis avec le temps et du capital, un peu de hasard et de chance aussi, l'aventure monte en gamme, se complexifie.

Certes, si le temps écoulé, il devient parfois difficile de récupérer le train passé. Savoir monter à temps ...



(Daimler 1912)



Daimler Unimog Truck factory 4.0 (Wörth am Rhein factory) (2018)

Sur les vélos ou les motocyclettes, les choses ne sont toutefois pas aussi complexes. Par ailleurs, l'ensemble des brevets sont dorénavant dans le domaine public. Mais soit.

Un nouveau paradigme technologique se dessine toutefois, celui du numérique. Parfois les sauts technologiques permettent de faire l'économie de lourds investissements, de longs apprentissages. Ainsi les technologies de l'information ouvrent de nouveaux horizons, de nouveaux services possibles. Les smartphones en outils, la toile en support, les nouvelles opportunités peuvent ainsi se développer. Là aussi, cela nécessite des accompagnements en montage de projets, en réalisation d'infrastructures, en formation, mais sans doute bien des perches pour les nouvelles générations. C'est surtout une histoire de volonté.

Et de vision.

L'inscrire dans les spécificités territoriales locales. Et en accord avec la culture. Tout cela que de bon sens. Le *Low Tech* par exemple, répondre aux besoins essentiels des populations.



Les nouveaux gisements du numérique. Les technologies les plus sophistiquées peuvent également être au service d'innovations frugales. Ici par exemple sur les services, de type banque en ligne. Plus largement, les domaines des télécommunications, l'enseignement, des supports aux activités de la bio économie, etc.



Nous avons beaucoup à apprendre de l'Afrique sur le recyclage bien évidemment, mais aussi en matière de *frugal engineering*. Y compris au sein de nos meilleurs instituts d'ingénierie et de management occidentaux.

Le *Low Tech* n'offre-t-il pas de nombreuses solutions face aux défis de l'environnement durable ?

Et l'agro écologie. Les peuples Berbères entre autres, ne sont-ils pas maîtres depuis bien longtemps en la matière ?

Au final, que retenir de ce paragraphe tant malmené de divagations ? faites le tri, peut-être trois points :

- L'Afrique est le continent jeune du monde. Et contrairement aux autres, il continuera de l'être encore quelques paires de décennies. C'est ici que se trouvent les forts taux de fécondité. Tant de vies à venir, tant de besoins à pourvoir, vos futurs professionnels seront donc aussi d'Afrique. Que vous travailliez chez Schneider, Danone, A. Raymond, Bolloré, Nutriset, Veolia, ... peu importe. Tentez d'approcher dès que l'occasion s'en présente le grand peuple, ses richesses et ses territoires, le mieux possible.
- Le continent représente un lieu de prédilection pour comprendre le fonctionnement et l'intelligence des canaux informels. Car leurs économies reposent le plus souvent sur ces

modes d'organisation aux antipodes du formel. Pour vos apprentissages, cela ne sera guère le cas en France, en Allemagne, aux Etats-Unis, au Japon, en Suisse, en Finlande, ... Nous avons donc beaucoup à apprendre de ces modes de gestion, plus ou moins « gris » sinon parfois noir il est vrai. Des modes de transactions le plus souvent hautement complexes. Quels enseignements en retenir ? Mais dans sa version sombre, parfois aussi entachés de corruption comme nous le savons. Comment prévenir ces derniers problèmes dans le cadre de vos futures gestions de projets ? Pensons par exemple aux questions relatives à la logistique (gestion des droits de douanes et plus largement des relations avec les administrations, les choix de moyens de transports et des parcours à retenir, la gestion des aléas temporels et climatiques, etc).

- De par les manques et les jeux de contraintes présents, les nations maîtres du *Low Tech* se trouvent souvent dans ce continent ; si vous êtes intéressés par les questions d'écologie industrielle, de recyclage, de *Low-Tech*, d'agroécologie, ... Les compétences en termes de résilience seront moins à rechercher aux Etats-Unis qu'en Afrique pour dire les choses rapidement. Mais bien sûr, les *Low Tech* se nourrissent aussi des avancées réalisées au sein des pays hautement développés sur le plan des sciences et des techniques. Eloge des métissages entre le *High Tech* et le *Low Tech*, cela se nomme le *Right Tech*. Eloge du pluriel, l'écologie industrielle et la bio-économie c'est aussi cela. Et l'Afrique à son mot à dire sur la question n'est-ce pas ?



Low-Tech et Right-Tech, bien des potentialités encore sous exploitées⁵⁰.

2- Comment caractériser l'économie d'un pays ?

Synthétiquement, de vos parcours professionnels multiples, il vous faudra savoir identifier rapidement les données cadres d'un pays sur son plan économique. Politiquement aussi, mais cela est généralement plus complexe.... Le groupe Bolloré et son insertion sur les marchés du portuaire et du ferroviaire en Afrique peut-en représenter une illustration. Les plus ou moins claires relations entre intérêts politiques, économiques et financiers.

Sur la question macroéconomique, cela est toutefois davantage aisé à conduire, et les données généralement disponibles sur la toile. La profondeur de vos connaissances viendra quant-à-elle de vos observations, de vos expériences, de vos échanges.

Et de votre esprit critique.

Concernant le canevas économique, il vous faudra également structurer les données et ne pas se tromper sur les ordres de grandeurs. Illustrons cela par un pays d'Afrique de l'Ouest, le Togo.

⁵⁰ Pour une analyse de la question, se reporter aux manuels « *Innovation* » (2 vol), Grenoble-INP, disponibles sur votre intranet.

I-Données d'ensemble

Population : environ 8 millions d'habitants / forte jeunesse. Démographiquement, une petite nation donc au regard d'un continent africain comptant 1,3 milliard d'habitants. Cette faible démographie (en d'autres mots, nous ne sommes pas ici au Nigeria) ne doit pas masquer une assez forte densité de population toutefois sur le territoire (espace géographique réduit).

Environ 40% de la population réside en milieu urbain.

PIB (2020) : env 5 MM USD.

Taux de croissance PIB : environ 5% (2021)

PIB/h : env 800 USD (2021).

PIB PPA : env. 1650 USD

IDH (indicateur de développement humain) : 0.50 (0.40 en 1992)⁵¹

Tx d'alphabétisation : 85%

Coefficient de Gini : env. 0.45

Population sous le seuil de pauvreté : en diminution. En 2021 env 30%.

Emission de tonnes CO₂/habitant : 400 kg env.

Economie dominée par le secteur informel.

Relative Stabilité politique.

Indice de perception de la corruption : élevé.

Une stabilité monétaire via l'appartenance à la zone franc CFA (1 euro = 666 CFA-éco)

Important déficit commercial et cela structurellement. Bien industriels et de consommation vs matières première. (Analyser la ventilation par pays et secteurs)

Petite surface du pays mais diversité géographique.

Taux de chômage : officiel 4% de la pop. active (officieusement : env 20%).

Inflation : environ 5% (2021)

Salaire moyen mensuel togolais (Lomé) : env 200 euros

Salaire mensuel d'un ouvrier : env 100 euros (2021)

Prix du litre d'essence : env 0.9 euros.

Prix d'une moto : 400 USD 125 cm³, mais aussi il vous faudra rechercher quel est le prix d'un kg de viande, le prix d'un Big Mac⁵², d'un litre d'eau, etc. (cela permet de sonder la question des parités de pouvoir d'achat).

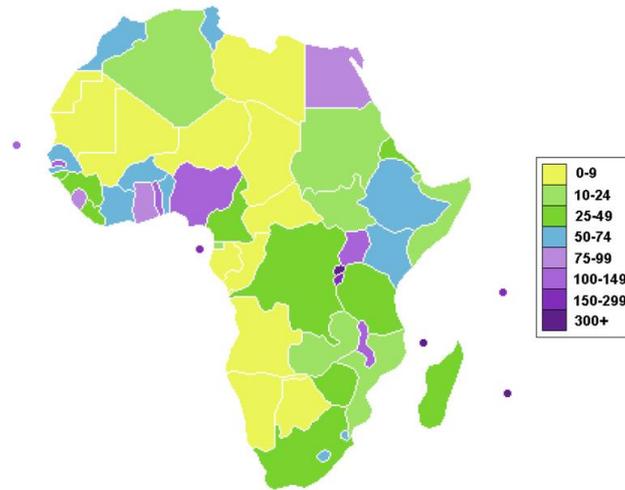
Plan National de Développement (PND) 2018-2022 : 3 axes principaux :

Logistique, industrie extractives, développement social par croissance notamment inclusive.

Densité de population sur le continent

⁵¹ Rappelons que l'Indicateur de Développement Humain est un indice synthétique mesurant la qualité de vie moyenne de la population d'un pays. Théoriquement, il est inscrit de 0 à 1 et repose sur trois dimensions du développement humain : espérance de vie à la naissance, niveau de scolarisation et le standard de vie calculé à partir du produit intérieur brut (PIB) par habitant. Ce dernier prend en compte les biais des pouvoir de parité monétaire liés aux pouvoir d'achat (PIB dit en Parité de Pouvoir d'Achat).

⁵² On parle d'indice Big Mac, à grosse maille cela fonctionne plutôt assez bien et confère une information sur les parités de pouvoir d'achat mais aussi sur les taux de change en vigueur. Le calcul en est simple : vous diviser le prix du Big Mac dans un Mac Do local qui ne manque pas d'être présent dans bien des pays par le prix du Big Mac aux Etats-Unis. Pour information, ce dernier est légèrement inférieur à celui Big Mac français en général (4 USD E.U. vs 5 USD en France).



Togo, un pays à faible démographie mais à forte densité comparativement à la plupart des pays africains. Puis en importance démographique, les pays clés du continent sont le Nigéria, l'Éthiopie, l'Égypte, la RDC et l'Afrique du sud. Mais d'autres pays sont également importants démographiquement tels que le Maroc, l'Algérie, le Kenya, la Tanzanie, etc. Un continent qui devrait assister au doublement de sa population d'ici 2050.

Puis ces données d'ensemble identifiées, il vous faudra ensuite prendre le pouls en matière de « *Doing Business* ». Ces statistiques se trouvent aisément, elles sont fournies par le groupe Banque mondiale et sont accessibles directement en ligne. Puis le tout conditionné par une analyse sectorielle en fonction du projet sur lequel vous allez vous positionner⁵³.

« *Doing Business* » : de quoi parle-t-on ?

Source : Wikipédia et site de la Banque mondiale *Doing Business.org*

Cet indice a pour objectif d'évaluer la facilité à conduire des affaires dans une nation, ou encore au sein d'une grande ville. Il repose sur l'étude de la réglementation des affaires. Pour cela, le classement d'un pays correspond à la moyenne des scores dans les 11 domaines suivants :

- création d'entreprise : prend en compte la procédure, le délai, les frais officiels et le capital minimum exigé pour créer une entreprise,
- obtention des permis de construire : prend en compte le nombre de procédures, le délai et les frais officiels nécessaires à l'obtention d'un permis de construire,
- raccordement à l'électricité : prend en compte les procédures, les délais et les travaux nécessaires pour être raccordé à l'électricité,
- transfert de propriété : prend en compte les procédures, les délais et les coûts que doit exécuter une entreprise pour acheter une propriété à une autre entreprise,

⁵³ Concernant cette dernière, vous reportez au manuel « *Développement durable : des chiffres et des étoiles* » Grenoble-INP, 2021, vol 2, Chapitre : conduite d'une analyse sectorielle (manuel disponible sur votre intranet). La méthode d'analyse et exposée sur la base d'un secteur d'activité énergétique ici fossile (charbon).

- obtention de prêt : évalue la protection juridique des emprunteurs et des prêteurs dans le cadre des transactions garanties au moyen d'un ensemble d'indicateurs, ainsi que le partage des informations sur le crédit au moyen d'un autre indicateur,
- protection des investisseurs : évalue le niveau de protection des actionnaires minoritaires contre l'utilisation abusive des actifs de la société par les administrateurs à des fins personnelles,
- paiement des taxes et impôts : recense le nombre et le montant des taxes, impôts et cotisations obligatoires qu'une entreprise moyenne doit payer et évalue les démarches administratives nécessaires pour leur paiement,
- commerce frontalier : recense le temps et le coût (hors droits de douane) associés à l'exportation et l'importation d'une cargaison standard de marchandises par voie maritime,
- exécution des contrats : mesure l'efficacité du système judiciaire en matière de résolution de litiges commerciaux,
- résolution de l'insolvabilité : étudie les délais, le coût et le résultat des procédures d'insolvabilité pour les entreprises nationales,
- Depuis 2017, un onzième critère d'évaluation a été introduit dans la méthodologie : la régulation du marché du travail.

* * *

II-Données par secteurs d'activité

2.1. Secteur primaire

Très forts potentiels en matières première et en culture vivrière.

Matière première minérale : phosphate (de loin la première ressource exploitée de par l'ampleur des gisements disponibles), mais aussi du calcaire, fer, or, uranium, ...

Forts atouts climatiques pour l'agro écologie. Des cultures diversifiées : café et cacao mais aussi palme, mil, maïs, manioc, karité, fruits, ...



Entreprise Firsty, une PME togolaise cultivant, produisant et distribuant des jus de fruits naturels (ananas, gingembre, baobab...) de très haute qualité gustative comme biologique. Mais il lui reste encore à franchir le défi des autorisations administratives afin de pouvoir exporter ...

2.2. Industrie (secteur secondaire)

Absence de grands empires industriels étatiques comme nous pouvons le voir par exemple en Algérie.

Toutefois quelques grandes compagnies dans les domaines du ciment, pétrochimie, de l'électricité (avec le Bénin), hydraulique, phosphate, sucre, etc.

Analyser l'évolution des postes d'importations et d'exportations de la nation.

Investisseurs étrangers principalement en logiques d'extraction (chinois, libanais, israélien, français notamment au niveau des présences et investisseurs locaux).

En soft power, déploiement de la stratégie chinoise classique, de type Institut Confucius etc.

Historiquement, liens importants avec la France (le Togo français durant l'époque coloniale. Accession du pays à son indépendance en 1960).

Transport :



Port autonome de Lomé

Un des axes prioritaires du PND 2018-2022.

Une porte majeure d'entrée pour le commerce notamment avec le Burkina, la Mali et le Niger.

Maritime : fort potentiel en logistique pour Afrique de l'Ouest. Port en eau profonde (15m).

Réseau ferroviaire vétuste. Suprémie du routier.

Automobile : marques nippones et Daimler principalement.

Deux roues : constructeurs chinois. Diffusion de produits en fin de cycle de vie technologique et en assemblage local au sein de pays africains.

2.3. Services

Multiplés activités commerciales, de confection textile et d'artisanats.

Fort dynamisme des activités de services : finance et Télécom notamment

Services publics

Des besoins à couvrir qui restent majeurs dans les domaines de la santé, de l'eau et de l'énergie.

Enseignement supérieur : université de Lomé (env 60.000 étudiants + Kara env 20.000 étudiants)

III- Atouts, limites et défis du pays

3.1. Atouts :

-Richesse de la culture locale, des savoirs et des savoirs faire.

- Jeunesse de la population
- Positionnement géographique (faible surface du pays mais grande diversité géographique. Cela génère des atouts notamment sur le plan du secteur primaire -agriculture, minier-Richesse de la nation en matières première
- Relative stabilité politique au sein d'une région à forts risques géopolitiques
- Atouts logistiques maritime (présence d'un port en eau profonde)
- Potentiel touristique.



Les plages de Lomé.

3.2. Limites :

- Taux de chômage
- Politique du territoire et de l'inter-urbanité à promouvoir.
- Faiblesse des infrastructures publiques
- Corruptions
- Déficit public et spirale de l'endettement.

3.3. Défis :

- Ampleur des besoins fondamentaux à pourvoir
- Système d'enseignement supérieur à développer de manière substantielle.
- Parvenir à garder les talents sur place
- Valoriser les initiatives entrepreneuriales
- Réduire les inégalités en matière de répartition des richesses
- Lutter contre la corruption
- Inscrire le développement dans une approche de développement durable.



Dans nombre de nations, les universités et écoles sont calquées bien souvent en Afrique de l'Ouest sur un modèle français. Cela pour des raisons historiques que vous aviez appris enfant au collège. Pour les sciences, le bac série C des années 80 a encore du sens dans beaucoup de ces nations. Sur la base d'un enseignement le plus souvent très classique. Les compétences en mathématiques sont fortes, sinon très fortes au final. Mais les lieux d'apprentissages sont bien souvent ensuite limités en infrastructures nécessaires (système d'information manquants, matériels disponibles plus ou moins défectueux, faiblesse du tissu industriel, peu d'entreprises présentes pour des expériences en stages pour les étudiants. De même, de faibles valorisations de la recherche. Le tout -et non sans lien-, avec des problèmes de fuites des talents en Occident.

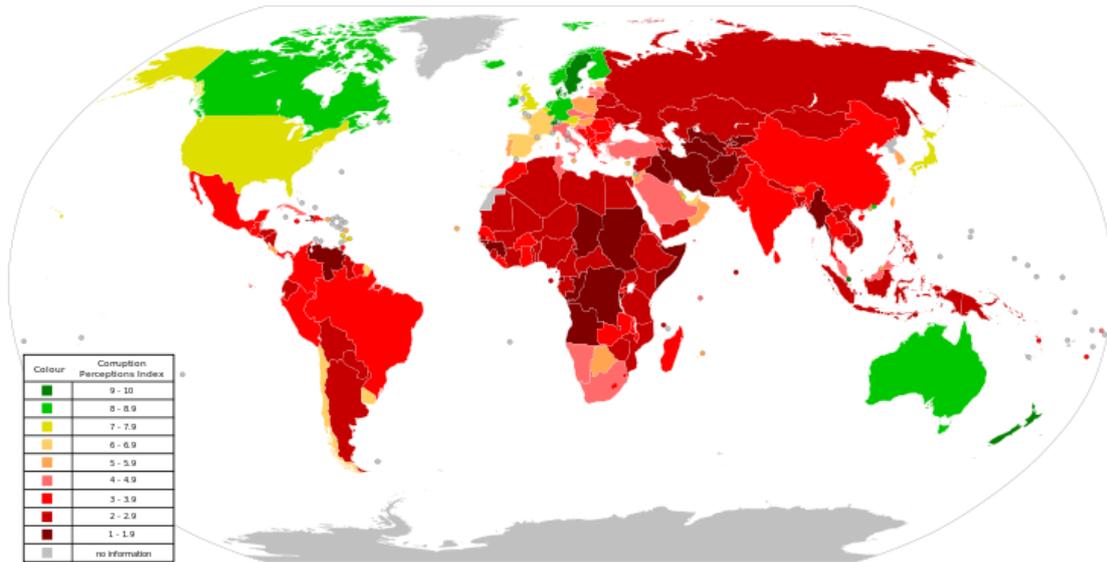
Ici l'ENSI (université de Lomé), l'une des meilleures écoles d'ingénieur du pays : génie civil, génie mécanique, informatique et calcul, génie électrique). Très peu d'élus à la sortie du Bac pour intégrer ces différentes filières. Nous retrouvons ces modèles élitistes similaires dans bien d'autres pays de la région à l'instar du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, du Maroc, ...

3- Richesses et pauvreté des nations



L'Afrique côté sombre :
L'empire des inégalités dans la répartition des richesses.
Les plus mauvais coefficients Gini de la planète se trouvent ici.
Lesotho, Afrique du sud, Botswana, Namibie, Zambie, Comores, Cameroun, etc.

Indice de perception de la corruption



(Source : ONG Transparency International)

Et côté lumière :

De multiples enseignements, de multiples opportunités.

Et puis l'ampleur des générosités du peuple à la hauteur des corruptions régnantes sur le continent.

Douce régression, furtive pensée au beau film d'H. Verneuil « *100 mille dollars au soleil* ». Jean-Paul Belmondo, Bernard Blier, Réginald Kernan, Lino Ventura en lutte sur les routes d'Afrique. Et nous rappelant de temps à autre les femmes si délicieusement redoutables, n'est-ce pas ? Un autre temps, une autre époque, mais tant d'éléments encore présents.



« Cent mille dollars au soleil » (1964)

La tôle ondulée rouge en accord des destins malmenés. Les rythmes chaotiques de la vie, bouillonnant, la poussière, présente, la mort non cachée, partout, endogène à la vie. Comme si demain n'existe pas. Espérance de vie ? 55 ans. Ages médian du continent ?

20 ans.

Les liens sociaux, les rivalités, les joies partagées, les entraides et les difficultés, les violences et les

injustices, d'une sauvage exubérance, Dionysos. Afriques vous êtes tout cela. On ne parle pas ici « d'humains augmentés » car seuls règnent en maître les humains. N'est-ce pas déjà beaucoup ? Dans les pays dominants, est-ce toujours le cas ?



Au sein des sociétés dites néo-libérales, c'est-à-dire dans leurs quêtes éperdues d'optimisation des profits, l'objectif souhaitable semble glisser vers l'extension d'agents consommateurs normés.

Demain des supers agents augmentés ? Quels objectifs ? Pour qui ? Des logiques de marchés en destruction de l'humanité ? La finance dictant des fuites en avant que l'on sait pourtant non durables ? Des mondes selon *Amazon* et autres libertariens jouant de néant ? Des *homo consumicus* habillés d'aseptisées ? D'horizons pensés dans une pauvreté des *Black Friday* ? Publicisé, orienté, surveillé ? Consommer.

Notre monde saura-t-il échapper au piège de l'individualisme ? De la Chine aux Etats-Unis, éloge des nouveaux hyper-capitalismes consommateurs. Des traçabilités au service d'une prise de contrôle des patrimoines culturels ? Insidieusement, par le désir de comportements basculant dans une religion des *selfies*, capter les identités ? Les marchandiser ? L'humain envisagé en source de rentabilité ? Les logiques destructrices, les trous sans fin dans la terre, la biodiversité saccagée. Un monde non durable. Nous parlons toujours de 2030, 2050 ou de 2100 mais ne nous faudrait-il pas également envisager 2200 ? Il nous faut penser plus loin. Et ces horizons ne sont en réalité que des goûtes d'eau à l'échelle géologique.

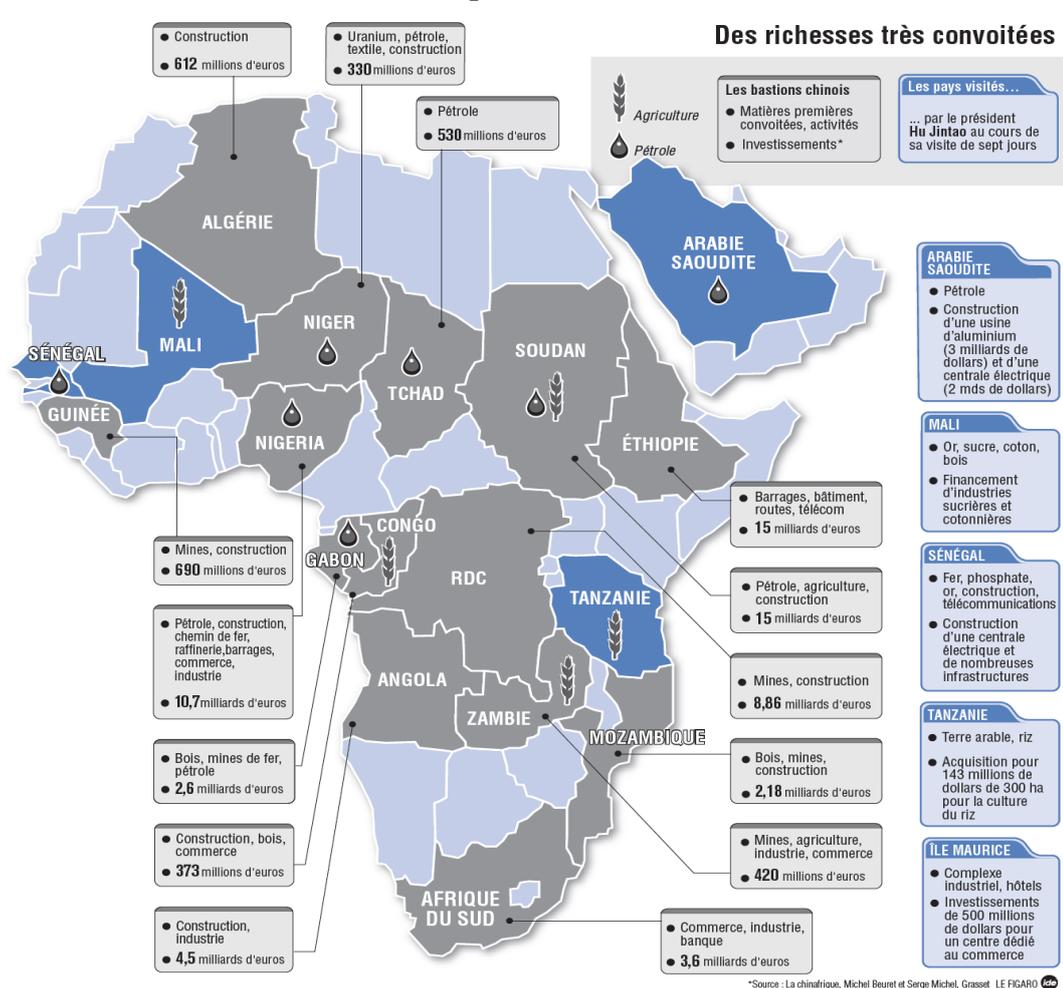
Retour en Afrique. A son plus grand malheur, le continent de l'abondance est également l'eldorado des matières premières. Derrière cet atout se trouve la malédiction propre aux pays rentiers : faibles incitations à l'innovation, coût d'opportunité peu favorable à des prises de risques technologiques, convoitises des pays étrangers, corruptions, exploitation sauvage des précieuses ressources naturelles. Ici l'abatage des arbres.

C'est-à-dire de la vie.



Mort.

Afrique, l'eldorado des matières premières



Source : Michel, S., Beuret, M., « La Chinafric » (2008).

Berceau de l'humanité.

Au sein des nouveaux empires flirtant plus ou moins en totalitarismes technologiques, les dimensions humaines seront-elles toujours présentes ? Sur cette question, là aussi l'Afrique nous enseignera. Le berceau de l'humanité en détient encore les racines. Le cœur.

Certes, avec nos condescendances d'Occident, nous serions tentés de dire : *il vous faut également penser demain*. Parfois il semble que la culture africaine n'envisage en effet guère le jour suivant. L'Afrique a le temps, le temps présent. Aujourd'hui.

Il devient alors complexe de se projeter dans l'avenir. Pourtant peut-être de nécessité...



Humanité, d'une volte-face, tout cela offert par les regards de vie de nos frères. Et puis les africaines, entre misère et *Nana-Benz*, celles rentrées dans l'âge, la tête haute. Les vécus imaginés, comme si la vie n'avait plus rien à leur apprendre, leurs regards lointains, immobiles, de dignités, les statures silencieuses, point de paillettes, ici juste des claques.

Offertes.



Ni GAFA ni BATX, en ces tiers lieux tant de leçons. Tout cela se fixe aisément. Des visages, impressions, incompréhensions, questions, plus ou moins métaphysiques, qui suis-je, pourquoi eux, les nantis, les déshérités, les horizons plus ou moins ouverts, les injustices, tant d'interrogations ...



Et puis l'incohérence de nos choix. Faire sur place l'éloge d'un développement durable tout en prenant dans le même temps un vol générant 1 tonne de CO₂ par passager...
Sommes-nous condamnés à être dans les continues erreurs ?

Les vécus dans la misère, nous ne savons. Sur nombre de questions, nous n'en connaissons la profondeur, ni même en superficialité. Cela, s'affinera plus tard. Philosophiquement tout au moins. Peut-être. Sinon, sans trouver réponse, désarmés nous jetterons un pudique voile sur l'état de nos ignorances. Une prise de recul teintée d'indifférences : « *C'est ainsi* ».



En ce mois de novembre, au Togo, les températures variaient entre 28° et 38°. Au détour des discussions, les locaux témoignaient de températures en dehors des normales saisonnières. Finalement, comme du niveau de l'océan. Pourtant, le continent africain ne pollue pas. Un togolais n'émet chaque année que quelques centaines de kg de CO₂. Il en est de même de la plupart des autres pays africains. Un habitant « monde » émet quant à lui 6 tonnes. Un américain 19 tonnes. La Chine et les Etats-Unis, les deux champions hors catégories génèrent à eux seuls près de 50% des émissions mondiales de CO₂ en 2020. Les désastres en marches.
A brève échéance le monde non durable. L'Afrique subissant la pollution des autres continents.
L'injustice est également climatique.

Avant tout, l'Afrique nous enseigne le don, peut-être. Très chère, j'invite parfois nos étudiants à songer au large. *Avec quelques ami(e)s, si votre désir est là, à l'issue de vos études peut-être partir ?* En train, en vélo, en voiture, à pied, peu importe les moyens, lents si possibles. Les ondes vous assènent d'un monde sombre, alors allez voir ses couleurs. On vous esquisse des horizons difficiles, alors pensez bonheur. Dès votre plus jeune âge on vous martèle le dictat des CV, vos richesses de vie en seront les plus belles lignes. Attention, les fenêtres ouvertes ne sont pas fréquentes, ne pas laisser filer les possibles. Lorsque dans un moment de pause on glisse ces types d'hypothèses, ils demeurent silencieux. Leurs représentations du monde sont sans doute distinctes des nôtres. Et puis les pressions fortes. Les modèles établis résisteront-ils ? Nos sociétés génèrent tant d'incohérences, « *De la terre heureuse, tu as fait un enfer* », W Shakespeare n'est-ce pas ?

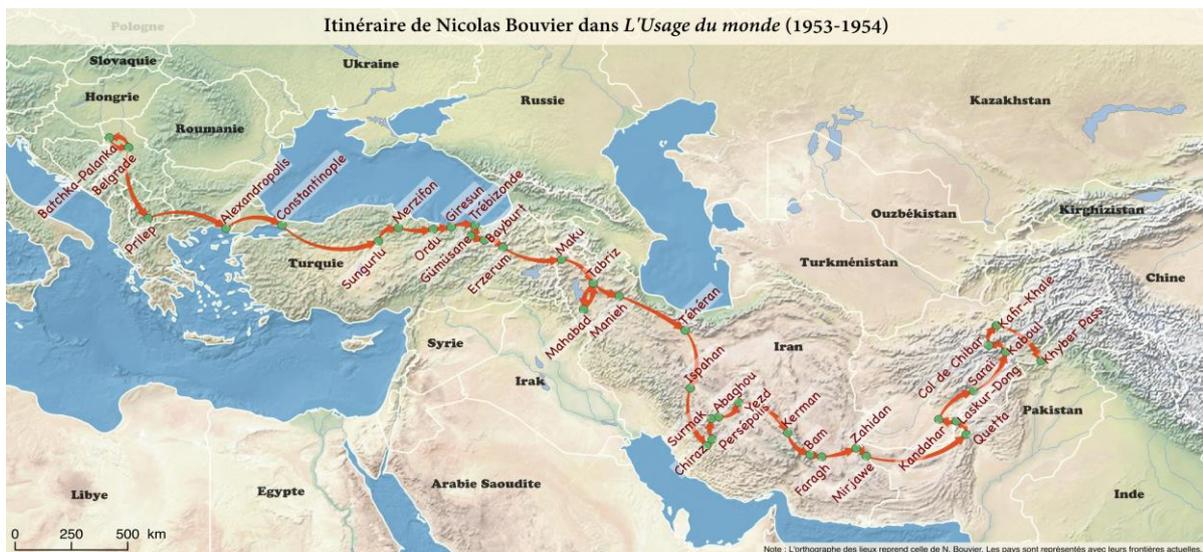


Décharge d'Agbogbloshie (Ghana)

Agir en professionnel responsable signifie aussi ne point considérer les nations comme des poubelles.

Mais les défis du développement durable en cela sont également porteurs. Majeurs et créateurs. De nouvelles approches, de nouveaux horizons, de nouvelles aspirations des jeunes générations. Tout va aller très vite.

Quant à nous, sans trop le savoir, il traîne sans doute au fond de nous une image de Nicolas Bouvier avec sa Topolino...



Carte du voyage de Nicolas Bouvier, réalisé en 1953-1954 dans une Fiat Topolino, et raconté dans son récit autobiographique « L'Usage du monde » (1963) / (source cartographie : Donatien Roche)

Tout enseigne. Tel l'étudiant nous interpellant, ici ou là-bas, de leurs yeux ouverts de méconnaissances, de jeunesse et d'envies. Ouvrant les interrogations. Dans sa déclinaison la plus haute, l'enseignant devrait être un passeur, offrir aux grands enfants une prise de recul sur sa discipline. Apprendre et repenser les possibles, goûter aux précieux de la connaissance, les inviter à chercher en oubliant le mot travailler. Loin du scolaire, dans le désir. C'est difficile plus que facile. Où l'inverse je ne sais pas. Les croisements, les naissances, les connaissances. Connaissances.



Université UCAO Togo, (Aképé).

Puis le retour, le choc des contrastes. Des couleurs et lenteurs du Togo aux gris des mois de décembre, Paris.



Bordure de plage togolaise.



Conclusion

Ce dernier chapitre n'aura été que de divagations. Alors assumons jusqu'au bout, dans la poignée d'heures de l'entre-deux, un très beau film dans le grand oiseau : « *L'amour impossible* », Catherine

Corsini, magnifiquement interprété par Virginie Efira, spectaculaire en réalité. Le tout dans un trésor d'esthétismes. Certes regardé sur un écran timbre-poste mais bon ...

Des années Beatles au Paris des temps connectés, un drame psychologique de très haut vol. La femme seule et l'enfant, l'amour, le temps qui passe et le manque, les difficultés de l'intergénérationnel, et puis la lâcheté des hommes. Ici plus. Un dénouement implacable, une hypothèse brillante.

Comme tout thème traitant de la porosité, le dialogue entre les contraires interroge. Est fondateur. Se trouve ici l'autre, donc aussi l'altérité, les liens, la confiance, la trahison, les décisions, la liberté, la raison, les instincts. La violence aussi, c'est-à-dire le mal.

Ici, l'une de ses racines mise à nu. Toute l'histoire de la vie n'est qu'un long parcours de bifurcations, de destructions et de créations. Humainement, d'un rapport sexué au monde. Dans sa magie, dans ses tensions, dans ses violences. Dans le même temps, tel un paradoxe, le meilleur antidote à la violence du monde demeure sans doute les récits du féminin. C'est intéressant, plus exactement passionnant.



Léon Cogniet (1794-1880) Paris
Portrait « Femme africaine ».

Au-dessus du désert, au-dessus de la grande bleue, dans la porosité du grand continent s'effaçant, nous éclairant, tel le continent noir, la lumière des cieux, l'infinie grandeur. Le monde est un déversement de dons.

A- Résumé

Le grand continent détient non seulement la plus forte vitalité mondiale, les plus grands besoins fondamentaux à satisfaire et les plus grandes ressources écologiques de la planète. L'Afrique est le continent de tous les défis. 2.5 milliards d'humains en 2050. Vos futurs professionnels ne pourront être pensés en marge de ces évolutions à venir. Aussi, tentez dès à présent de renforcer vos connaissances sur l'Afriques et sur ses grands peuples.

B-Questions à prolonger

- (i) L'Occident a des éléments majeurs à apprendre du continent africain. Synthétiquement lesquels ? Illustrez votre analyse sur la base d'un thème de votre choix : Low Tech ? Recyclage ? Agro écologie ? ...

- (ii) Prospective : quels scénarios possibles du développement du continent horizon 2025-2030 ? En grandes lignes, comment caractériser cela : atouts, limites, défis. Puis retenez une nation du continent de votre choix afin d'illustrer cela de manière plus fine.
- (iii) Sur le continent, dans nombre de pays des pratiques corruptives sont endémiques. Concrètement, quelles possibles voies de solutions ? Placez-vous dans le cadre de la gestion d'un projet de votre choix : quels outils, moyens et pratiques pourriez-vous déployer afin de prévenir ces risques et d'agir en tant que professionnel responsable ?

Retenez une des trois questions et analysez là.

A- Pistes de lecture

Balandier, G., « *Afrique ambiguë* », Plon, 1957
Beyala, C, « *La Petite Fille du réverbère* » Albin Michel, 1998.
Boissin, O., « *Développement économique : de quoi parle-t-on ?* », Grenoble-INP, 2021.
Brunel, S., « *L'Afrique est-elle si bien partie ?* », Éditions sciences humaines, octobre 2014
Buchalet, JL., Prat, C., « *Le futur de l'Europe se joue en Afrique* », Eyrolles, 2019.
Hugeux, V, « *L'Afrique en face : dix clichés à l'épreuve des faits* », Armand Colin, 2010
Michel, S., Beuret, M., « *La Chinafrique* », Grasset, 2008.
Michel Foucher, « *Frontières d'Afrique. Pour en finir avec un mythe* », CNRS Ed, 2014,
Hugon, P., « *L'économie de l'Afrique* », La Découverte, 2013
Normand, N., « *Le grand livre de l'Afrique* », Eyrolles, 2018.
Perspectives économiques en Afrique 2016, *BAFD, OCDE, PNUD*

D-Acquis d'apprentissages à l'issue de ce manuel

- (i) Capacité à identifier et à collecter les données macroéconomiques qualitatives et statistiques afin d'évaluer, en statique, la situation d'une économie nationale. Puis en dynamique, savoir analyser l'économie d'un pays en anticipant l'évolution possible à court terme de ces principaux indicateurs économiques.
- (ii) Savoir inscrire l'analyse économique d'un pays dans son contexte historique, culturel, géographique et géopolitique.
- (iii) Par extension, se familiariser avec des approches de prospective sur la base d'analyse des agrégats socio-économiques.

* * *

Table des annexes



- Annexe 1 : les indicateurs de la mondialisation et l'OMC
- Annexe 2 : Evolutions statistiques du commerce mondial

* * *

Annexe 1 : indicateurs de la mondialisation et OMC

(Source : Eurostat)

1-Indicateurs de la mondialisation

Les indicateurs de la mondialisation économique donnent une vue d'ensemble des principales tendances de la mondialisation. Ils se fondent sur les données disponibles dans les bases de données dont notamment celles d'Eurostat. Il existe cinq groupes dans lesquels un total de douze indicateurs est présenté :

1. **Commerce international** : part des importations de marchandises et de services en % du PIB, part des exportations de marchandises et de services en % du PIB, ratio exportations/importations.
2. **Les investissements directs étrangers (IDE)** : part des stocks entrants des IDE en % du PIB, part des stocks sortants des IDE en % du PIB, intensité des flux des IDE - intégration du marché.
3. **Emploi** : part de l'emploi dans les entreprises sous contrôle étranger par rapport au total de l'emploi au niveau national, développement de l'emploi dans les entreprises sous contrôle étranger, développement de l'emploi dans les filiales étrangères des entreprises nationales.
4. **Recherche et développement (R&D)** : part des dépenses R&D dans les entreprises sous contrôle étranger par rapport au total des dépenses R&D.
5. **Valeur ajoutée** : part de la valeur ajoutée dans les entreprises sous contrôle étranger par rapport au total de la valeur ajoutée, évolution de la valeur ajoutée dans les entreprises sous contrôle étranger.

Vous trouverez l'ensemble de ces indicateurs sur les BDD d'Eurostat (cf bibliographie)

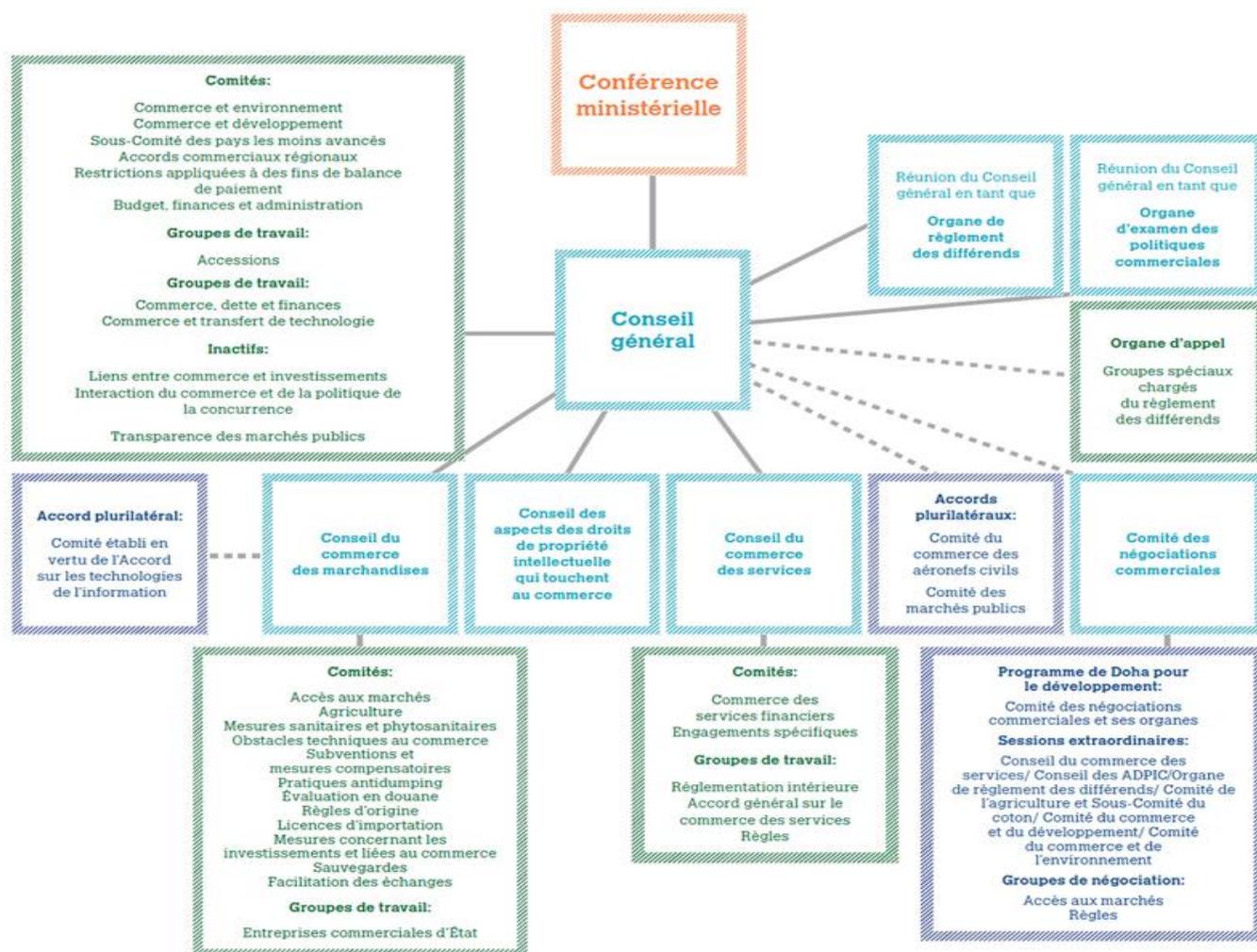
2-Fonctionnement et structure de l'OMC (source : OMC)

Plusieurs organisations disposent du statut d'observateurs au sein de l'institution :

- L'Organisation des Nations Unies (ONU)
- La Banque Mondiale
- Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED)
- Fonds Monétaires international (FMI)
- Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
- Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Quant à la gouvernance de cette institution, elle est définie par un ensemble d'organes regroupant la conférence ministérielle, le Conseil Général, l'Organe d'appel et différents comités, l'ensemble fonctionnant sur le contrôle du secrétariat de l'OMC.

Organisation générale de l'OMC



(Source : WTO / site OMC)

La Conférence Ministérielle :

- Elle est l'autorité suprême de l'OMC : elle prend les décisions sur toutes les questions relevant de tout accord commercial multilatéral
- Elle est composée des représentants de tous les membres
- Elle se réunit au moins une fois tous les 2 ans

Le Conseil Général⁵⁴ :

⁵⁴ Le conseil général est réuni en tant qu'organe d'examen des politiques commerciales, qui est appliqué par les trois conseils suivants :

- le conseil du commerce des marchandises,
- le conseil du commerce des services et
- le conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. Des comités et des groupes de travail sont organisés pour chacun de ces conseils

Localisé à Genève, le secrétariat compte environ 600 fonctionnaires avec un budget annuel d'environ 200 millions €.

Les objectifs consistent à :

- Fournir un appui technique pour les différentes réunions de l'OMC (conseils, conférences ministérielles, comités...)
- Offrir une assistance technique aux pays en développement
- Etre un intermédiaire entre les activités de l'OMC et les médias et l'opinion publique
- Fournir une assistance juridique dans le cadre des règlements des différends
- Donner des avis aux gouvernements des pays souhaitant devenir membres de l'OMC.

- Il exerce les fonctions de la conférence ministérielle
- Il est composé des représentants de tous les membres
- Il se réunit autant que nécessaire (environ tous les 2 mois)

* * *

Annexe 2

Quelques évolutions statistiques du commerce mondial

Message du directeur général de l'OMC Roberto Azevêdo. (In « Annuaire statistique de l'OMC - 2017 »)

« Dans cette deuxième édition de l'« Examen statistique du commerce mondial », nous revenons sur les dix dernières années pour examiner les dernières tendances du commerce et analyser comment et pourquoi le commerce mondial est en train de changer.

Nos données statistiques confirment que le commerce a continué à soutenir la croissance économique et le développement, et à contribuer à la réduction de la pauvreté dans le monde. La valeur des exportations mondiales de marchandises a augmenté d'environ 32% depuis 2006, atteignant 16000 milliards de dollars EU en 2016. Dans le même temps, les exportations mondiales de services commerciaux ont augmenté d'environ 64% pour atteindre au total 4 770 milliards de dollars EU.

S'agissant du commerce des marchandises, ce sont les échanges de produits manufacturés et de produits agricoles qui ont enregistré la plus forte croissance, augmentant respectivement de 37% et de 67% en valeur. En fait, la seule exception notable concerne les exportations de combustibles et de produits miniers, qui ont diminué de 10% par rapport au niveau de 2006, principalement en raison de la baisse des prix du pétrole brut.

Ces statistiques sont une bonne nouvelle pour l'économie mondiale en général. Mais elles masquent la tendance la plus récente. En 2016, le commerce mondial des marchandises a enregistré sa plus faible croissance en volume depuis la crise financière de 2008, augmentant d'à peine 1,3%. Cela représente la moitié du niveau de 2015 et c'est un chiffre bien inférieur au taux de croissance annuel moyen de 4,7% enregistré depuis 1980.

La faible croissance du commerce en 2016 a été due en partie à la faible croissance du PIB, qui a été d'à peine 2,3%, contre 2,7% en 2015, ce qui est inférieur au taux annuel moyen de 2,8% enregistré depuis 1980.

Ces dernières années, le ratio de la croissance du commerce à celle du PIB a également diminué, tombant à environ 1% à la suite de la crise financière. Cela contraste avec le fait que la croissance du commerce a été en moyenne 1,5 fois supérieure à celle du PIB mondial depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

En 2016, pour la première fois depuis 2001, ce ratio est passé en dessous de 1, tombant à 0,6. Néanmoins, les indicateurs avancés du commerce dans les premiers mois de 2017 sont généralement plus positifs, la croissance du commerce repartant à la hausse jusqu'à la crise Covid. (Autour de 2.5%).

Si on considère les tendances en œuvre, on voit clairement que le commerce reste très concentré. Pour les marchandises comme pour les services commerciaux, les dix principaux importateurs et exportateurs représentant plus de la moitié du commerce mondial.

Néanmoins, les économies émergentes accroissent leur participation. Leur part du commerce mondial des marchandises est passée à 41%, et leur part du commerce des services commerciaux a atteint 36%.

La part des pays les moins avancés (PMA) dans les exportations mondiales de marchandises et de services commerciaux reste quant à eux bien trop faible, à moins de 1%.

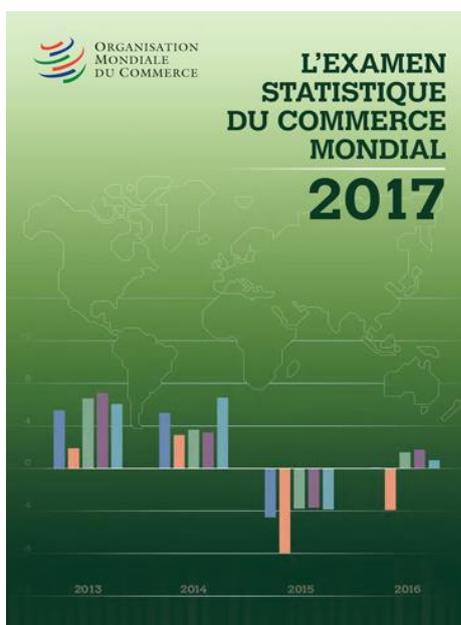
Le commerce entre économies en développement a continué à augmenter. A partir de 2015, il représente plus de la moitié des exportations totales de ces pays, les produits manufacturés représentant jusqu'à 67% des échanges.

Dans le secteur des services, les services relatifs aux voyages et les autres services commerciaux (catégorie qui comprend les services financiers et les services aux entreprises) ont enregistré la croissance la plus rapide. Les services relatifs aux voyages ont bénéficié en particulier de l'essor du tourisme intrarégional. Il est fort probable que ce dynamisme ne fasse que s'accroître. La raison en est simple : l'augmentation continue du nombre de touristes dans le monde, et le développement du tourisme en Asie où la Chine devient une source de plus en plus importante de dépenses au titre des voyages à l'étranger.

Parmi les autres services commerciaux, les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont la catégorie qui a enregistré la croissance la plus rapide. Les services informatiques ont représenté plus de 72% des

exportations de TIC, soit 353 milliards de dollars EU, stimulés en partie par l'élargissement récent de l'Accord de l'OMC sur les technologies de l'information.

L'essor des nouvelles technologies aura probablement un effet positif sur le commerce numérique dans les années à venir, offrant de nombreuses possibilités nouvelles aux entrepreneurs et aux petites entreprises dans le monde entier. La formulation de politiques appropriées dans ce domaine nécessite une amélioration des statistiques sur le commerce numérique. Pour relever ce défi, une équipe spéciale interinstitutions créée par l'OMC et l'OCDE se penche sur la question. De fait, des données et des statistiques robustes sont une base essentielle pour tous nos travaux à l'OMC, et nous aident à accomplir notre mission qui est de faire en sorte que les possibilités offertes par le commerce soient accessibles à tous et que tous les segments de la société puissent y participer et en bénéficier. Par conséquent, je tiens à remercier tous ceux qui ont travaillé sur ce rapport. Je suis convaincu qu'il constituera une ressource précieuse pour mener à bien cette mission ».



* * *

LEXIQUE D'ECONOMIE ET MANAGEMENT INTERNATIONAL

(Source : construit sur la base de plusieurs sources dont *Alternatives Economiques Poche* n° 046 - novembre 2010), Pragma conseil « *Pramex* », Boissin, O. « *Macroéconomie contemporaine : Elément d'analyse* », (2018) Eurostat, Wikipedia, Lexique Dalloz et le Lexique de la Direction Générale des Dépenses Publiques)

Agence de notation : entreprise chargée d'estimer la solidité d'un emprunteur, qu'il s'agisse d'une entreprise, d'une banque ou d'un Etat souverain. Les principales agences de notation, toutes anglo-saxonnes, sont Moody's, Standard & Poors et Fitch Ratings.

Avantage comparatif : David Ricardo montre que l'échange entre deux pays entraîne la spécialisation de l'un dans la production pour laquelle sa productivité par rapport à celle de l'autre est la plus élevée, ce qui accroît la production cumulée des deux pays. Le produit pour lequel la productivité d'un pays par rapport à un autre est la plus élevée est son avantage comparatif. Il détermine sa spécialisation.

Balance commerciale : document retraçant les exportations et les importations de biens. Assez peu significatif, le solde commercial a le mérite d'être connu rapidement et assez précisément.

Balance courante : balance des échanges de biens et de services, de revenus des facteurs et des transferts (aide au développement, envoi de fonds des travailleurs étrangers).

Balance des paiements : document retraçant l'ensemble des échanges commerciaux, monétaires et financiers d'un pays avec le reste du monde. Elle se divise en plusieurs compartiments, dont deux essentiels : la balance courante et la balance des capitaux (ou compte financier).

Banque centrale : généralement publique, elle a pour missions essentielles d'émettre la monnaie fiduciaire, de contrôler la quantité de monnaie en circulation dans l'économie et d'assurer la solidité du système bancaire (en édictant des règles prudentielles et, le cas échéant, en venant au secours d'établissements de crédit en difficulté).

Barrière tarifaire : cf droit de douanes.

Barrière non-tarifaire : barrières visant à réduire une concurrence étrangère et les importations par de multiples moyens : procédure de dédouanement qui alourdit les procédures administratives pour les importations (obligation de remplir des documents administratifs compliqués, longue période de blocage en douane, etc.). Par des normes techniques ou sanitaires, autres normes professionnelles, quotas, passation de marché public, manipulation des taux de change, etc.

BRICS : acronyme représentant les grands pays émergents. Brésil Russie Inde Chine Afrique du sud.

Capitalisation boursière : Nombre d'actions en bourse multipliée par la valeur du cours. Le montant obtenu représente la valeur marchande de la société cotée. Cela ne signifie pas la valeur de l'entreprise, cette dernière intégrant dans le calcul les dettes de l'entreprise.

Coefficient de Gini : pour savoir si une distribution, par exemple des revenus, est plus ou moins inégalitaire, on a recours à des indicateurs synthétiques dont le plus connu est celui de Gini. Il mesure, entre 0 et 1, l'écart entre la distribution observée et une distribution parfaitement égalitaire. L'inégalité augmente quand on va de 0 à 1.

Commerce international : étudie les échanges de biens, services et de capitaux entre pays. Il se mesure par plusieurs indicateurs dont principalement : la part des importations de marchandises et de services en % du PIB, part des exportations de marchandises et de services en % du PIB, ratio exportations/importations. La théorie du commerce international est la branche de l'économie qui étudie et modélise le commerce international. Par ailleurs il existe un « droit des opérations de commerce international », formalisé notamment par les incoterms de la Chambre de commerce international (cf annexe Incoterms)

Compétitivité prix : comparaison entre les prix pratiqués par des entreprises ou des pays pour des biens proches. Le coût salarial, la productivité et le taux de change sont les principaux facteurs la déterminant.

Compétitivité structurelle (ou hors prix) : comparaison des performances indépendamment du prix des biens et services. Les délais, la qualité, l'effet de marque, l'adaptation à la demande ou le service après-vente sont les sources de la compétitivité structurelle.

Coûts de transaction : ce sont les coûts liés aux échanges, en particulier à la recherche de partenaires, à l'établissement des contrats et à la surveillance de leur exécution, aux incidents de paiement, aux commissions plus ou moins légales à verser à des intermédiaires. Ces coûts dépendent de l'efficacité du système juridique et de la plus ou moins grande confiance qui règne entre les participants à l'échange.

Corporate Governance (ou gouvernement d'entreprise) désigne le système formé par l'ensemble des processus, réglementations, lois et institutions destinés à cadrer la manière dont l'entreprise est dirigée, administrée et contrôlée. En fonction des objectifs qui gouvernent l'entreprise, ce système est appelé à réguler les relations entre les nombreux acteurs impliqués ou parties prenantes (en anglais : *stakeholders*). Les acteurs principaux sont les actionnaires qui élisent soit le Conseil d'administration, lequel mandate la Direction, soit le Conseil de surveillance, lequel nomme les membres du directoire, selon des modalités variables, propres au régime juridique de la société concernée. Les autres parties prenantes incluent les employés, les fournisseurs, les clients, les banques ou autres prêteurs, le voisinage, l'environnement et les tiers - au sens le plus large - pouvant entrer en relation avec l'entreprise à raison de ses activités, comportements ou réalisations.

Croissance organique : Création de structure en propre ex nihilo ou *Greenfield*. L'avantage réside dans l'autonomie, les coûts contrôlés et l'adéquation du projet à la stratégie de l'entreprise. L'inconvénient est double : une progression lente et un ROI incertain.

Croissance externe : croissance par acquisition ou fusion avec une entreprise locale. L'avantage est la rapidité, la taille critique et la connaissance du marché. Les difficultés sont à rechercher dans ciblage des activités reprises et dans l'exécution et la coordination des activités.

Cycle de vie : hypothèse, émise notamment par l'économiste Franco Modigliani, selon laquelle le taux d'épargne d'un individu varie au long de sa vie, étant négatif lorsqu'il est jeune, puis positif au cours de sa vie professionnelle, puis négatif au moment de la retraite. Le cycle de vie s'applique à de nombreux autres domaines et en particulier aux biens et services. Ainsi, un bien suivra quatre phases principales, de la naissance à la croissance et maturité avant de décliner.

Délocalisation : au sens strict, changement de localisation internationale d'une activité économique. Au sens large, création d'unités de production dans des pays étrangers.

Division internationale du travail : répartition de la production entre territoires selon les spécialisations. Autrefois, elle opposait industries de main-d'œuvre au Sud et haute technologie au Nord. La situation est aujourd'hui nettement plus nuancée.

Dollarisation du monde : terme donné pour indiquer une perte de confiance dans la monnaie nationale au profit de l'US dollar (mais en partie aussi de l'euro après 2010). Cela viendra notamment des accords du Gold Exchange Standard de 1944.

Droit de douane : Imposer des droits de douane consiste à taxer les produits importés afin d'augmenter leur prix, et ainsi de diminuer la quantité achetée par les consommateurs. Exemples : En 2009, les États-Unis ont triplé les droits de douane qu'ils appliquent sur le roquefort, tout en portant à 100 % les droits de douane sur d'autres produits européens (chocolats, jus de fruit, légumes, fruits, ...). On parle alors de pic tarifaire.

Exportation : Vente à l'étranger de biens ou services en direct ou via une structure de distribution intermédiaire. L'avantage d'opter pour une exportation est son coût limité et son faible engagement et prise de risque. Les inconvénients résident dans l'absence de présence locale, le Contrôle faible et la présence de barrières douanières.

Externalisation : abandon de fonctions de l'entreprise, désormais confiées à la sous-traitance. A l'extrême, l'externalisation aboutit au modèle de l'entreprise sans usines. L'économie et l'industrie chinoise a par exemple était fortement stimulée par les stratégies d'externalisation des groupes occidentaux à partir des années 1980.

Externalité : effet d'une activité économique non pris en compte par le marché. Une externalité peut être positive (une personne qui se fait vacciner ne reçoit pas de paiement de la part de ses voisins, dont elle réduit pourtant les risques de maladie) ou négative (l'entreprise ne paie pas les coûts des maladies professionnelles ou de la dégradation de l'environnement liées à son activité).

FMI : Fonds Monétaire international. Cf chapitre 1.

Gold Exchange Standard (GES) : le GES a été mis en place dans le cadre des accords de Bretton Woods après la seconde guerre mondiale. Il privilégie la convertibilité des monnaies au seul dollar américain, ce dernier trouvant crédibilité jusqu'en 1971 sur un étalon or. Dans un tel système, les États « défendent » leur parité, aidés éventuellement par des prêts mutualisés. C'est là le rôle incombant alors au FMI.

Incoterms : Il s'agit d'une abréviation anglo-saxonne de l'expression « International Commercial Terms », signifiant « termes du commerce international » et traduite en français par « C.I.V. » ou « conditions internationales de vente ». Les Incoterms résultent d'une codification des modalités d'une transaction commerciale mise en place par la Chambre de Commerce internationale. Chaque modalité est codifiée par trois lettres et est indissociable du lieu de livraison auquel elle s'applique. Cf Annexe 2.

Indice de Gini : Le coefficient de Gini est une mesure statistique de la dispersion d'une distribution dans une population donnée, développée par le statisticien italien Corrado Gini. Le coefficient de Gini est un nombre variant de 0 à 1, où 0 signifie l'égalité parfaite et 1 signifie une inégalité parfaite (un salarié et tous les autres ne le sont pas). Ce coefficient est très utilisé pour mesurer l'inégalité des revenus dans un pays selon cet indice, le pays le plus égalitaire est le Danemark et le plus inégalitaire mondialement la Namibie.

Joint-Venture : co-entreprise. Modèle partenarial fréquemment retenu dans le cadre d'une installation à l'international. Cf Chapitre Mode d'implantation à l'international.

Marché monétaire : marché sur lequel les banques se procurent des liquidités, échangées contre des créances à court terme. La banque centrale est le principal acheteur de ces créances, ce qui lui permet d'influencer l'accès des banques aux liquidités et de faire varier les taux d'intérêt.

OEM : Original Equipment Manufacturer ou équipementier est une entreprise fabriquant des pièces détachées, principalement pour le compte d'une autre entreprise, l'intégrateur ou l'assembleur. Ce type d'entreprise se retrouve usuellement dans les industries automobile, aéronautique, informatique ou électronique. On parle également de sous-traitance pour définir le lien entre l'équipementier et l'assembleur ou bien même de co-traitance parfois lorsque l'équipementier est partenaire dans l'innovation. C'est majoritairement le cas dans l'automobile.

ODM : Original Design Manufacturer (ODM), littéralement producteur de concepts d'origine, est une entreprise qui fabrique un produit en marque blanche qui portera la marque d'une autre entreprise lors de sa vente. L'ODM fabrique l'équipement à partir du cahier des charges client alors que l'Original Equipment Manufacturer (OEM) le fabrique selon ses propres spécifications, le client étant dans ce second cas uniquement responsable de la distribution.

OMC : Organisation Mondiale du Commerce. Succède au GATT en 1994. Cf chapitre 1.

Parité de pouvoir d'achat (PPA) : mode de calcul du taux de change entre plusieurs monnaies consistant à mesurer le coût d'un panier de biens et de services identiques achetés dans chacune des monnaies des pays concernés et à en déduire un taux de change.

Prix de transfert : le prix de transfert ou prix de cession interne correspond à « tout flux intragroupe et transfrontalier (achat et vente de biens, de services, redevances, intérêts, garantie, honoraires, cession ou concession de biens incorporels tels que les marques, brevets, savoir-faire), refacturation de coûts... »

Position extérieure nette : stock de créances et de dettes nettes d'un pays à l'égard du reste du monde. Sont pris en compte les investissements directs et de portefeuille, les prêts et autres actifs, ainsi que les réserves.

Protectionnisme : Le protectionnisme est une politique économique interventionniste menée par un État ou un groupe d'États, consistant à protéger ses producteurs contre la concurrence des producteurs étrangers. Les objectifs peuvent être la diminution du déficit commercial, le maintien de l'emploi dans certains secteurs d'activité, ou la défense du niveau de vie.

Taux de change : quantité d'une devise étrangère qui peut être acquise avec une unité de monnaie.

Taux de pauvreté : proportion de personnes ou de ménages pauvres dans la population. La pauvreté est définie en Europe comme le fait de vivre avec moins de 60% du revenu médian.

TRIPS (ADPIC) : accords au sein de l'OMC vis-à-vis des droits de propriété intellectuelle (cf chapitre 1).

Valeur d'une entreprise cotée : voir Capitalisation boursière.

* * *

Bibliographie **Economie mondialisée**

Pour aller plus loin

- Aglietta, M., « *Sortir de la crise et inventer l'avenir* ». Michalon 2014.
- Aglietta, M., Orléan, A., « *La monnaie entre violence et confiance* », Odile Jacob, 2002.
- Altersohn, C., "*De la sous-traitance au partenariat industriel*", L'Harmatan, 2002
- Annales des Mines de Paris (revues Gérer et comprendre, Réalité industrielle, Environnement)
- Aubry, J., Macquet-Lehmann, M., "*Technique logistique et financière du commerce international*", Editions d'Organisation, 2000.
- Askenazy, P., "*Les décennies aveugles : emploi et croissance 1970-2014*", Points, 2014.
- Askenazy, P., « *Tous rentier ! Pour une autre répartition des richesses* », Odile Jacob, 2016.
- Attali, J., « *Les trois mondes* », PUF Poche, 1981 (1^{ère} édition)
- Attali, J., « *Histoire de la propriété : au propre et au figuré* », Poche, 1988 (1^{ère} édition)
- Attali, J., « *Une brève histoire de l'avenir* », Ed. Poche, 2010.
- Attali, J., « *Les chemins de l'essentiel* », Fayard, 2018.
- Banque Publique d'Investissement (BPI) <http://www.bpifrance.fr/>
- Balandier, G., « *Afrique ambiguë* », Plon, 1957
- Balandier, G., « *Carnaval des apparences*, Fayard, 2012
- Ben Mahmoud-Jouni, S. Charue F., Midler, C., « *Management de l'innovation et globalisation* », Dunod, 2015.
- Binctin, N., « *Stratégie d'entreprise et propriété intellectuelle* », LGDJ Ed., 2015.
- Blanco, D., « *Négociier et rédiger un contrat international* », Dunod, 2002.
- Boissière, A, Carroué, L. « *Atlas de la mondialisation, une seule terre, des mondes* », Autrement, 2018.
- Boissin, O., « *Développement économique : de quoi parle-t-on ?* », Ed. Campus Ouvert, 2022.
- Boissin, O., « *Chine : le basculement du monde* », Série « Off », 2021.
- Boyer, R., « *Théorie de la régulation et des crises* », La Découverte, 2015.
- Braudel, F., "*Civilisation matérielle, économie et capitalisme*", 3 tomes, Armand Colin, 1979.
- Breese, P., « *La propriété intellectuelle au service de l'innovation* » Nathan Ed., 2011.
- Bourguignon, F., « *La mondialisation des inégalités* », Seuil, 2012.
- Bouchet, MH., « *La globalisation* », Pearson, 2011.
- Bouret, R., Dumas, « *Economie globale : à l'heure de la mondialisation* », Pearson Ed, 2009.
- Chancel, L., Piketty, T., « *Rapport sur les inégalités mondiales* », Ecole d'économie de Paris, 2018.
- Chatillon, S., « *Le contrat international* », Vuibert, 2011.
- COFACE <http://www.coface.fr/>
- Cohen, D., « *Il faut dire que le monde a changé* », Albin Michel, 2018.
- C.F.C.E. (UBIFRANCE) "*Exporter : pratique du commerce international*", Ed. Foucher, 2012 ;
- Demoustier, D., « *L'économie sociale et solidaire* », La Découverte, 2003.
- Deumestere R., Lorino P., Mottis N, « *Contrôle de gestion et pilotage de l'entreprise* », Editions Dunod, 2009
- Deysine, A., Duboin, J., « *S'internationaliser : stratégie et technique* », Dalloz, 2000.
- Doing business, groupe de la banque mondiale, 2016.
- Encyclopédie de l'environnement, <https://www.encyclopedie-environnement.org/>
- Eiteman D., Stonehill, E., « *Mutnational Business Finance* », Addison-Wesley, 2013
- Essel, S. « *Indignez-vous* », Indigène Ed., 2010.
- Evrard, E. ; Jonet, JM., « *Joint-venture : des noces au divorce* », Larcier Ed, 2006.
- Favaletto, "*Management stratégique et compétitivité*", De Boeck, 2005 ;
- Guédon, J., "*Les incoterms et leurs usages professionnel*", Masson, 2000.
- Girard, R., « *Des choses cachées depuis la fondation du monde* », livre de poche, 1978.
- Gomez, P.Y. « *La république des actionnaires* », Syros, 2001.
- Gomez, P.Y. « *Intelligence du travail* », Desclé de Brouwer, 2016.
- Guerrien B. « *L'illusion économique* », Omniscience, collection "Les essais", 2008.
- Guerrien B. "*Idées reçues et théorie économique*" *Bréviaire des idées reçues en économie*, Découverte, 2004.
- Hatchuel, A., Segrestin, B., Levillain, K., Vernac, S., « *La Société à Objet Social Etendue (SOSE)* », Presse des mines, 2015.
- Horvat, C., « *Les achats industriels à l'étranger* », Ed d'Organisation, 2001.
- Hugon, P., « *L'économie de l'Afrique* », la Découverte, 2013.
- Hugon, P. « *l'Afrique : entre puissance et vulnérabilité* », Armand Collin, 2016.
- Krugman, P., Obstfeld, « *Economie internationale* », Pearson Ed., 2011 (disponible en anglais)
- Lacroix, J., Pranchères, J.Y., « *Les droits de l'homme rendent-ils idiots ?* », Seuil 2019.

- Landes, D.S., « *Richesse et pauvreté des nations* », Albin Michel, 1998.
- Larson, E., Clifford, F., « *Management de projet* », Dunod, 2014.
- Latour, B. « *Changer la société, refaire de la sociologie* », La découverte, 2007.
- Legrand, G. ; Martini, H., "*Management des opérations de commerce international*", Dunod, 2007 ;
- Le Moigne, « *Supply chain management* » (Prix du livre qualité et performance), Dunod, 2013
- Lipovetsky, G., « *La société paradoxale* », Gallimard, 2006.
- Martinet, A.C. "*Stratégie*", Vuibert, 2003 ;
- Méda, D., Jany-Catrice, F., « *Faut-il attendre la croissance* », La documentation française, 2016.
- Méda, D., « *La mystique de la croissance, comment s'en libérer* », Flammarion, 2013.
- Meynardi, M., « *Réussir vos négociations en Chine* », Afnor Ed. 2011.
- Mauss, M., « *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques* », (1923), PUF, 1973.
- Normand, N., « *Le grand livre de l'Afrique* », Eyrolles, 2018.
- Le Tourneau, P., « *L'ingénierie, les transferts technique et de maîtrise industrielle* », Ed D'organisation, 2016.
- Mayrhofer, U., « *Management international* », Pearson Ed., 2011.
- Obstfeld, « *International Economics* », Pearson Ed., 2009.
- OCDE série Etude / « *Rapport de la Banque Mondiale* ».
- Ostrom, E., « *La gouvernance des biens communs* », De Boeck, 2010.
- OMC, *Rapport sur le commerce mondial*, 2017.
- OMC, *Rapport annuel statistique sur le commerce international* (disponible en ligne sur le site OMC), 2017.
- Oxfam, « *Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent* », (disponible en ligne), rapport Oxfam 2018.
- Perthus, de ; Jouvot, P.A. « *Le capital vert, de nouvelles sources de croissance* », O. Jacob, 2013.
- Perroux, F., « *Pour une philosophie du nouveau développement* », Aubier, 1981.
- Polanyi, K., « *La grande transformation* », (1944), Gallimard, 1983.
- Pragma - Pramex « *S'implanter à l'international* », Pragma capital, 2016.
- Rabhi, P., « *Vers la sobriété heureuse* », Acte Sud, 2010.
- Rabhi, P., « *La part du colibri* », éditions de l'Aube, 2017.
- Ramses (rapport) « *Le défi des émergents* », Ifri-Dunod, 2015.
- Ramses « *La guerre de l'information aura-t-elle lieu ?* », Ifri-Dunod, 2018.
- Ramses « *2020 Un monde sans boussole ?* », Ifri-Dunod, 2019.
- Rouach, D., « *Management du transfert de technologie : L'Art de coopérer* » Ed d'Organisation 1999
- Roche, M. « *La banque* », Etude Poche, 2010.
- Saez, E., Zucman, G., « *Le triomphe de l'injustice* », Seuil, 2020.
- Segrestin, B., Hatchuel, A., « *Refonder l'entreprise* », Seuil, 2012.
- Sinha D., « *Consumer India* », Wiley Ed., 2011.
- Stiglitz, J., Charlton, A., « *Fair trade for all* », Oxford University Press, 2007.
- Stiglitz, J., « *The great divide* / traduit en français *La Grande fracture*, 2017. Etude Poche.
- Urban, S.; Vendemini S., "*European Strategic Alliances: Cooperative Corporate Strategies in the New Europe*", B. Blackwell Oxford, 266p, 2000.
- UBIFRANCE (ex C.F.C.E.) "*Exporter : pratique du commerce international*", Ed. Foucher, 478p, 2014.
- Wallerstein, I., « *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des système-monde* », Ed La Découverte, 2009.
- Weil, S., « *La condition ouvrière* ». Folio Essai, Galimard, 2002 (première parution 1951 / journal d'une ouvrière 1934).

Source statistique

Comprendre l'internationalisation des économies passe par une connaissance des données statistiques. De par l'obsolescence rapide des données et sa volumétrie, je vous renvoie dans ce manuel à cette sélection de premiers liens :

Pour le niveau européen : Eurostat (<http://ec.europa.eu/eurostat/>)

<http://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/structural-business-statistics/overview>

Pour l'internationale, <http://www.scribd.com/doc/222646575/World-Development-Indicators> pour l'état des lieux (rapport de la Banque mondiale. Vous trouverez dans ce rapport un panorama dvpé sur les questions des *indicateurs de dpt dans le monde*. Ainsi que le rapport *Données financières de la Banque Mondiale* Doing Business, <http://francais.doingbusiness.org/data>

De même, les études OCDE, IFM, ainsi que les statistiques des principaux instituts nationaux de type.

<http://www.statistiques-mondiales.com/> (notamment pour les données chômages, inflation, démographie)

Site du Fmi : www.imf.org

Site du groupe Banque Mondiale : www.worldbank.org

Site de l'OMC : www.wto.org

<http://www.scribd.com/doc/222646575/World-Development-Indicators-2014>

http://www.economicsonline.co.uk/Competitive_markets/

<http://www.investopedia.com/university/economics/>

http://www.oecd.org/document/4/0,3343,fr_2649_34109_20347588_1_1_1_37443,00.html

Destatis (institut de stat All) <https://www.destatis.de/DE/Startseite.html>

NBS china (national bureau of stat et les year Books - statistics) <http://www.stats.gov.cn/enGLISH/>

Fedstats (E.U) <http://fedstats.sites.usa.gov/>

* * *

Autres manuels et écrits disponibles

Durant la crise Covid, la décision sera prise d'ouvrir au plus grand nombre mes manuels de cours. Ils sont également complétés par des écrits « off » à titre de réflexivité/esprit critique. Cet ensemble d'écrits se réfère à des enseignements principalement dispensés dans le groupe Grenoble-INP⁵⁵.

A vocation pédagogique, ces textes sont rédigés en 3 possibles vitesses de lecture :

- 1-Lecture rapide (en « V ») : par simples jeux de photos, de schémas, de cartes et de statistiques.
- 2-Texte en taille 12 : éléments d'explications complémentaires aux photos et aux statistiques.
- 3-Note en bas de page : approfondissements et prolongement bibliographiques.

Manuel de cours

- « *L'économie contemporaine en 10 questions-clés* »
- « *Comprendre l'économie contemporaine : une analyse économique et monétaire* »
- « *Economie mondialisée (vol 1) : Contextes, enjeux et perspectives possibles de la mondialisation* »
- « *Economie mondialisée (vol 2) : Outils et méthodes du pilotage de projet à l'international* »
- « *Développement durable : des chiffres et des étoiles* » (3 vol.)
- « *Innovation : circularité industrielle et soutenabilité* » (vol. 1)
- « *Innovation : méthodes et enjeux* » (vol. 2)
- « *Innovation : analyse de la valeur en approche conception* » (vol. 3)
- « *Développement économique : de quoi-parle-t-on ?* »
- « *Chine : le basculement du monde* »
- « *Gestion des risques économiques et financiers* »
- « *Organisation industrielle, Stratégie et Décision* »
- « *La bourse est-elle utile ? Tout ce que vous avez voulu savoir sans jamais oser le demander* ».

Ecrit « Off » (hors cours, à titre de réflexivité)

- « *Quel sens donner au travail ? 12 pistes par arrêt sur images* »
- « *Homo-oeconomicus : l'erreur de la science économique* »
- « *Capitalismes : quels avenir possibles ? Exercice d'esprit critique* » (Economie mondialisée Vol. 3)
- « *Chine, masques, dettes et CAC 40 : quelles leçons retirer de la crise Covid ?* »
- « *La Dame de Shanghai* » (2 vol.)

Ces écrits sont en fréquentes réactualisations, sans but lucratif et ouvert aux lectures externes via le lien suivant :

https://chamilo.grenoble-inp.fr/main/document/document.php?cidReq=GI4AIPID042020&cid_session=0&gidReq=0&gradebook=0&origin=

Et sont également disponibles sur le portail Hal de l'Université de Grenoble-Alpes UGA - Boissin Olivier) en archive ouverte. Du fait de rédactions rapides, ils souffrent de maladroites et restent en l'état des drafts. D'une empreinte carbone déjà forte élevée, si possible ne pas les imprimer.

O. Boissin (CREG⁵⁶ UGA).

* * *

⁵⁵ L'INP est un établissement d'enseignement supérieur (Institut National Polytechnique).

⁵⁶ Centre de Recherche en Economie de Grenoble (Unité de recherche de l'Université Grenoble-Alpes)

Economie mondialisée (vol. I)

Eléments d'analyse et questions ouvertes

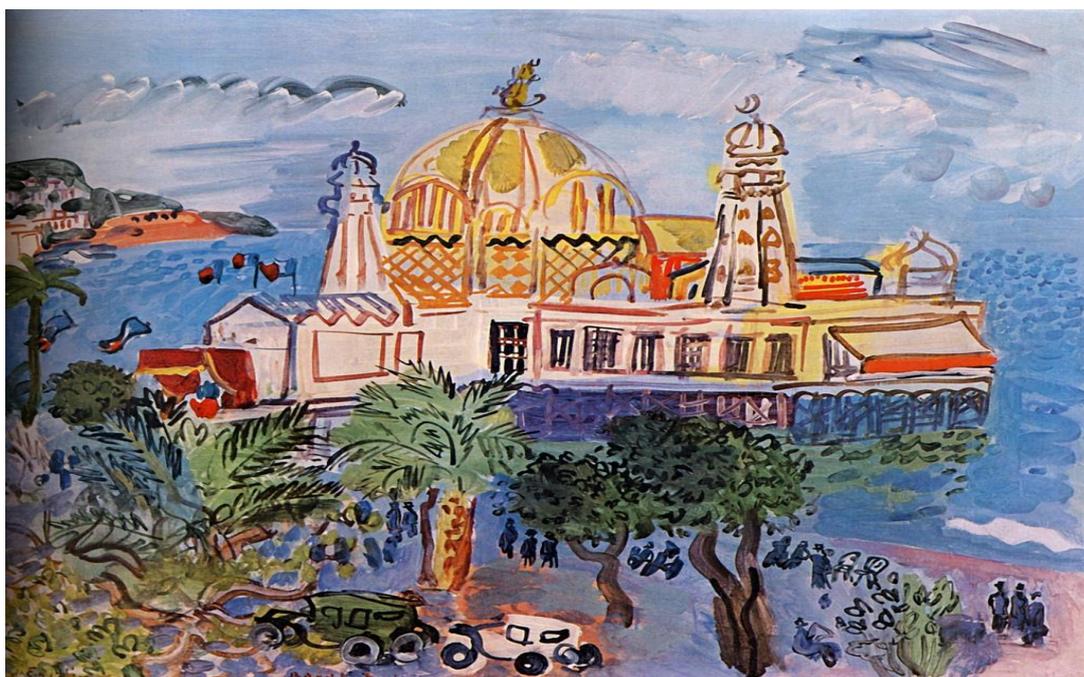
O. Boissin

Ce manuel a pour objet d'analyser les enjeux, les portées et les limites à la globalisation des firmes et des marchés. Il se structure en 5 chapitres :

1. Mondialisation économique : une dynamique de développements et d'inégalités.
2. Rôles et enjeux des institutions économiques internationales.
3. Quel bilan retirer de la mondialisation ?
4. L'international, c'est aussi l'interculturalité.
5. Afrique, pensées d'ailleurs.



Enseignant-chercheur Grenoble-INP
Laboratoire de recherche CREG / UGA



R. Dufy, « *Le casino de Nice* » (1929).